n° Aleph 158223

UNIVERSITÉ DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES – LILLE 1
U.F.R. de géographie et d'aménagement

THESE DE DOCTORAT

La diffusion spatiale des services aux entreprises

Application à l'ancien bassin minier du Nord-Pas-de-Calais

Thèse de doctorat de Géographie
présentée et soutenue publiquement le 06 décembre 2002 par

Christine LIEFOOGHE

VOLUME 2
Documents et Annexes

Directeur de recherche
Michel BATTIAU, Professeur de géographie à l'USTL

Membres du jury :
Didier PARIS, Professeur de géographie à l'USTL, Président du jury
Michel BATTIAU, Professeur de géographie à l'USTL
Guy BAUDELLE, Professeur de géographie à l'Université de Rennes II
Jacques BONNET, Professeur de géographie à l'Université de Lyon III

DE L'USAGE DE CE VOLUME DE DOCUMENTS

« L'image, la photographie, la carte même ou le schéma ne devraient décidément plus, chez les géographes, être considérés comme des illustrations d'un discours. C'est de manière inverse qu'il faudrait procéder : quand il possède bien la carte, quand celle-ci n'a plus de "trous", alors le géographe peut commencer à écrire son discours. Chaque fois qu'il fait autrement, il transforme le "discours géographique" en remâchage d'informations fournies par les journalistes ou en reprise pas toujours adéquatement commentée de tableaux économiques. »

Pierre GENTELLE, 2000, Population et développement : la Chine, *L'information géographique*, n°2.

Les cartes, les graphes, les tableaux, les photos, les extraits de texte ont été regroupés dans un volume spécifique pour permettre au lecteur de naviguer de l'un à l'autre. Certains documents ont en effet été conçus pour servir plusieurs fois, des rappels étant effectués au sein de chaque chapitre en fonction des besoins de la démonstration.

Bien que situés dans un "second" volume, ces documents ont tous servis de fondement à la réflexion. Le texte n'est que le fruit d'un travail préalable d'organisation des données sous la forme de tableaux, de graphes, de cartes, d'extraits d'articles ou d'ouvrages, de schémas heuristiques, dont une grande partie est présentée ici sous forme de documents synthétiques, à l'exception des derniers cités. L'objectif est double : alléger le texte des lourdeurs de la description quand cela est possible ; offrir cependant le maximum des données recueillies au cours des recherches que nous avons menées. Bonne navigation ... même sans le Web !

TABLE DES DOCUMENTS

La numérotation des documents fait office de pagination

Document n° 1	Un bassin minier à géométrie variable
Document n° 2	L'ancien bassin minier dans l'aire métropolitaine nord
Document n° 3	Structure économique de l'ancien bassin minier
Document n° 4	Les services aux entreprises dans la nomenclature d'activités française base 1993
Document n° 5	"*Producer services*" et "*Business services*" : définitions
Document n° 6	Deux types de classification analytique des services aux entreprises
Document n° 7	L'organisation industrielle en 1800 : le contrôleur silencieux de Robert Owen (New Lanark - Grande Bretagne)
Document n° 8	Forte croissance des services aux entreprises à partir de 1960 dans les pays de l'OCDE
Document n° 9	Répartition régionale et dynamique spatiale des services aux entreprises au Royaume-Uni dans les années 80
Document n° 10	Du "rond de cuir" au "col blanc", du bureau à l'immobilier tertiaire
Document n° 11	Développement des services et courants post-industriels
Document n° 12	Des approches dualistes du tertiaire : exemples de classements
Document n° 13	Le tertiaire ou les services : petite histoire d'un glissement sémantique
Document n° 14	Fonctions de service et système de production
Document n° 15	Place des services aux entreprises dans l'analyse fonctionnelle appliquée aux villes françaises
Document n° 16	Approche fonctionnelle des services aux entreprises
Document n° 17	Typologies binaires des services aux entreprises
Document n° 18	Reproduction et développement : deux visions du rôle des services informationnels
Document n° 19	Trois vagues de services aux entreprises selon A. Barcet et J. Bonamy (1985)
Document n° 20	L'entreprise et la gestion de la complexité
Document n° 21	L'entreprise face à l'incertitude
Document n° 22	Degré d'externalisation des services aux entreprises dans la Communauté européenne en 1988
Document n° 23	Degrés de standardisation du service et articulations au modèle de la relation de service
Document n° 24	Complexité et incertitude des marchés de services aux entreprises
Document n° 25	La ville pluricentrique : un modèle à nuancer : l'exemple des villes américaines des années 80
Document n° 26	Jean Gottmann, un pionnier de la géographie des services

Document n° 27 De la ville industrielle à la ville tertiaire : témoignage de géographes dans les années 60
Document n° 28 Localisation des activités et développement
Document n° 29 Flux de services et hiérarchie urbaine
Document n° 30 Facteurs de localisation des services aux entreprises
Document n° 31 Les entreprises de services aux producteurs dans l'ancien bassin minier du Nord-Pas-de-Calais en 1991
Document n° 32 Diffusion du maïs hybride en Béarn
Document n° 33 Les étapes de la diffusion spatiale
Document n° 34 Canaux de propagation et modèles de diffusion spatiale
Document n° 35 La diffusion des services aux entreprises dans les systèmes urbains de trois pays européens, 1850-1990
Document n° 36 Diffusion des services aux entreprises dans le réseau des villes françaises 1962 - 1990
Document n° 37 Marchés de services aux entreprises et développement régional
Document n° 38 Conseil en stratégie, management et gestion financière
Document n° 39 Ingénierie et études techniques
Document n° 40 Les services économiques dans le Nord-Pas-de-Calais
Document n° 41 Services aux entreprises et services de transport dans l'ancien bassin minier en 1991
Document n° 42 Sélection de personnel et intérim
Document n° 43 Maintenance de matériel de production
Document n° 44 Maintenance de matériel informatique
Document n° 45 Informatique de gestion
Document n° 46 Les prestataires de services régionaux de l'industrie automobile du Nord-Pas-de-Calais
Document n° 47 Les prestataires de services de Renault-MCA en 1993
Document n° 48 Recherche de l'information, veille technologique
Document n° 49 Publicité, communication, marketing
Document n° 50 Contrôle, analyses, mesures techniques
Document n° 51 Evolution des activités de services des HBNPC entre 1971 et 1976 : une ouverture sur l'extérieur
Document n° 52 Aménagement du territoire et aides aux activités tertiaires : 1958-1982
Document n° 53 Zones éligibles à la PLAT entre 1967 et 1975 dans le Nord-Pas-de-Calais
Document n° 54 La décentralisation tertiaire (public et privé) de 1962 à 1978
Document n° 55 La décentralisation tertiaire en France entre 1962 et 1978 : détail par types d'activités

Document n° 56 Exemples de délocalisations tertiaires dans le Nord-Pas-de-Calais entre 1962 et 1978

Document n° 57 La PAT tertiaire de 1982 : comparaison avec les primes antérieures

Document n° 58 La PAT tertiaire dans le Nord-Pas-de-Calais en 1982 et en 1995

Document n° 59 La PAT tertiaire entre 1990 et 1999 dans le Nord-Pas-de-Calais et dans le bassin minier

Document n° 60 Trois découpages des activités de services : quelques exemples d'emboîtements

Document n° 61 Le circuit d'attribution des aides aux entreprises dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais

Document n° 62 Les aides ouvertes aux services aux entreprises dans le Nord-Pas-de-Calais

Document n° 63 Bilan du FRAC et de l'ARC dans le Nord-Pas-de-Calais

Document n° 64 Innovation et développement des PME dans le Nord-Pas-de-Calais : exemples d'aides à l'investissement immatériel

Document n°°65 Bilan des aides aux PME dans le Nord-Pas-de-Calais entre 1989 et 1997

Document n°°66 Services informationnels et renouveau économique du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais : le rôle charnière des prescripteurs

Document n° 67 Architecture moderne et patrimoine minier dans l'Emscher park (Ruhr)

Document n° 68 Le site minier du 11/19 à Loos-en-Gohelle : des bureaux au sommet d'une ancienne tour d'extraction ?

Document n° 69 Devenir des bureaux des houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais : situation en l'an 2000

Document n° 70 Les "grands bureaux" des compagnies minières de Lens et de Liévin : réhabilitation des bâtiments au profit des services publics

Document n° 71 Implantation du siège social des HBNPC avant 1992 à Douai

Document n° 72 Devenir du siège social des HBNPC à Douai : état des lieux fin 1999

Document n° 73 La fermeture du siège des houillères à Douai profite aux fonctions universitaires et juridiques

Document n° 74 Des bureaux pour Charbonnages de France et ses filiales dans le Nord-Pas-de-Calais

Document n° 75 Faible attractivité des anciens bureaux centraux des unités de production des HBNPC

Document n° 76 Des grands bureaux d'Usinor-Sollac au Technocentre de la CCI de Valenciennes

Document n° 77 Devenir des anciens grands bureaux des entreprises métallurgiques à Denain

Document n° 78 La friche "Soierie Kuhlmann" à Odomez

Document n° 79 Réhabilitation de friches productives à destination de sociétés de services dans l'agglomération de Valenciennes

Document n° 80 L'immobilier de bureau récent dans l'ancien bassin houiller du Nord-Pas-de-Calais

Document n° 81 Bureaux et restructurations urbaines à Béthune

Document n° 82 Valenciennes : les Tertiales et le projet cœur de ville

Document n° 83 Douai : restructuration du quartier de l'Arsenal au profit des activités de services

Document n° 84 Douai : le centre tertiaire de l'Arsenal

Document n° 85 Valenciennes parie sur le numérique

Document n° 86 De l'espace minier à la création de bureaux sur la zone d'activités de Douai-Dorignies

Document n° 87 De la mine au tertiaire dans le couloir de l'autoroute A1 au droit d'Henin-Beaumont entre 1959 et 2000

Document n° 88 Dynamique de l'offre et de la demande de bureaux : le différentiel Métropole lilloise - ancien bassin houiller dans le Nord-Pas-de-Calais

Document n° 89 Demande en immobilier de bureau dans l'ancien pays minier du Nord-Pas-de-Calais à la fin des années 90 : surfaces et localisations

Document n° 90 Prix des bureaux en location : comparaison bassin minier / Lille métropole

TABLE DES ANNEXES

La numérotation des annexes fait office de pagination

Annexe n° 1 Liste des institutionnels interrogés

Annexe n° 2 Liste des entreprises industrielles interrogées

Annexe n° 3 Liste des sociétés de services aux entreprises

Annexe n° 4 Liste des salons professionnels fréquentés

Annexe n° 5 Les services aux entreprises dans la NAF 1993

Annexe n° 6 Place des services aux entreprises dans le secteur tertiaire

Annexe n° 7 Correspondances entre la NES et la NAF

Annexe n° 8 Quelques jalons de la pensée économique et géographique sur le tertiaire et les services

Annexe n° 9 Division des activités économiques en trois secteurs

Annexe n° 10 Typologie des activités et des fonctions selon les deux axes

Annexe n° 11 Les douze fonctions stratégiques selon l'INSEE

Annexe n° 12 Questionnaire d'évaluation de l'offre en services avancés - Salon ATOUT

Annexe n° 13 Questionnaire d'évaluation de la demande en services avancés - Salon ATOUT

Annexe n° 14 Enquête sur les services aux entreprises - Grille d'entretien

Annexe n° 15 Synthèse des dispositions du futur décret de PAT (mai 2000)

Annexe n° 16 Aides aux investissements immatériels et à l'embauche de cadres dans le Nord-Pas-de-Calais en 1993

Annexe n° 17 Les propositions d'actions de la Mission Ferroviaire Nord-Pas-de-Calais

Annexe n° 18 Inscription spatiale des bureaux des compagnies minières dans le bassin houiller du Nord

Annexe n° 19 Inscription spatiale des bureaux des compagnies minières au centre du bassin houiller (Pas-de-Calais)

Annexe n° 20 Inscription spatiale des bureaux des compagnies minières de l'ouest du bassin houiller du Pas-de-Calais

Annexe n° 21 Le siège social des HBNPC à Douai avant 1992 : époque de construction des bâtiments

Annexe n° 22 Aides de l'Etat et prêts en faveur du traitement des friches industrielles

Annexe n° 23 L'emprise des friches industrielles dans le Denaisis à la fin des années 80

Annexe n° 24 Le quartier de l'Arsenal vers 1865/1870 (Douai)

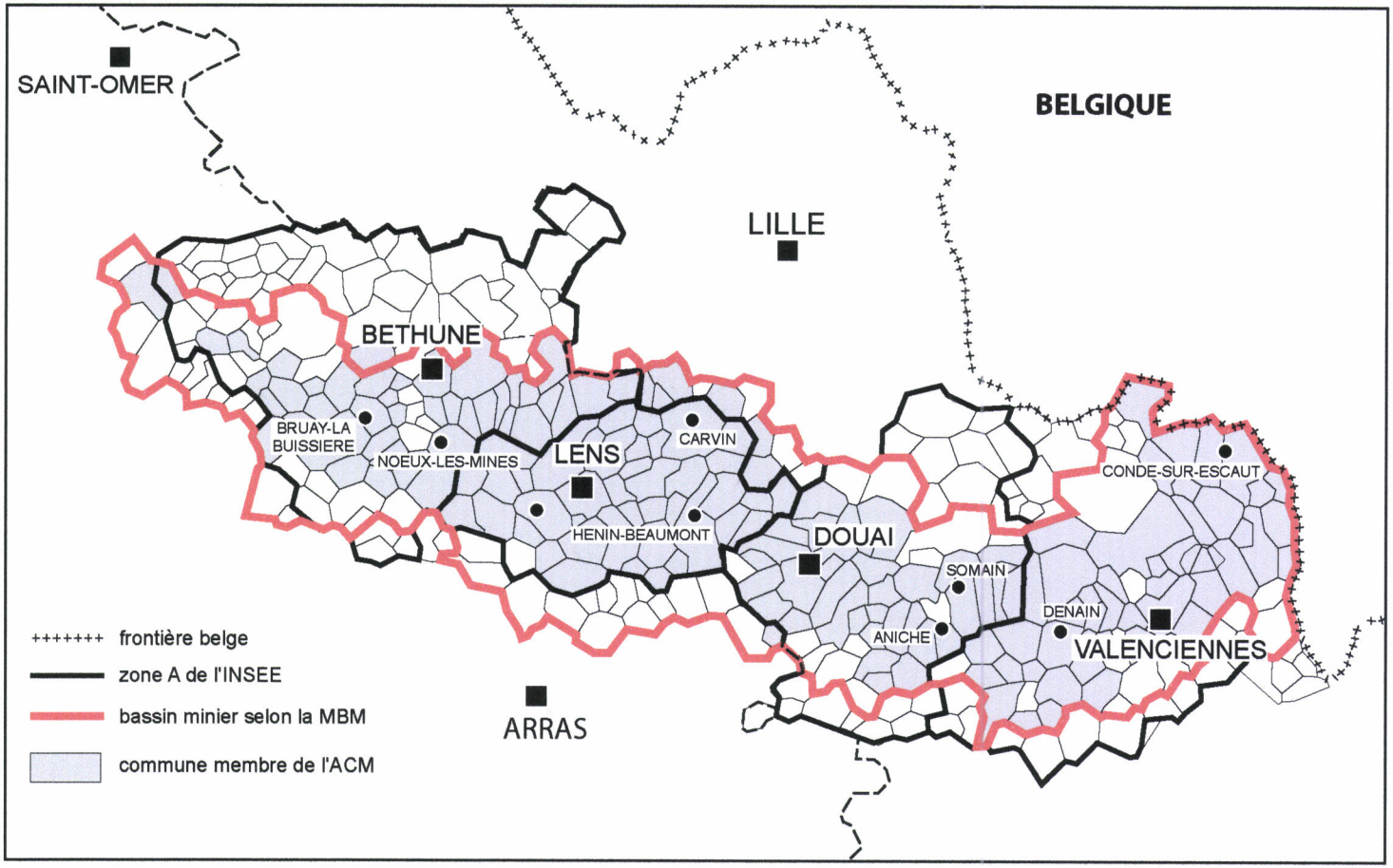
Annexe n° 25 Projet de restructuration de la ZUP du Mont Liébaut à Béthune en 1987

Annexe n° 26 Aides en vigueur en 1998 pour la construction de bâtiments d'entreprises dans le Nord-Pas-de-Calais

DOCUMENTS

DOCUMENT N° 1

UN BASSIN MINIER A GEOMETRIE VARIABLE

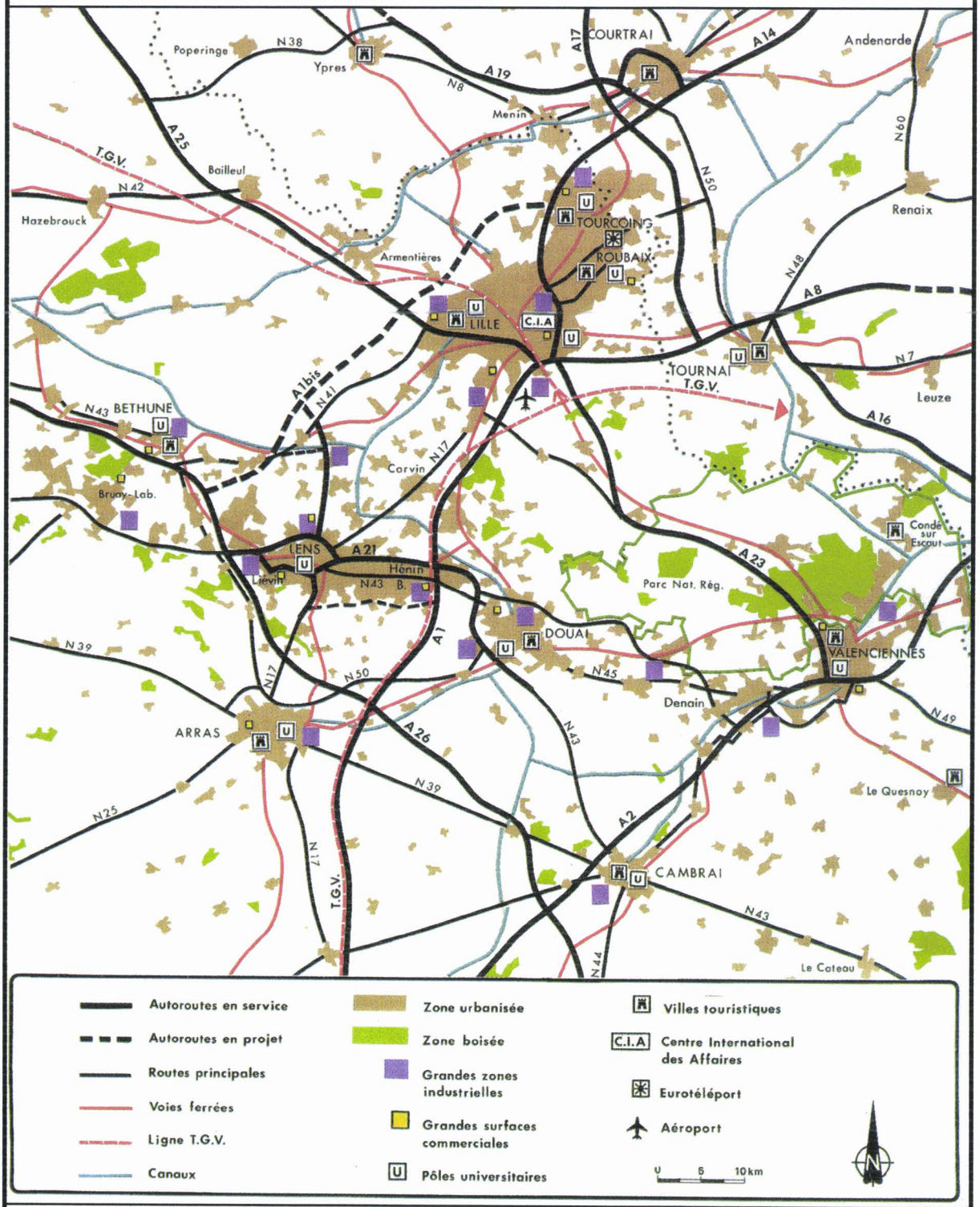


Conception / réalisation : Ch. Liefooghe - J. Domont, HVT, USTL, 2002
D'après : Association des Communes Minières / Mission Bassin Minier

DOCUMENT N° 2

L'ANCIEN BASSIN MINIER DANS L'AIRE METROPOLITAINE NORD

Une nébuleuse urbaine qui se structure autour des pôles de Béthune, Lens, Douai et Valenciennes



Conception / réalisation : D.R.E.

Source : SGAR, 1995, *Des villes et des hommes : le devenir de l'ancien bassin minier,* Préfecture de la Région Nord-Pas-de-Calais, Centre d'études et de prospective, p. 189

DOCUMENT N° 3

STRUCTURE ECONOMIQUE DE L'ANCIEN BASSIN MINIER

Spécialisations des différents arrondissements de l'ancien bassin Minier au sein des principales activités économiques du Nord-Pas-de-Calais (°)

	BETHUNE	LENS	DOUAI	VALENCIENNES	ENSEMBLE
Toutes activités	85	76	87	86	83
Energie	48	147	137	80	104
Industries manufacturières	123	69	98	98	95
dont construction automobile et ferrovaire	315	63	452	193	231
Bâtiment et T.P.	89	105	76	80	89
Commerce (1)	74	80	81	82	79
Transports (2)	55	86	94	80	79
Services marchands, banques et assurances	70	76	76	82	76
Services non marchands	75	80	94	100	85

(°) La spécialisation a été déterminée par le rapport :
Poids de l'arrondissement au sein d'une activité économique régionale/poids de cet arrondissement au sein de la population totale de la région. (Les calculs ont été réalisés à partir des données de l'INSEE et concernent l'année 1992).
(1) y compris le négoce et la réparation automobile ainsi que les cafés hôtels et restaurants.
(2) y compris les télécommunications.

Source : M. Battiau *et alii*, 1994, Politiques de redéveloppement et changement économique dans l'ancien bassin minier , *Hommes et Terres du Nord*, n° 1, p. 33.

DOCUMENT N° 4

LES SERVICES AUX ENTREPRISES DANS LA NOMENCLATURE D'ACTIVITES FRANCAISE BASE 1993

72			**ACTIVITES INFORMATIQUES**
	72.1		Conseil en systèmes informatiques
	72.2		Réalisation de logiciels
	72.3		Traitement de données
	72.4		Activités de banques de données
	72.5		Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique
73			**RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT**
	73.1		Recherche-développement en sciences physiques et naturelles
	73.2		Recherche-développement en sciences humaines et sociales
74			**SERVICES FOURNIS PRINCIPALEMENT AUX ENTREPRISES**
	74.1		Activités juridiques, comptables et de conseil de gestion
		74.1A	Activités juridiques
		74.1C	Activités comptables
		74.1E	Etudes de marché et sondages
		74.1G	Conseil pour les affaires et la gestion
		74.1J	Administration d'entreprises
	74.2		Activités d'architecture et d'ingénierie
		74.2A	Activités d'architecture
		74.2B	Métreurs, géomètres
		74.2C	Ingénierie, études techniques
	74.3		Activités de contrôle et analyses techniques
		74.3A	Contrôle technique automobile
		74.3B	Analyses , essais et inspections techniques
	74.4		Publicité
		74.4A	Gestion de supports de publicité
		74.4B	Agences, conseil en publicité
	74.5		Sélection et fourniture de personnel
		74.5A	Sélection et mise à disposition de personnel
		74.5B	Travail temporaire
	74.6		Enquêtes et sécurité
	74.7		Activités de nettoyage
	74.8		Services divers fournis principalement aux entreprises
		74.8A	Studios et autres activités photographiques
		74.8B	Laboratoires techniques de développement et de tirage
		74.8D	Conditionnement à façon
		74.8F	Secrétariat et traduction
		74.8G	Routage
		74.8J	Organisation de foires et salons
		74.8K	Services annexes à la production dont : *recouvrement de factures* *création de modèles* *réalisation de maquettes-volume* *activités des agents littéraires ou artistiques (impressario)* *activités des étalagistes*

Source : INSEE

DOCUMENT N° 5

"PRODUCER SERVICES" ET *"BUSINESS SERVICES"* : DEFINITIONS

Code SIC*	PRODUCER SERVICES INDUSTRIES (1)
60	Banking
61	Credit agencies other than banks
62	Security, commodity brokers and services
63	Insurance carriers
64	Insurance agents, brokers and service
65	Real estate
73	**Business Services** (2), includes : advertising / market research / management consulting / public relation / computer and data processing services / credit reporting and collection / research and developpement / mailing, reproduction and stenographic services / Personnel supply services / services to buildings (cleaning and extermination)
81	Legal services
89	**Miscellaneous services**, includes : engineering and architectural services / accounting, auditing and bookkeeping

* Code SIC : Standard Industrial Classification code
(1) *Producer services* : services aux producteurs
(2) *Business services* : services aux affaires

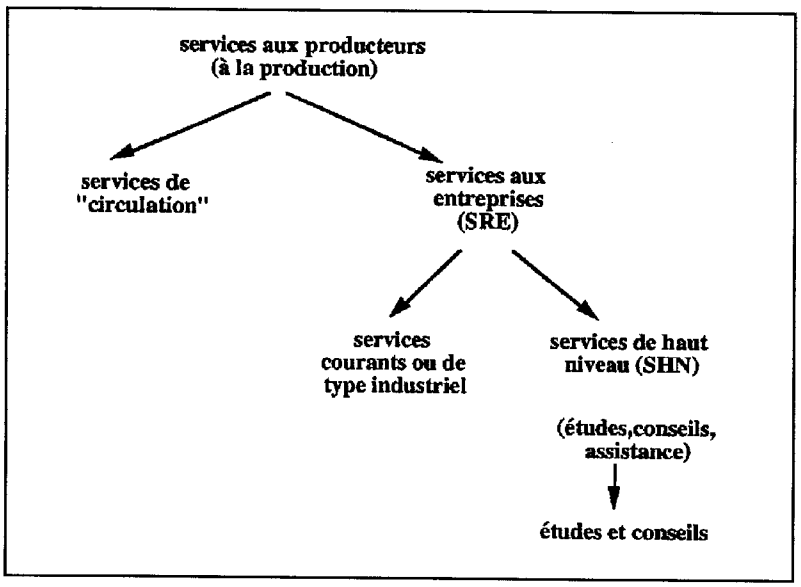
Classification des *"Producer services"* adaptée de Gillespie and Green, 1987, The changing geography of producer services employment in Britain, *Regional studies*, 21.
Source : W.R. Goe, 1990, Producer services, trade and the social division of labour, *Regional studies*, v. 24 - 4.

Remarque : Les services cités dans les rubriques 73 et 89 sont en France, dans la NAP en vigueur à l'époque de ces travaux anglo-saxons, comme ensuite dans la NAF, regroupés dans la même classe des activités de conseil, études et assistance.

DOCUMENT N° 6

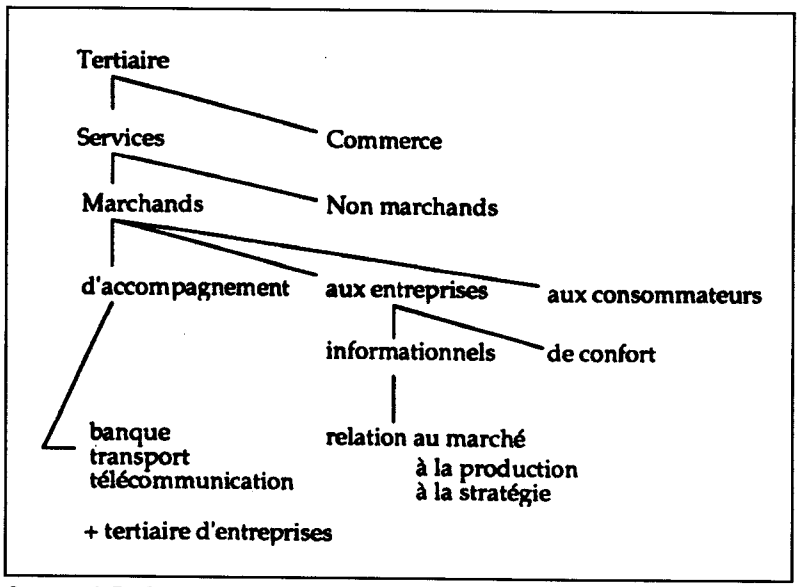
DEUX TYPES DE CLASSIFICATION ANALYTIQUE DES SERVICES AUX ENTREPRISES

A - Définition des services aux entreprises selon Camal Gallouj



Source : C. Gallouj, 1993, *Les enjeux et dynamiques du développement des marchés régionaux de services aux entreprises*, Lille, Thèse de doctorat, p. 10.

B - Du tertiaire aux services informationnels : l'approche de Jacques De Bandt



Source : J. De Bandt, 1995, *Services aux entreprises*, Economica, p. 24.

DOCUMENT N° 7

L'ORGANISATION INDUSTRIELLE EN 1800 : LE CONTROLEUR SILENCIEUX DE ROBERT OWEN

Une méthode inhabituelle pour améliorer le comportement

Robert Owen, administrateur de filature de coton doué, est arrivé à New Lanark en 1800. Il a acquis une renommée mondiale grâce à son succès à New Lanark, tant pour les expérimentations sociales qu'il a menées dans le village, que pour l'organisation du travail qu'il a mise en place dans les usines.

Owen souhaitait améliorer le rendement des ouvriers, mais contrairement aux autres propriétaires de filature, il ne croyait pas à l'efficacité des brimades corporelles. Il préféra adopter une méthode innovante de maîtrise comportementale : le "contrôleur silencieux ".

Le " contrôleur" de Owen était un petit bloc de bois quadrangulaire que l'on suspendait à côté de la machine de chaque ouvrier. La couleur de la face visible indiquait sa conduite. La gestion du "contrôleur" était sous la responsabilité du chef d'atelier, mais chaque ouvrier avait la possibilité de se pourvoir en appel auprès de Owen ou du directeur de l'usine. Un registre de conduite était tenu pour consigner le comportement du personnel.

Blanc - conduite excellente
Jaune - bonté modérée
Bleu - moralité neutre
Noir - très mauvaise conduite

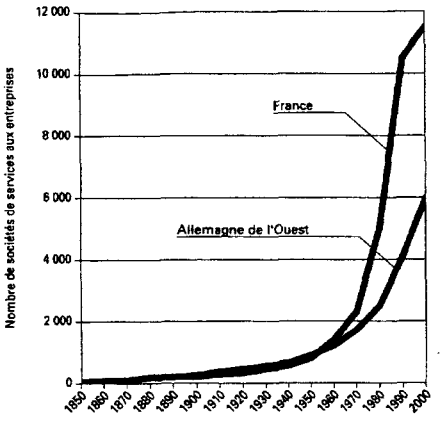
Owen écrivit dans son autobiographie : « Lors de l'introduction de la nouvelle méthode de repérage des comportements, la grande majorité des faces étaient noires ; beaucoup étaient bleues et quelques-unes étaient jaunes. Progressivement le noir a diminué et fut remplacé par le bleu, puis le bleu fut peu à peu éliminé au profit du jaune, voire du blanc , mais très peu au début. »

Source : "*New Lanark Conservation*" (musée de la filature)
Traduction : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

DOCUMENT N° 8

FORTE CROISSANCE DES SERVICES AUX ENTREPRISES A PARTIR DE 1960 DANS LES PAYS DE L'OCDE

A - Les firmes de services aux entreprises en France et en Allemagne : évolution en tendance longue



Source : S. Michel, 1999, Diffusion des services aux entreprises dans les systèmes de villes, *L'information géographique*, n° 1.

B - Effectif des activités de services en France entre 1975 et 1990

Effectifs en milliers

	1975	1982	1990
Services marchands	2 546,7	3 101,4	4 080,1
dont services aux entreprises	784,6	1 060,6	1 552,5
dont services de conseil	424,0	566,7	871,0

Source : INSEE, Recensements de la population

C - Les services d'études, conseil et assistance : taux de croissance annuel moyen de l'emploi dans quelques pays de l'OCDE

	1960-73	1973-75	1975-79	1979-83	1983-85
France	6,0	1,5	5,4	1,2	7,0
Japon	8,3	4,2	6,5	3,6	7,7
Pays-Bas	6,9	4,2	7,0	2,7	8,1
Royaume Uni	3,9	2,8	3,7	1,9	6,1
Etats-Unis	5,8	1,9	8,2	6,4	9,3
Moyenne	6,2	2,9	6,2	3,2	7,6

Source : Elfring, 1989

Tableaux tirés de : C. Gallouj, 1993, *Enjeux et dynamiques du développement des marchés régionaux de services aux entreprises : le cas de la région Nord-Pas-de-Calais*, Lille, Thèse en Sciences économiques.

DOCUMENT N° 9

REPARTITION REGIONALE ET DYNAMIQUE SPATIALE DES SERVICES AUX ENTREPRISES AU ROYAUME-UNI DANS LES ANNEES 80

A - Répartition des « *Business services* » en 1989

Standard Industrial Classification - 8395 : "*Other business services*" en pourcentage des emplois dans ce type d'activités

Sud est	58,8 %
Nord ouest	8,2 %
Ouest Midlands	6,5 %
Ecosse	5,6 %
Sud ouest	5,6 %

Source : Keeble et al., 1991.

B - Distribution régionale et dynamique spatiale des « Business services » entre 1981 et 1989

Standard Industrial Classification - 8395 : "*Other business services*" en pourcentage des emplois dans ce type d'activités

	1981	1989	Variation 1981-1989
Grand Londres	40,9 %	37,0 %	+ 146 %
Reste du Sud-est	17,9 %	21,8 %	+ 230 %
Ecosse	6,2 %	5,6 %	+145 %
Royaume Uni	100 %	100 %	+171 %

Source : Bryson et al., 1991.

Tableaux tirés de : O'Farrell P.N., Hitchens D.M., Moffat L.A., 1992, The competitiveness of Business Service firms : a matched comparison between Scotland and the South East of England, *Regional Studies*, n° 6.

DOCUMENT N° 10

DU "ROND DE CUIR" AU "COL BLANC"
DU BUREAU A L'IMMOBILIER TERTIAIRE

« Il y a un siècle, les grandes entreprises industrielles avaient essentiellement leurs bureaux dans leurs usines, les commerciales dans leurs magasins, et les professions libérales à domicile. Le bureau exclusif était surtout synonyme d'administration et de service public. Notre littérature nous en a laissé des témoignages précis, en particulier chez Balzac, Zola ou Courteline : la plume d'oie, l'encrier, la poudre à sécher, le sous-main, la lampe à pied et à corolle verte, le rond de cuir, les manches de lustrine maintenues par un élastique et la calotte ronde et noire caractérisaient l'employé de bureau persécuté par ses chef et sous-chef de bureau, seuls à avoir droit à un fauteuil et un téléphone.

Le développement prodigieux de l'écrit, de l'administration publique et privée, de la communication, bref du "tertiaire" a multiplié le bureau beaucoup plus rapidement encore dans le privé que dans le public. Les travailleurs types ne sont plus les "cols bleus" mais les "cols blancs" qui ont largement dépassé les premiers en nombre et parmi lesquels la femme a pris une place croissante et majoritaire. Leurs instruments de travail indispensables sont devenus le téléphone, la télécopie, le télex, l'écran d'ordinateur et les machines à tirer, plier, adresser, cacheter, timbrer, trier, archiver etc.

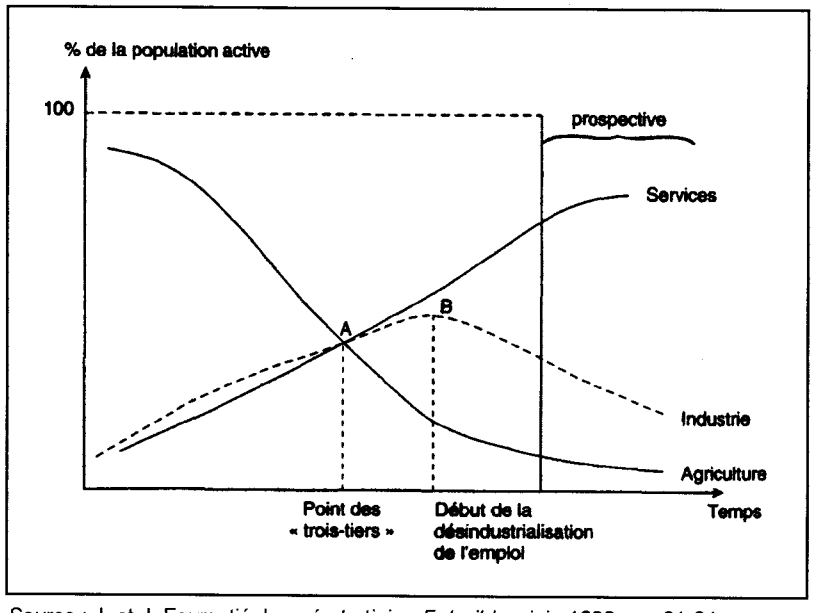
En général, le cadre de travail s'est aussi totalement transformé : bureaux clairs, fonctionnels, au mobilier métallique standardisé et aujourd'hui de plus en plus bureaux dits " intelligents", c'est-à-dire comportant à chaque poste de travail tous les équipements informatisés de communication audio-visuelle. En même temps, en particulier en raison de tous ces équipements, la surface par emploi a plus que doublé sans parler des lieux de réception, de réunion, d'archivage, etc. »

Extrait de : J. BASTIE, 1990, Europe 93 : quels bureaux pour l'Ile-de-France ?, *Cahiers du C.R.E.P.I.F.*, n° 32.
[Colloque du 11 mai 1990 au CNIT-La Défense, Paris]

DOCUMENT N° 11

DEVELOPPEMENT DES SERVICES ET COURANTS POST - INDUSTRIELS

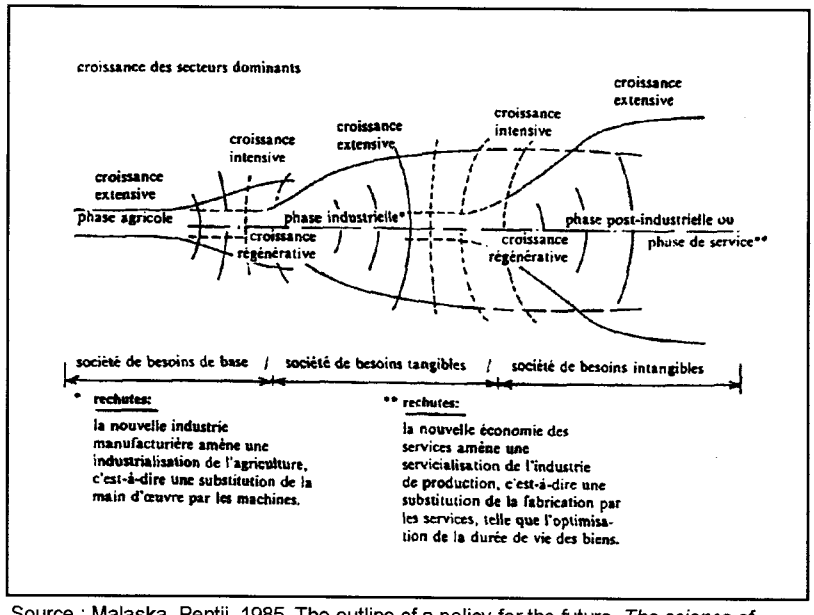
A. Accroissement des emplois tertiaires : vers une économie post-industrielle ?



Source : J. et J. Fourastié, La ruée tertiaire, *Futuribles*, juin 1989, pp. 21-24 et Softnomics Center, *A White Paper on Softnomization*, Tokyo, oct. 1985.

Document tiré de J. Gadrey, 1992, *L'économie des services*, Paris, La Découverte, p. 22.

B - Un schéma évolutionniste des économies et des sociétés



Source : Malaska, Pentii, 1985, The outline of a policy for the future, *The science of complexity*, Tokyo, Université des Nations Unies, p. 343.

Document tiré de J. De Bandt, 1995, *Services aux entreprises*, Paris, Economica, p. 180.

DOCUMENT N° 12

DES APPROCHES DUALISTES DU TERTIAIRE

Exemples de classements

Tertiaire public *non concurrentiel*	**Tertiaire privé** *concurrentiel*
Tertiaire traditionnel *activités antérieures au système capitaliste*	**Tertiaire moderne** *lié au développement du système capitaliste*
Tertiaire banal *lié au besoins courants des populations*	**Tertiaire rare ou anomal** *services spécifiques aux populations*
Tertiaire de service à une clientèle	**Tertiaire de commandement**
Tertiaire non marchand *financé par des contributions*	**Tertiaire marchand** *vendu au prix du marché*
Tertiaire induit *par la population ou d'autres activités*	**Tertiaire moteur** *facteur de croissance pour d'autres activités*
Tertiaire lié à la consommation *services aux ménages*	**Tertiaire de production** *services aux entreprises*

Conception/réalisation : Ch. Liefooghe, HVT, USTL, 2001
D'après : B. Mérenne-Schoumaker, 1996, *La localisation des services*, Paris, Nathan ; utilisant notamment les travaux de A. Bailly et D. Maillat, 1988, *Le secteur tertiaire en question*, Genève, ERE.

DOCUMENT N° 13

LE TERTIAIRE OU LES SERVICES :
petite histoire d'un glissement sémantique

"Le tertiaire" et "les services" sont-ils deux expressions interchangeables ? Le glissement sémantique qu'on observe dans les travaux économiques et géographiques reflète à la fois la séparation entre recherche anglo-saxonne et recherche francophone, et le changement de problématique quant à l'articulation des activités économiques. Cependant l'usage fait loi et "le tertiaire" marque encore de son empreinte les travaux des années 90.

D'un point de vue sémantique, le glissement des études sur le "tertiaire" à celles sur "les services" semble se produire vers le milieu des années 80 dans le monde de la recherche francophone. C'est du moins la tendance qui se dégage à la lecture des titres des ouvrages et des articles. L'utilisation du concept de service est néanmoins plus précoce chez les économistes français imprégnés des travaux anglo-saxons. De fait, dès 1957, l'anglais Colin Clark suggère que l'expression « *activités tertiaires* » a fait son temps et qu'il est préférable de parler des « *activités de service* »[1]. En 1973, l'américain Daniel Bell, dans son ouvrage sur l'avènement de la société post-industrielle, ne parle pas du secteur tertiaire mais utilise « *la notion de services, au pluriel* »[2]. Signalons également les travaux de V. Fuchs sur l'économie de service dès 1968, ceux de J. Gershuny sur l'émergence de l'économie de self-service en 1978, et en 1979 le travail de T. Stanback sur l'économie de service en préalable à ses études du début des années 80 sur les transformations économiques des villes américaines[3]. Si à la charnière des décennies 80 et 90 des travaux de langue française semblent encore en référer à la notion de "tertiaire"[4], ils traduisent dans leur contenu le passage d'une approche en termes d'activités tertiaires à une approche en termes de fonctions de service transversales au secteur secondaire et au secteur tertiaire. Le glissement sémantique opéré dans les années 80 entérine en fait un changement de problématique, amorcé il est vrai dans les années 70 par des travaux sur le "tertiaire industriel" voire déjà sur les services aux entreprises[5].

... /...

.../...

Cependant il ne semble pas facile d'abandonner un concept dont on critique pourtant les origines théoriques. Dans les années 90, le vocable "tertiaire" n'apparaît certes plus dans les titres des articles et des ouvrages mais reste utilisé dans le corps même des travaux, en particulier sous des formes dérivées : tertiarisation de l'emploi, des métiers ou des branches d'activités[6], tertiaire d'entreprise par exemple. Ainsi en est-il chez deux économistes français, pourtant imprégnés de longue date par les travaux anglo-saxons et fervents défenseurs d'une approche en termes d'économie de services et de relation de service. J. Gadrey, dans son ouvrage sur *L'économie de services* (1992, p. 5) décide en effet d'utiliser indistinctement les catégories de "tertiaire" et de "services". Pour sa part J. De Bandt, dans son livre intitulé *Services aux entreprises* (1995, p. 22 et 24), décompose le tertiaire en deux catégories : les activités commerciales et « *les activités de services proprement dites qui consistent à rendre un service* »[7], et reprend la notion de "tertiaire d'entreprises". L'utilisation incontournable des nomenclatures, mais aussi la difficulté de redéfinir et rebaptiser un secteur conçu dès l'origine comme un "fourre-tout" ont donc favorisé l'usage persistant d'un concept pourtant rejeté dès 1957 par un de ses vulgarisateurs.

Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2001

---

[1] De Bandt J. (1995), p.11 (voir aussi la "note p. 491" traduite en annexe n° 9).

[2] Gadrey J. (1992), p. 24.

[3] Voir bibliographie analytique en annexe n° 8.

[4] Ainsi à titre d'exemple l'ouvrage d'A. Bailly et de D. Maillat – *Le Secteur tertiaire en question : activités de service, développement économique et spatial* – réédité à Genève en 1988, et le "rapport Carrez" de 1991 réalisé à la demande du gouvernement français sur les fonctions tertiaires supérieures.

[5] Citons notamment les travaux de deux géographes : Bonnet J., 1973, Les sociétés de service et leur localisation dans l'agglomération lyonnaise, *Revue de Géographie de Lyon*, n° 3 ; Saint-Julien T., 1975, Le tertiaire industriel : une réalité peu connue et mal mesurée, *Analyse de l'espace*, n° 2. Il faudrait aussi citer les économistes, les géographes ou des organismes institutionnels de la région lyonnaise qui multiplient dans la première moitié des années 70 les études sur l'ingénierie, le tertiaire industriel supérieur... (voir relevé bibliographique dans Bastié J. (dir), 1978). Du côté des anglo-saxons, J. Gadrey (1992, p.53) signale le travail pionnier de H. Greenfield en 1966 sur le développement des services aux entreprises aux Etats-Unis.

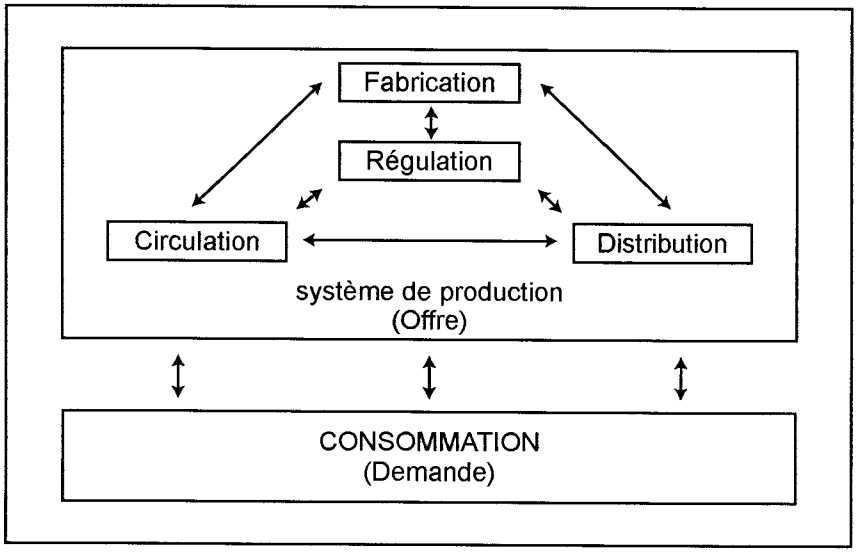
[6] Mérenne-Schoumaker B. (1996).

[7] Voir son schéma présenté dans notre document n° 6.

DOCUMENT N° 14

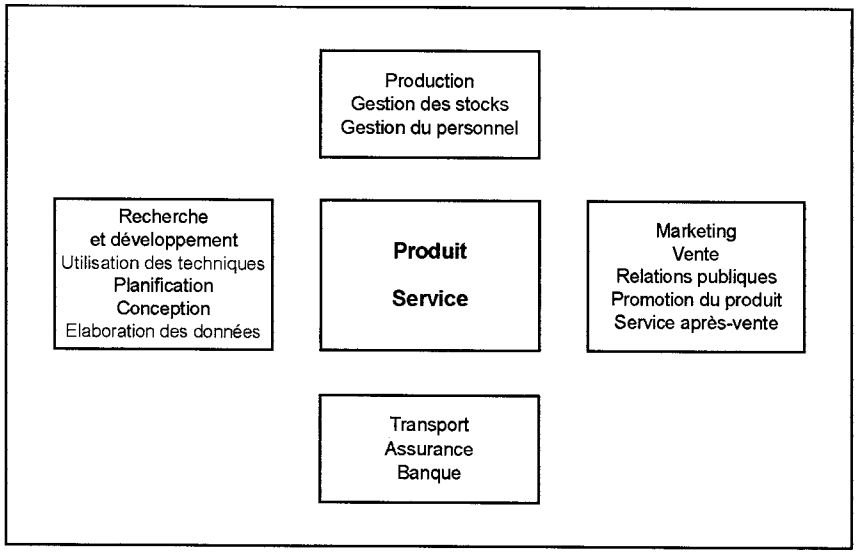
FONCTIONS DE SERVICE ET SYSTEME DE PRODUCTION

A - Articulation des "quatre rôles" dans le système de production



Source : A. Bailly, D. Maillat, 1990, "Développement régional et services aux entreprises", *in* G. Benko, 1990, L*a dynamique spatiale de l'économie contemporaine*.

B - Fonctions de production et fonctions de service : complémentarité et interpénétration



Source : A. Bailly, D. Maillat, 1988, *Le secteur tertiaire en question*, Economica, p. 48.

DOCUMENT N° 15

PLACE DES SERVICES AUX ENTREPRISES DANS L'ANALYSE FONCTIONNELLE APPLIQUEE AUX VILLES FRANCAISES

Extrait de la grille fonctionnelle utilisée par Félix Damette et le laboratoire STRATES (Paris I)

SPHERES	**REPRODUCTION SOCIALE** Entretien et renouvellement de la " force de travail "		**PRODUCTION** Fourniture des biens et services économiques	
SECTEURS FONCTIONNELS	**Reproduction simple** Services de la vie quotidienne	**Reproduction élargie** Activités assurant l'élargissement des connaissances et des capacités d'action	**Intermédiation** Activités de services et de relations assurant la circulation des produits, de l'argent et de l'information	**Production des biens matériels** Activités fournissant des produits tangibles
	commerces *médecine courante* *services de proximité* *enseignement obligatoire*	*universités* *services hospitaliers* *grands équipements publics*	*transports et télécommunications* *services financiers* *services économiques aux entreprises* *(commerce de gros et services aux entreprises)*	*industrie* *agriculture* *bâtiment* *génie civil*

CATEGORIES FONCTIONNELLES

Finalité sociale

Fonctions d'autorité	**Fonctions socio-culturelles**
administration *justice* *police*	*santé* *social* *formation* *culture* *loisirs*

Finalité économique

Fonctions productives abstraites ***Travail abstrait***	**Fonctions productives concrètes** ***Travail concret*** (travail sur ou avec la matière)	**Fonction aval**
administration-gestion *conception-recherche* *commercialisation* *marketing*	*fabrication* *manutention-transport* *services pratiques dans les entreprises*	*distribution* *réparation* *nettoyage* *élimination des déchets*

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2001

D'après : F. Damette (dir.), 1994, *La France en villes*, Paris, DATAR/La Documentation française

DOCUMENT N° 16

APPROCHE FONCTIONNELLE DES SERVICES AUX ENTREPRISES

Typologie des prestations de SRE	Typologie fonctionnelle
A - Fonction administrative - comptable - financière - personnel 1. Bureau de consultance financière et économique 2. Bureau de comptabilité (y compris expertise comptable, gestion et contrôle) 3. Bureau de consultance juridique et fiscale (y compris avocats, notaires, huissiers) 4. Audit externe 5. Société de formation du personnel 6. Société de recrutement du personnel 7. Société de factoring (paiement salaires, factures) 8. Services-bureau (dactylo, reprographie, traduction, mailing)	**A - Fonction administrative** A1. Gestion juridique, financière et économique A2. Gestion administrative A3. Gestion du personnel
B - Gestion de la production (ne concerne pas les entreprises de services) 9. Ingénierie industrielle, de systèmes, de process (hors bâtiments, d'informatique, de gestion) 10. Ensembliers 11. Sociétés et organismes de recherche et développement 12. Sociétés de maintenance et de réparation de l'appareil de production (y compris services rendus par le fournisseur) 13. Sociétés de mesure et de contrôle de la qualité 14. Sociétés de récupération	**B - Gestion de la production** B1. Ingénierie insdustrielle, recherche-développement B2. Gestion de la production
C - Fonction commerciale 15. Sociétés de conseil en marketing, études de marchés 16. Créateurs, intermédiaires, régies publicitaires 17. Commerce de gros (pour vente de produits) 18. Intermédiaires commerciaux (hors salariés et assujettis) 19. Sociétés de promotion à l'exportation , distribution à l'étranger 20. Sociétés de services après-vente 21. Sociétés de marques et brevets	**C - Fonction commerciale** C1. Promotion commerciale C2. Vente C3. Services après-vente C4. Marques et brevets
D - Fonction logistique - communication - transport 22. Bureau d'étude en organisation 23. Sociétés de service et conseil en informatique (SSCI) 24. Sociétés de groupement d'achats Sociétés de transport de marchandises 25. Routier 26. Aérien 27. Fluvial, maritime 28. Ferroviaires 29. Intermédiaires de transports (commissaires, courtiers d'expédition, agences en douane...) 30. Dépôts, entrepôts, sociétés de gestion de stocks 31. Agences de voyages (voyages d'affaires, organisation de séminaires) 32. Agents immobiliers (transactions et administration) 33. Agences de location immobilière 34. Agences de location mobilière (matériel et biens d'équipement) 35. Sociétés de leasing 36. Ingénierie d'infrastructure, de bâtiments 37. Bureaux d'architectes, architectes, géomètres experts	**D - Fonction logistique-communication** D1. Organisation-information D2. Achats D3. Transports-entrepôts D4. Gestion immobilière, mobilière D5. Ingénierie d'infrastructure
E - Services généraux 38. Sociétés de nettoyage, entretien des bâtiments 39. Sociétés de sécurité, gardiennage 40. Sociétés de restauration industrielle	**E - Services généraux**
Autres, à préciser	

Source : J. Houard, C. Belleflamme, 1987, *Perspectives du système productif : analyse des activités de services rendus aux entreprises en Belgique*, Bruxelles, p. 46 (tiré de B. Mérenne-Schoumacker, 1996, *La localisation des services*, Paris, Nathan, p. 158).

DOCUMENT N° 17

TYPOLOGIES BINAIRES DES SERVICES AUX ENTREPRISES

Exemples de classements

Services courants et services capitalistiques*	**Services intellectuels**	1
Services de "faire"	**Services de "conseil"**	2
Services opérationnels et services standards*	**Services avancés**	3
Services de nature logistique	**Services de conseil au sens large**	4
Services courants	**Services de haut niveau**	5
Services de confort	**Services informationnels**	6

Auteurs utilisant le binôme* :

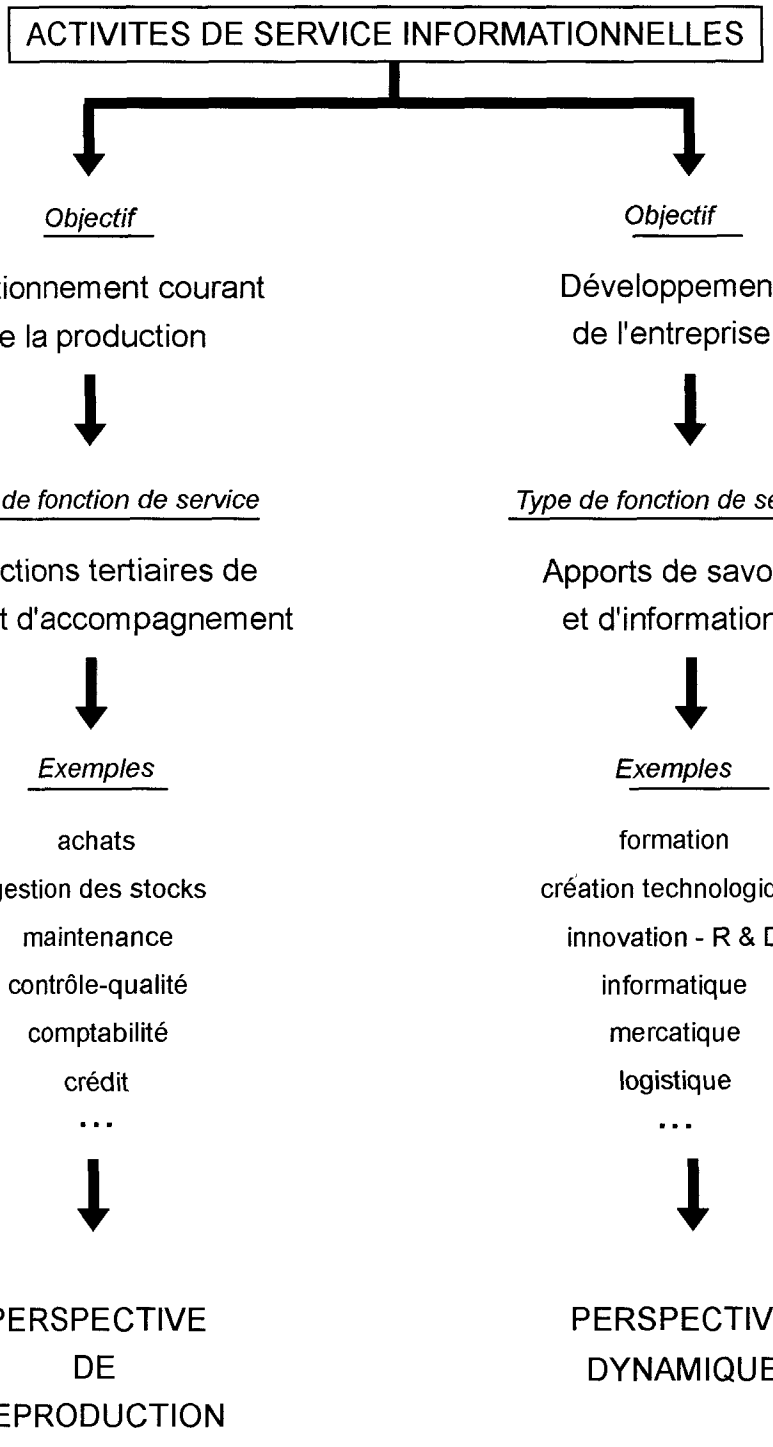
1 - Büttner O., Mouriaux, 1982, cité par Gallouj C., 1993.
2 - Barcet A., Bonamy J., Mayère A., 1983, cité par Gallouj C., 1993.
3 - Martinelli F., 1988, in Moulaert F., 1988.
4 - Nivlet J.M., 1992, cité par De Bandt J., 1995.
5 - Gallouj C., 1993.
6 - De Bandt J., 1995.

* Certains auteurs classent en fait les services aux entreprises en trois catégories, mais démarquent nettement celle qu'ils considèrent comme la plus stratégique pour le développement des entreprises et des régions.

Conception/réalisation : Ch. Liefooghe, HVT, USTL, 2001

DOCUMENT N° 18

REPRODUCTION ET DEVELOPPEMENT : DEUX VISIONS DU RÔLE DES SERVICES INFORMATIONNELS



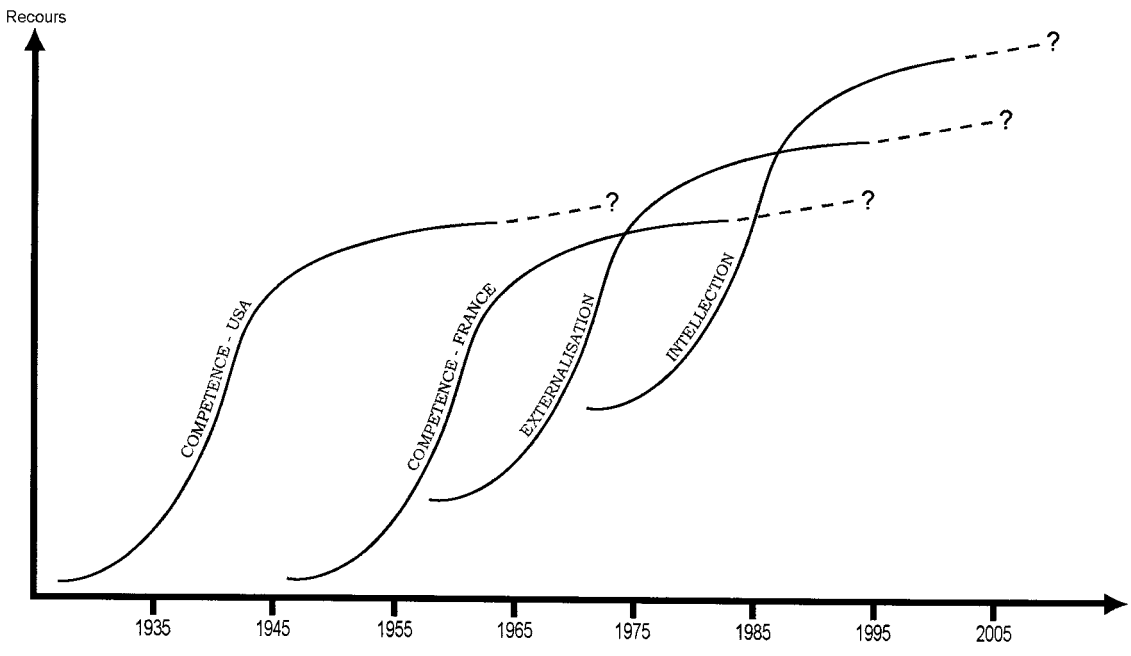
Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2002
D'après : J. De Bandt, 1995, *Les services aux entreprises*, Paris, Economica, p. 31-32.

DOCUMENT N° 19

TROIS VAGUES DE SERVICES AUX ENTREPRISES

selon A. Barcet et J. Bonamy (1985)

CHAMP DE CONTRAINTES	Contraintes juridiques, fiscales et commerciales	Forte concurrence internationale Diminution des gains de productivité Premières failles dans l'organisation taylorienne du travail	Innovations technologiques et informatisation Marchés fluctuants Segmentation de la clientèle
OBJECTIFS	Répondre aux contraintes par le conseil et la rédaction d'actes	Diminuer les frais annexes de la production Améliorer la productivité interne des services	Retrouver les conditions d'une nouvelle rentabilité Contrôle de la production et des marchés
VAGUES DE SERVICES	SERVICES DE COMPETENCE	SERVICES D'EXTERNALISATION	SERVICES D'INTELLECTION D'UN NOUVEAU SYSTEME PRODUCTIF
TYPES DE SERVICES	Conseils juridiques, fiscaux et comptables Etudes de marché Publicité Représentation Transports	Travail temporaire Sous-traitance de gardiennage, de nettoyage, de restauration, de transport du personnel Travaux à façon informatiques	Etudes, conseil Contrôle, analyses Tests et expérimentation
GENESE DE LA VAGUE	USA : entre-deux-guerres France : années 50-60	Années 65-74	Après 1975

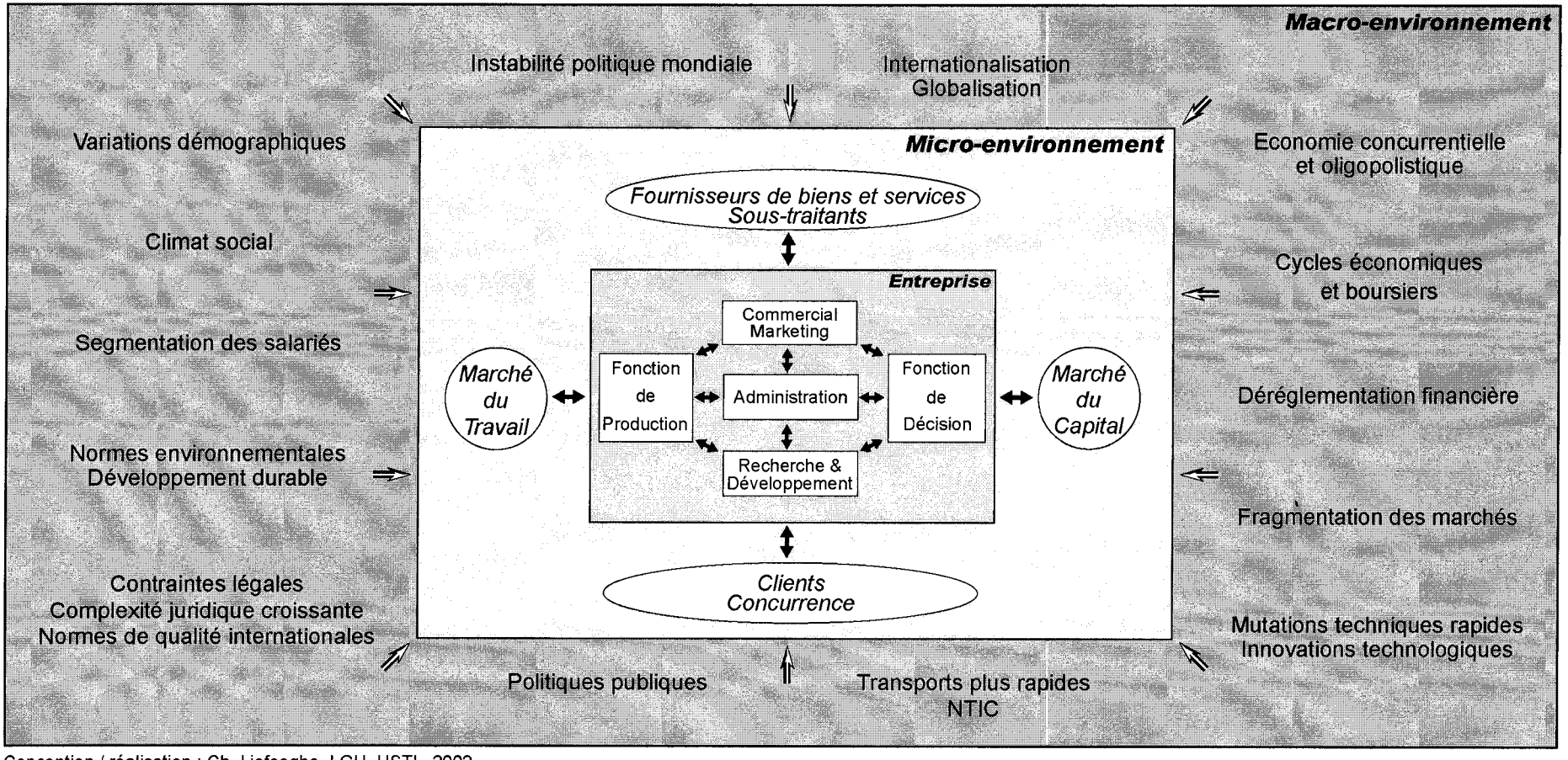


Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2001 [NB : l'allure des courbes est une hypothèse de notre fait].
D'après : A. Barcet, J. Bonamy, 1985, Restructuration et services aux entreprises, *Revue d'Economie Industrielle*, n° 31.

BU LILLE 1

DOCUMENT N° 20

L'ENTREPRISE ET LA GESTION DE LA COMPLEXITE



Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2002

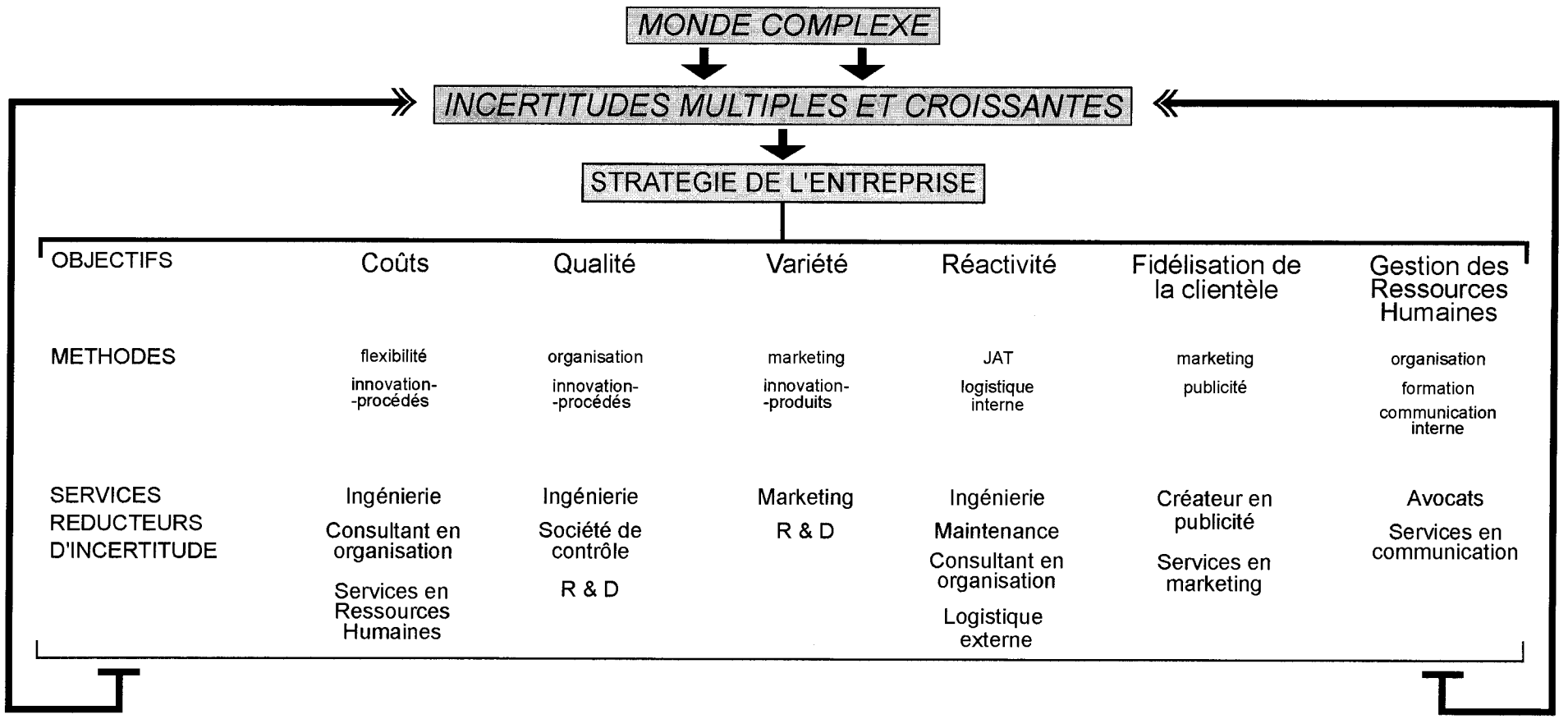
Inspiré de J.P. Guilbert, consultant, Cours "Connaissance de l'entreprise", USTL, octobre 1998.
J. Gadrey, 1992, *L'économie des services*, Paris, La Découverte.
B. Planque, 1983, *Innovation et développement régional*, Paris, Economica, p. 87.

↔ Relations directes

⇒ Pressions indirectes

DOCUMENT N° 21

L'ENTREPRISE FACE A L'INCERTITUDE



OBJECTIFS	Coûts	Qualité	Variété	Réactivité	Fidélisation de la clientèle	Gestion des Ressources Humaines
METHODES	flexibilité innovation--procédés	organisation innovation--procédés	marketing innovation--produits	JAT logistique interne	marketing publicité	organisation formation communication interne
SERVICES REDUCTEURS D'INCERTITUDE	Ingénierie Consultant en organisation Services en Ressources Humaines	Ingénierie Société de contrôle R & D	Marketing R & D	Ingénierie Maintenance Consultant en organisation Logistique externe	Créateur en publicité Services en marketing	Avocats Services en communication

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2002
Inspiré de J. Gadrey, 1992, *L'économie des services*, Paris, Economica ; P. Veltz, 1994, *Des territoires pour apprendre et innover*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube.

DOCUMENT N° 22

DEGRE D'EXTERNALISATION DES SERVICES AUX ENTREPRISES DANS LA COMMUNAUTE EUROPEENNE EN 1988

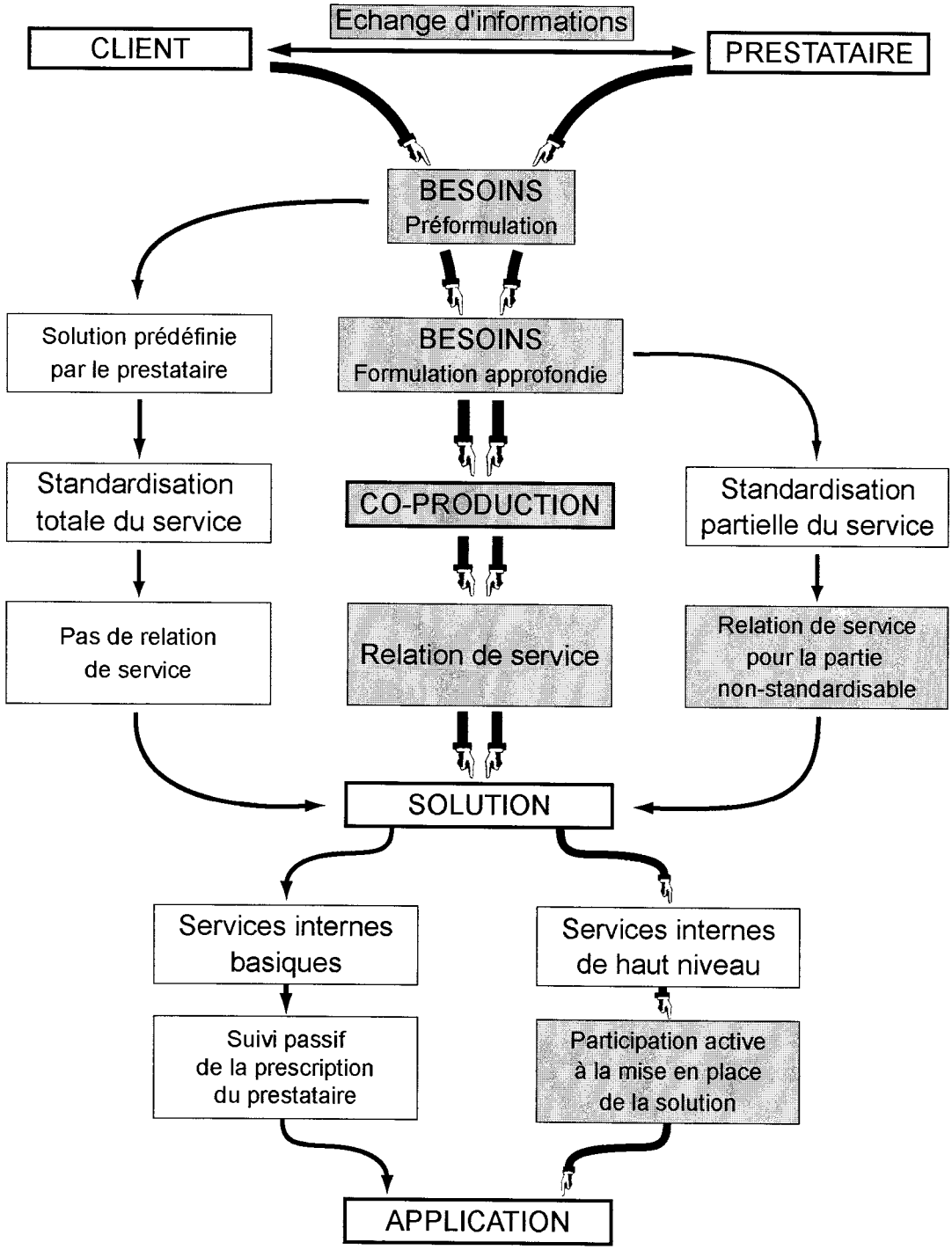
(Origine du service)	*Extérieur exclusivement*	*Intérieur exclusivement*	*Extérieur + intérieur combinés*
	%	%	%
Secteurs			
Ingénierie et domaines y afférents	56	14	30
Conseils en management	3	37	28
Publicité	49	24	27
Relations publiques	11	59	30
Services informatiques	22	26	55
R & D	12	58	30
Services juridiques	41	21	38
Services opérationnels	58	22	20
Pays			
BR Deutschland	32	47	21
France	56	30	14
Italie	47	33	18
Nederland	39	18	43
United Kingdom	34	23	43
Taille (emploi)			
0-50	37	44	19
51-500	56	22	22
501-1 000	38	29	33
1 001-5 000	39	35	26
5 000 +	37	33	30

Source : Etude menée par Peat Marwick McLintock, "The Cost of Non-Europe for Business Services", C.C.C., 1991, in C.C.E., *Panorama de l'Industrie Communautaire 1991-1992.*

Tableau tiré de : J. De Bandt, 1995, *Services aux entreprises*, Paris, Economica, p. 132.

DOCUMENT N° 23

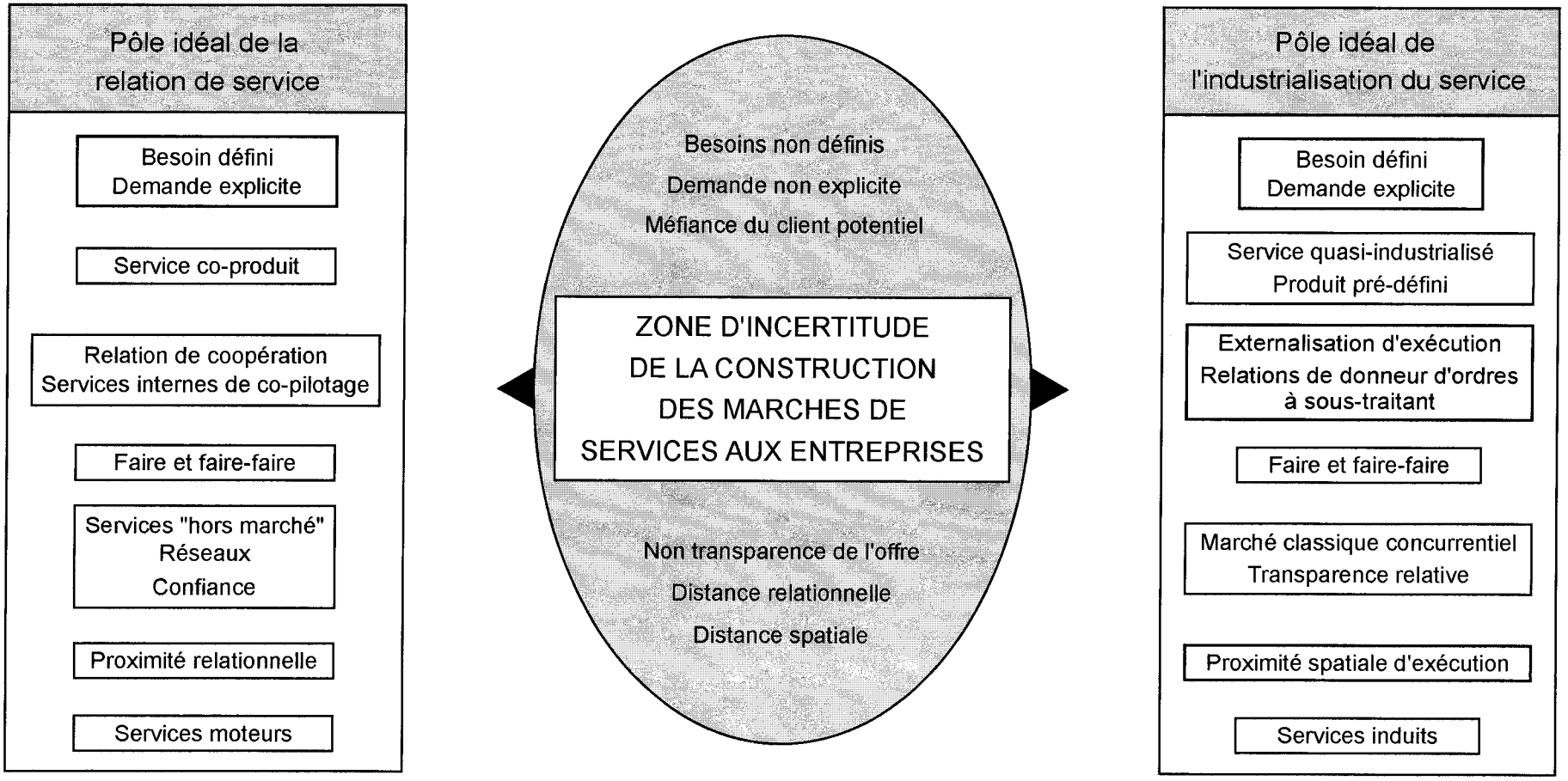
DEGRES DE STANDARDISATION DU SERVICE ET ARTICULATIONS AU MODELE DE LA RELATION DE SERVICE



Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2001
D'après : J. De Bandt, 1995, *Services aux entreprises*, Paris, Economica, p. 127 à 129.

DOCUMENT N° 24

COMPLEXITE ET INCERTITUDE DES MARCHES DE SERVICES AUX ENTREPRISES



Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2001

DOCUMENT N° 25

LA VILLE PLURICENTRIQUE : UN MODELE A NUANCER

L'exemple des villes américaines des années 80

NEW YORK, modèle de ville pluricentrique : du centre vers la périphérie

Phase 1 - Années 70

CBD : concentration des services avancés

BANLIEUE : décentralisation de sièges sociaux industriels
et de *Back Offices* d'activités de service

Phase 2 - Années 80

CBD : renforcé en services avancés et sièges sociaux de sociétés de service

BANLIEUE :

- *Back Offices*
- *Magnets* de services avancés :
  forte valeur ajoutée
  professionnels spécialisés

Les nuances au modèle : des dynamiques spatiales centre-périphérie plus complexes

Type 1 - ATLANTA, LOS ANGELES : villes pluricentriques "inverses"

Premier développement à partir des périphéries

Mouvement de la périphérie vers le centre dans les années 80

Type 2 - PHILADELPHIE, DETROIT

Forte décentralisation des activités de service

CBD menacé de déclin accentué à Détroit

Type 3 - COLOMBUS (Ohio)

Maintien des activités de service au centre

Décentralisation quasiment inexistante

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2002

D'après : T. Noyelle, 1994, "Services et mutations urbaines aux Etats-Unis",
in J. Bonamy, N. May, *Services et mutations urbaines*, Paris, Anthropos/Economica.

DOCUMENT N° 26

JEAN GOTTMANN, UN PIONNIER DE LA GEOGRAPHIE DES SERVICES

« La vitalité et les structures internes de la plupart des grandes villes modernes dépendent désormais de leurs fonctions "transactionnelles", soit de l'ensemble de transactions abstraites qui y prennent place. [...] On parle beaucoup de "centralité urbaine", de décentralisation et de "pôles de croissance", tout en négligeant ces faisceaux d'activités transactionnelles diverses qui se nouent aux carrefours situés au cœur des grandes agglomérations et de certaines villes moyennes. Il serait temps d'en reconnaître l'importance, la répartition et les mécanismes. La compétition entre villes et régions, et les besoins des centres en expansion dépendent en grande partie de la géographie des transactions. [...]

Il faut entendre là transactions au sens large du terme, englobant les activités des administrations publiques et privées, des professions libérales spécialisées, des conseils techniques en tout genre (du conseil juridique et de la consultation médicale à l'expert-comptable et à l'expert tout court dans toutes sortes de domaines), de la recherche et de l'enseignement supérieur, de l'information et de la presse, des arts graphiques et plastiques, et bien entendu les activités financières les plus diverses (banques, bourse, crédit, assurances, etc). [...]

Les catégories de l'emploi en expansion demandent à être définies [...]. Dès 1961 j'avais proposé de distinguer un secteur quaternaire (que certains ont parfois préféré désigner comme "le tertiaire supérieur"). Il s'agissait d'y grouper les activités employant surtout de la main d'œuvre non-manuelle qualifiée, spécialisée, spécialement formée à cet effet et responsable [...]. A l'usage, il a fallu admettre que le quaternaire s'applique mieux dans le cadre de la classification des catégories socio-professionnelles que comme catégorie d'entreprises ou d'industries, ce qu'étaient les trois secteurs de Colin Clark. [...]

La nouvelle géographie des centres transactionnels est en pleine fluidité. L'étude de ce nouveau domaine qui s'ouvre aux géographes permettra de mieux comprendre la répartition des gens et de leurs genres de vie dans l'espace, et peut-être même les structures profondes et mouvantes de la société. »

Jean Gottmann, 1971, Pour une géographie des centres transactionnels,
Bulletin de l'Association des Géographes Français, n° 385-386, pp. 41-49.

DOCUMENT N° 27

DE LA VILLE INDUSTRIELLE À LA VILLE TERTIAIRE : TÉMOIGNAGE DE GÉOGRAPHES DANS LES ANNÉES 60

« Cela peut aboutir à vider la ville industrielle de l'industrie proprement dite. Lyon n'est plus que la tête qui commande la matière première, établit les modèles et se charge seulement de la finition, apprêt, teinture, puis s'occupe de la vente. Le "fabricant" lyonnais ne "fabrique" plus rien. Le centre du complexe industriel tend à n'être plus qu'un bureau d'affaires pour la soierie tout au moins.

Il peut y avoir aussi dissociation entre les bureaux d'études, les laboratoires, les organismes commerciaux d'une part, et, d'autre part, la fabrication qui exige de vastes bâtiments et de nombreux ouvriers. Certaines entreprises parisiennes ont gardé leurs services de direction à Paris, mais ont implanté leurs usines dans l'est ou le midi.

La société Philips possède 40 établissements dans les Pays-Bas, en dehors d'Eindhoven. On a gardé à Eindhoven les services administratifs, les bureaux de recherches, les fabrications d'essais ; mais 35 000 ouvriers et ouvrières travaillent en d'autres centres.

La fonction industrielle devient alors difficile à distinguer de la fonction commerciale ; nous avons des villes dont la seule fonction industrielle est le service commercial d'une industrie. »

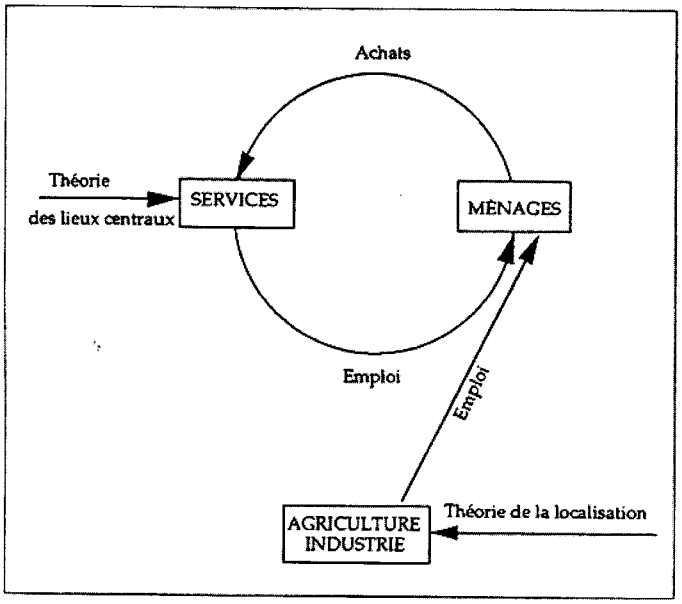
Jacqueline Beaujeu-Garnier, George Chabot, 1967, *Traité de géographie urbaine*, Paris, Colin, 2ème édition, pp. 161-162.

D'après les travaux de :
Pierre George, 1961, Les établissements Philips aux Pays-Bas, *Bulletin de l'association des géographes français.*
Michel Laferrère, 1960, *Lyon, ville industrielle*, Paris.

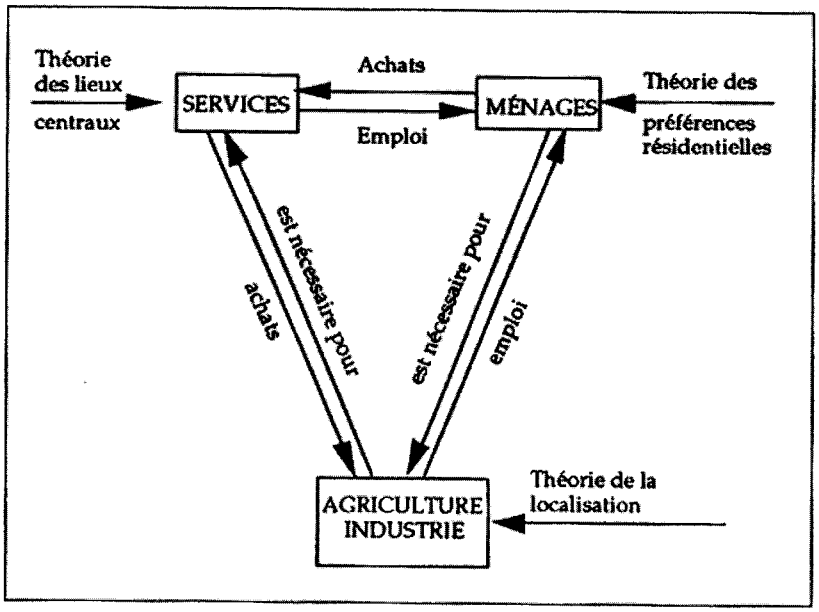
DOCUMENT N° 28

LOCALISATION DES ACTIVITES ET DEVELOPPEMENT

A - Modèle de la "base économique" et relations entre les secteurs



B - Interdépendance des localisations et développement auto-entretenu

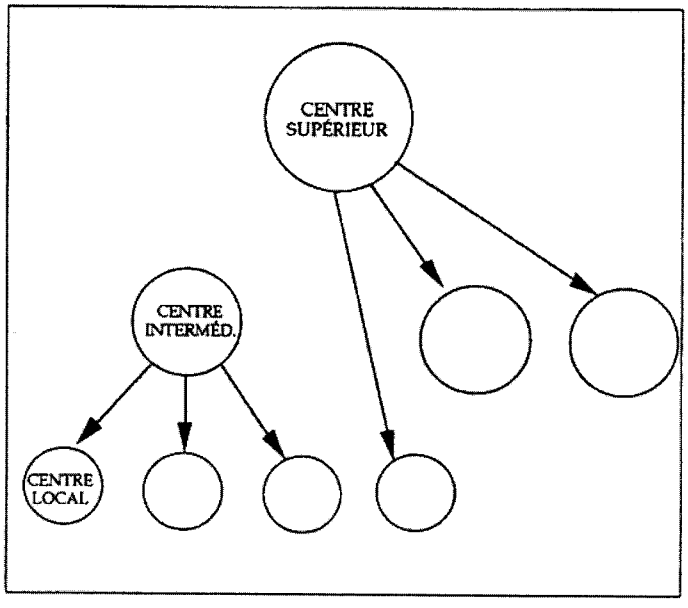


Source : S. Illeris, 1994, "La localisation des producteurs et des utilisateurs de services", *in* J. Bonamy, N. May, *Services et mutations urbaines*, Paris, Anthropos/Economica.

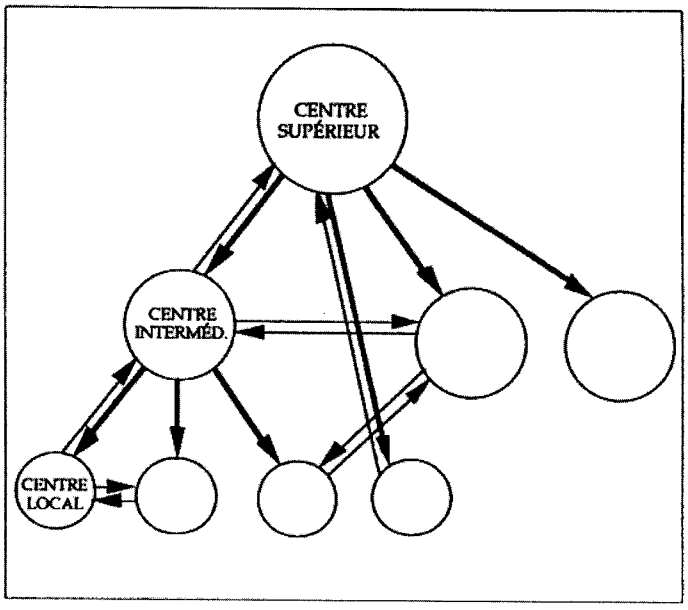
DOCUMENT N° 29

FLUX DE SERVICES ET HIERARCHIE URBAINE

A - Hiérarchie des lieux centraux et flux de services descendants



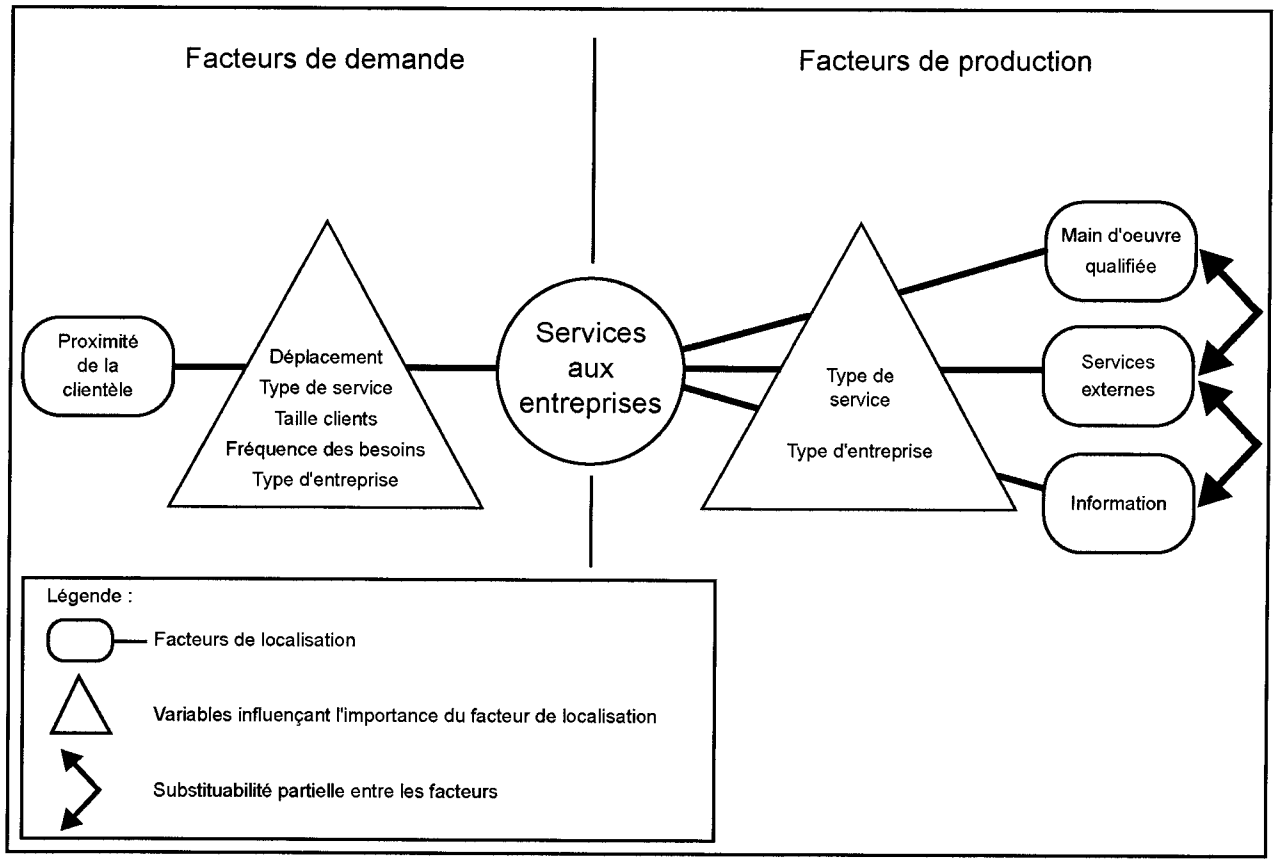
B - Flux croisés de services et nouvelle hiérarchie urbaine



Source : S. Illeris, 1994, "La localisation des producteurs et des utilisateurs de services", *in* J. Bonamy, N. May, *Services et mutations urbaines*, Paris, Anthropos/Economica.

DOCUMENT N° 30

FACTEURS DE LOCALISATION DES SERVICES AUX ENTREPRISES



Source : M. Jouvaud, 1996, Vers une typologie des services aux entreprises selon leurs facteurs de localisation, *RERU*, n° 3.

DOCUMENT N° 31

LES ENTREPRISES DE SERVICES AUX PRODUCTEURS

DANS L'ANCIEN BASSIN MINIER DU NORD-PAS-DE-CALAIS EN 1991

	TRANSPORTS*				SERVICES AUX ENTREPRISES**			
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	**Moins de 10 salariés**	**De 10 à 50 salariés**	**Plus de 50 salariés**	**TOTAL**	**Moins de 10 salariés**	**De 10 à 50 salariés**	**Plus de 50 salariés**	**TOTAL**
Béthunois	337	22	1	**360**	755	50	5	**810**
Lensois	161	33	9	**203**	776	55	8	**839**
Douaisis	411	15	4	**430**	665	50	3	**718**
Valenciennois	263	25	6	**294**	1029	61	9	**1099**
TOTAL BASSIN MINIER	**1172**	**95**	**20**	**1287**	**3225**	**216**	**25**	**3466**
STRUCTURE PAR CLASSES D'EFFECTIF								
BASSIN MINIER	91%	7,40%	1,60%	**100%**	93,70%	5,60%	0,70%	**100%**
NORD-PAS-DE-CALAIS	87,60%	10,60%	1,80%	**100%**	93,80%	5,40%	0,80%	**100%**

Sources : INSEE, fichier SIRENE, sortie du 11/02/91 pour le bassin minier, du 01/04/91 pour le Nord-Pas-de-Calais

* Rubrique Transports (NAP 73) : 69.11, 69.12, 69.24, 69.25, 70.02, 73.07, 73.08, 74.03, 74.05, 74.08, 74.10
** Rubrique Services rendus aux entreprises (NAP 73) : 56, 76, 77.01 à 77.15, 78, 79.01 à 79.06, 80.02 à 80.08, 82, 83

Conception /réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2002

DOCUMENT N° 32

DIFFUSION DU MAÏS HYBRIDE EN BEARN

« En 1959, alors que le maïs hybride avait été introduit depuis dix ans dans la vallée de Nay, 19 agriculteurs sur 100 ne cultivaient pas de maïs hybride et 36 en cultivaient moins d'un hectare.

Le maïs hybride, venu d'Amérique, avait été introduit dans le Sud-Ouest dès la Libération, mais une campagne cohérente de vulgarisation ne fut entreprise que vers 1959. Un groupe de dirigeants agricoles, présidents de syndicats locaux, fit un voyage d'étude aux Etats-Unis en 1951. En 1952, une action collective fut mise sur pied. Les agriculteurs qui ont joué le jeu, dès cette époque, ont rapidement évolué. Ces groupes ont servi d'exemple aux autres agriculteurs pour lesquels des visites de démonstration étaient organisées. Simultanément, la coopérative de Billères permettait d'écouler le surcroît de production. Cette action intensive et directe était doublée d'une propagande par écrit dans différents organes de presse professionnelle.

... Par contre, les conversations avec les agriculteurs et l'observation des champs des voisins ont naturellement beaucoup plus d'importance à mesure que la culture se répand, qu'on voit des champs d'hybride un peu partout et que les conversations à ce sujet deviennent de plus en plus fréquentes.

La tentative des pionniers a mis plusieurs années à faire tache d'huile et à convaincre les autres. »

H. Mendras, 1967, *La fin des paysans*, (chap. IV - Une innovation : le maïs hybride)
Cité par T. Saint Julien, 1985, p. 6.

Analyse du rôle des distances dans la diffusion du maïs hybride en Béarn

Phase 1 : rôle des voisinages culturels entre dirigeants agricoles.

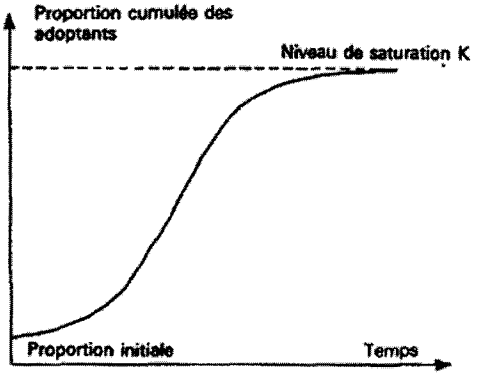
Phase 2 : rôle des distances économiques et physiques pour la diffusion au sein des exploitants de base ; augmentation des probabilités de contact.

Source : T. Saint Julien, 1985, *La diffusion spatiale des* innovations, Montpellier, RECLUS.

DOCUMENT N° 33

LES ETAPES DE LA DIFFUSION SPATIALE

A – La courbe logistique



Source : T. Saint Julien, 1985, *La diffusion spatiale des innovations*, Montpellier, RECLUS.

B – Les étapes spatio-temporelles de la diffusion

ETAPES	VITESSE GLOBALE DE LA DIFFUSION	STADES DE LA PROPAGATION SPATIO-TEMPORELLE
APPARITION	Faible	⇒ Foyer d'innovation isolé ⇒ Forte différenciation de l'espace géographique
EXPANSION	Forte et en accélération	⇒ Mouvement centrifuge ⇒ Adoption rapide en des lieux éloignés ⇒ Réduction des contrastes initiaux
CONDENSATION	Forte mais en ralentissement	⇒ Croissance plus faible dans le foyer initial ⇒ Croissance forte dans les lieux adoptants
SATURATION	Faible Courbe asymptotique	⇒ Croissance souvent nulle dans le foyer initial ⇒ Diminution en tous lieux du taux de pénétration ⇒ Adoption dans les zones les plus éloignées du foyer initial ⇒ Disparités encore existantes entérinées

D'après : T. Saint Julien, 1992, « Diffusion spatiale », *in* Encyclopédie de Géographie.
S. Michel, 1998, *La diffusion des services aux entreprises dans les systèmes urbains ouest-allemand, français et britannique (1850-1990)*, Thèse de Doctorat de Géographie, Université de Paris I.

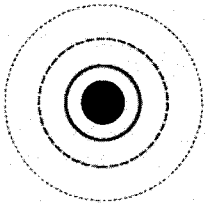
Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2002

DOCUMENT N° 34

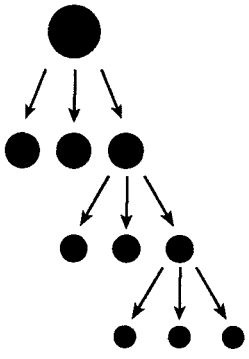
CANAUX DE PROPAGATION ET MODELES DE DIFFUSION SPATIALE

A - Les canaux de la diffusion

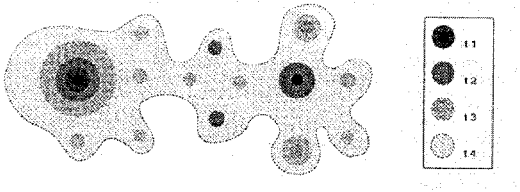
Diffusion de proche en proche



Diffusion hiérarchique



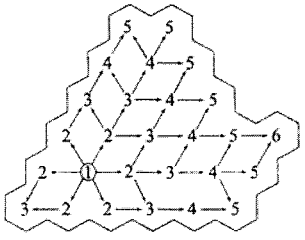
Combinaison



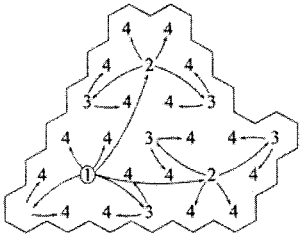
Source : Durand, Lévy, Rétaillé, 1993, *Le monde : espace et systèmes,* Paris, PFNSP/Dalloz.

B - La diffusion dans un système de lieux centraux

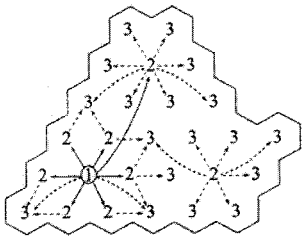
Diffusion strictement hiérarchique à partir de A



Diffusion par contact dans le voisinage à partir de A



Processus combinant contact et canal hiérarchique à partir de A



Les nombres 1, 2, 3, 4, 5, 6 indiquent les étapes successives de la diffusion

D'après P. Haggett et al.,1977, *Locational Models*

Source : T. Saint Julien, 2001, Processus de diffusion spatiale et modélisations du changement, *in* L. Sanders, 2001, *Modèles en analyse spatiale*, Paris.

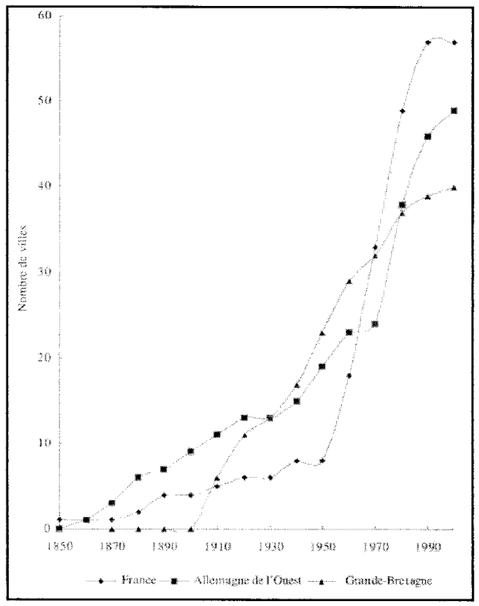
Réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2002

DOCUMENT N° 35

LA DIFFUSION DES SERVICES AUX ENTREPRISES DANS LES SYSTEMES URBAINS DE TROIS PAYS EUROPEENS 1850 - 1990

A - Taux annuel d'accroissement des sociétés de services aux entreprises

Le taux est égal au nombre de sociétés de services aux entreprises rapporté au nombre de sociétés de la période précédente



B - Les trois périodes de la diffusion des services aux entreprises

Période	Apparition		Expansion	Condensation-saturation
Phase	Emergence	Diffusion précoce		
France	1850-1930	1930-1950	1950-1990	1990-1994
Nombre de villes touchées en plus au terme de chaque période	6	2	51	0
Allemagne de l'Ouest	1850-1930	1930-1970	1970-1990	1990-1994
Nombre de villes touchées en plus au terme de chaque période	13	28	33	7
Grande-Bretagne		1910-1960	1960-1994	
Nombre de villes touchées en plus au terme de chaque période		13	25	

C - La diffusion spatio-temporelle des services aux entreprises

Fig. 4.— *La période d'émergence.*

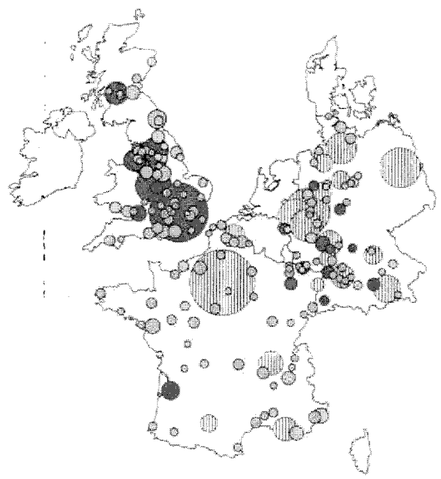


Fig. 5.— *La période de diffusion précoce.*

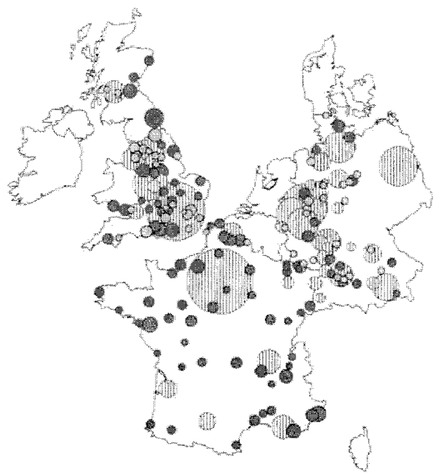


Fig. 6.— *La période de diffusion massive.*

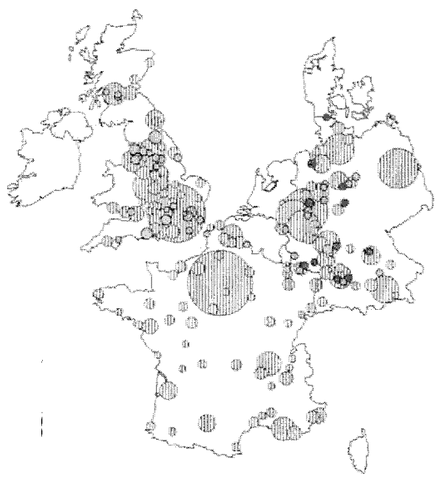
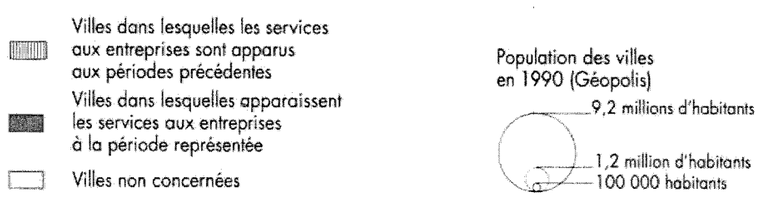


Fig. 7.— *La période de condensation.*



Source : S. Baudet-Michel, 2001, Un siècle de diffusion des services aux entreprises dans les systèmes urbains français, britannique et ouest-allemand, *L'Espace géographique*, n° 1.

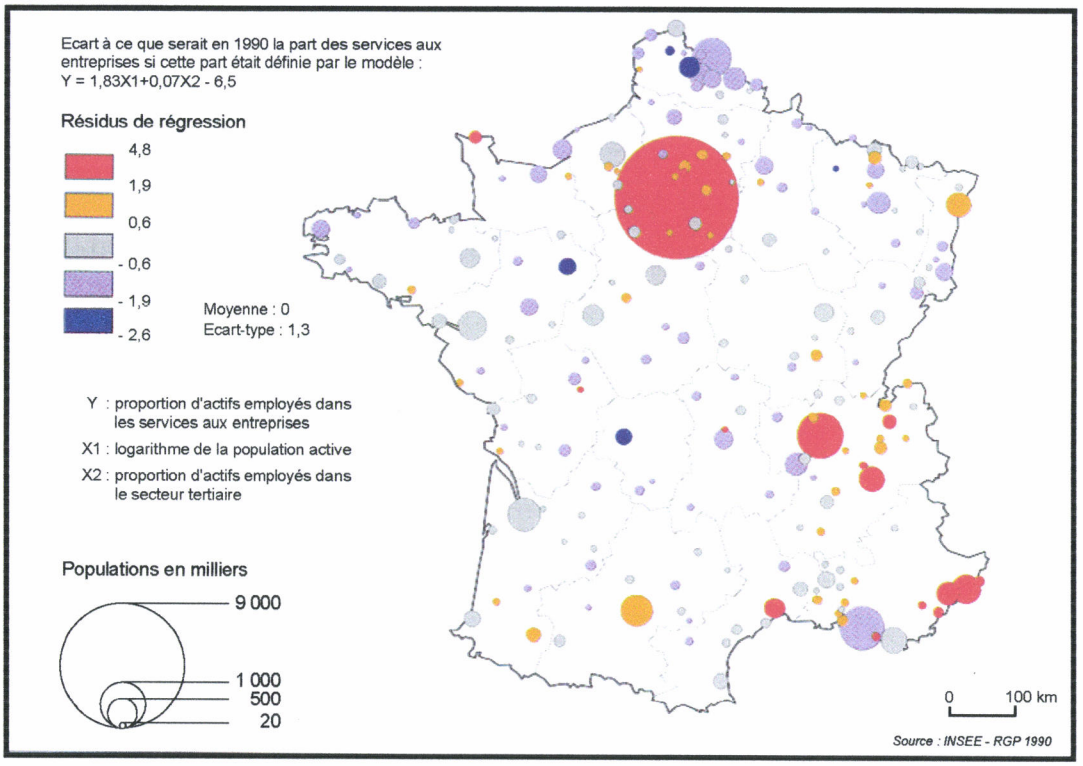
DOCUMENT N° 36

DIFFUSION DES SERVICES AUX ENTREPRISES DANS LE RESEAU DES VILLES FRANCAISES 1962 - 1990

A - Les services aux entreprises dans les unités urbaines de plus de 20 000 habitants

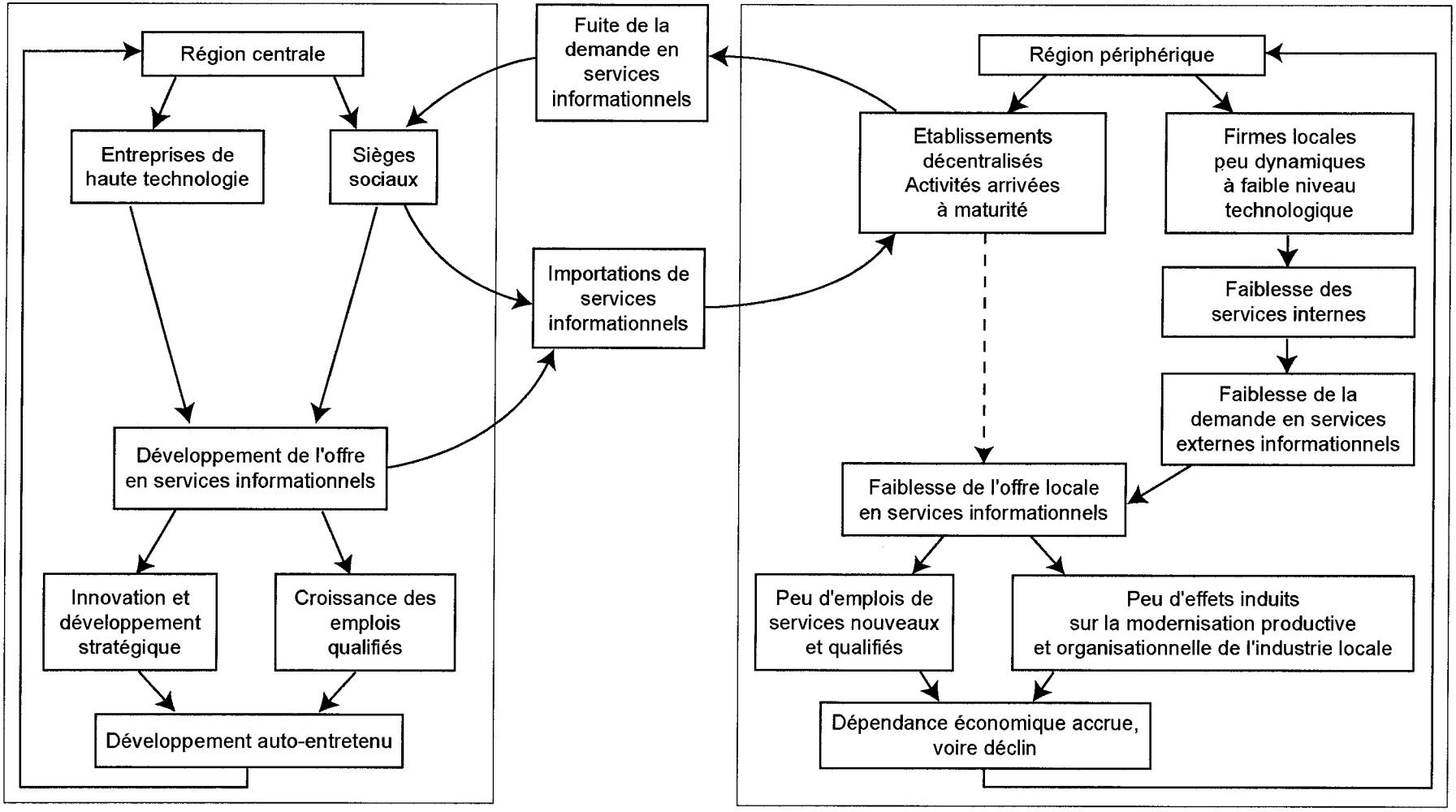
	Proportion des services aux entreprises dans l'emploi des villes	
Année	Moyenne	Coefficient de variation
1962	0,7	51
1968	0,9	64
1975	3,4	27
1982	4,5	28
1990	6,1	28

B - Sur-représentation et sous-représentation en services aux entreprises compte tenu de la taille des villes et du degré de tertiarisation de leurs emplois



Source : L.M. Sabatier, 1996, Les sélections interurbaines des services aux entreprises, *Mappemonde*, n° 3.

DOCUMENT N° 37
MARCHES DE SERVICES AUX ENTREPRISES ET DEVELOPPEMENT REGIONAL

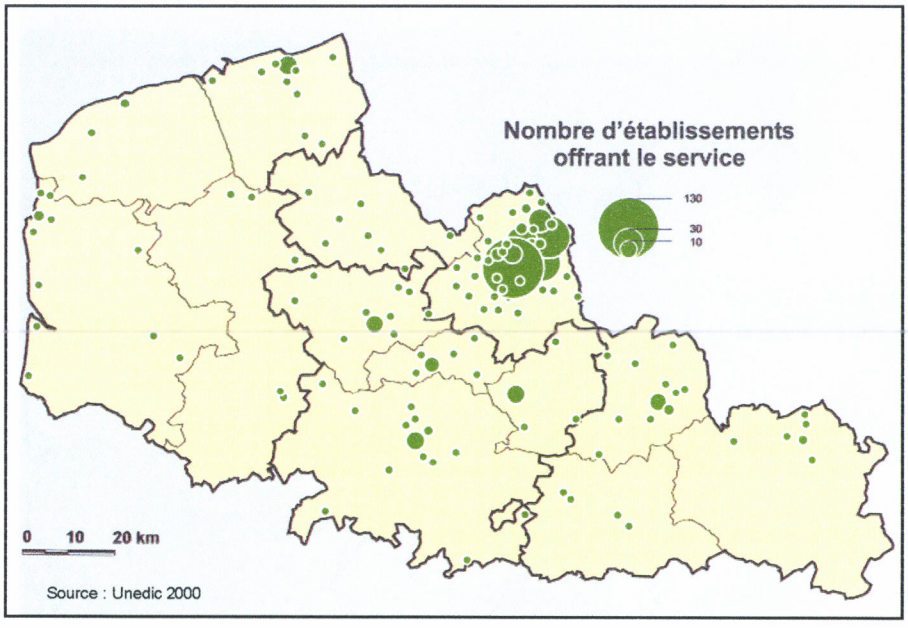


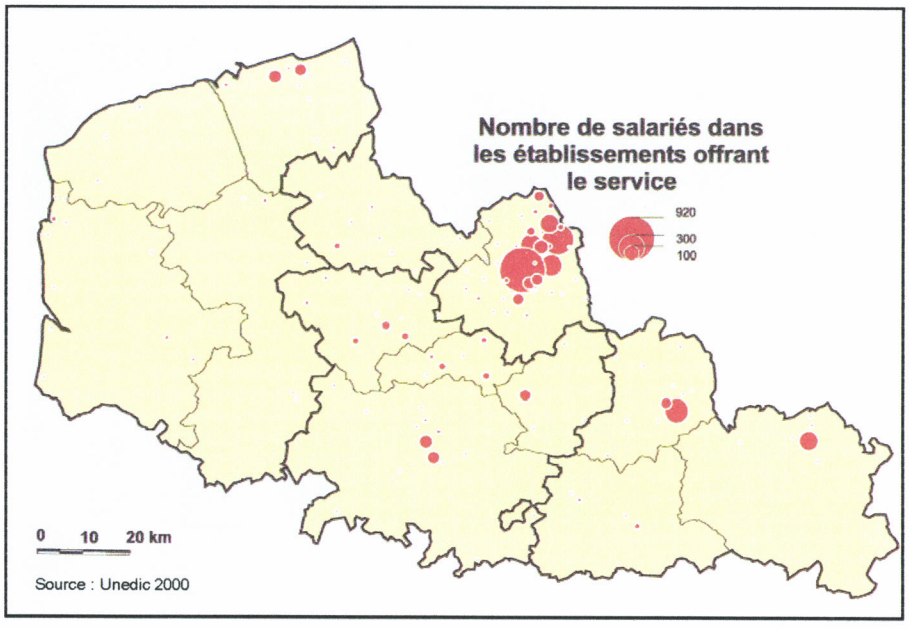
Conception / réalisation : Ch. Liefooghe / J. Domont, LGH, USTL, 2000
d'après F. Martinelli, 1989, "Services aux producteurs et développement régional", *in F.* Moulaert (ed.), 1989, "La production des services et sa géographie",*CLES,* Lille, numéro spécial.

DOCUMENT N° 38

CONSEIL EN STRATEGIE, MANAGEMENT ET GESTION FINANCIERE

Conseil pour les affaires et la gestion



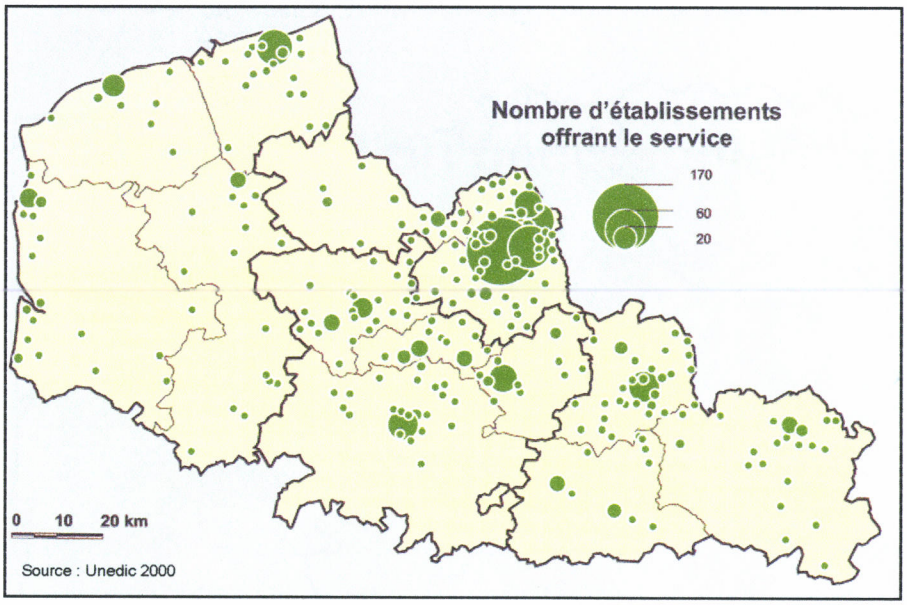


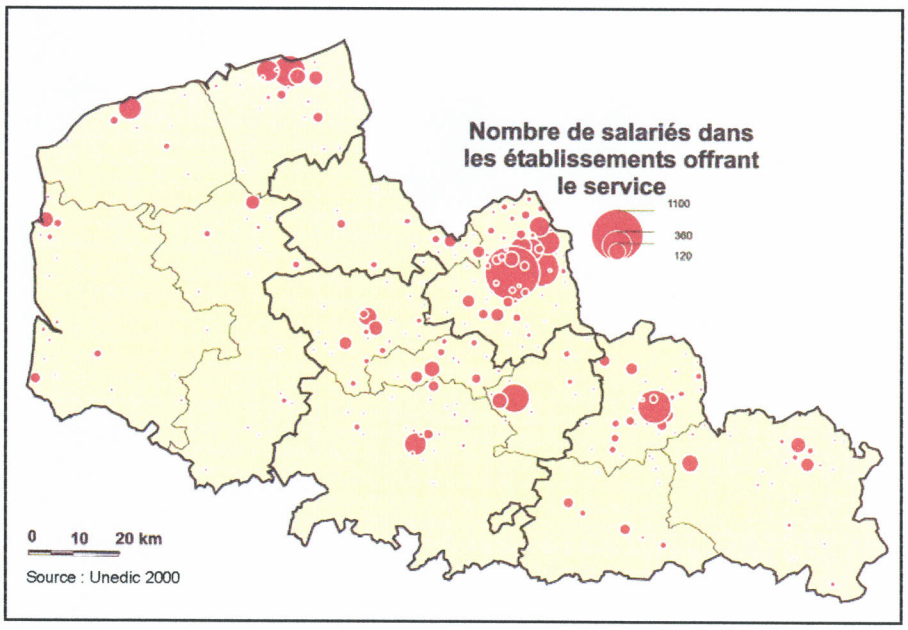
Source :
INSEE Nord-Pas-de-Calais, 2002, Les services aux entreprises dans le Nord-Pas-de-Calais *Les Dossiers de Profils*, n° 69.

DOCUMENT N° 39

INGENIERIE ET ETUDES TECHNIQUES

Activités d'architecture, métreurs et géomètres
ingénierie et études techniques

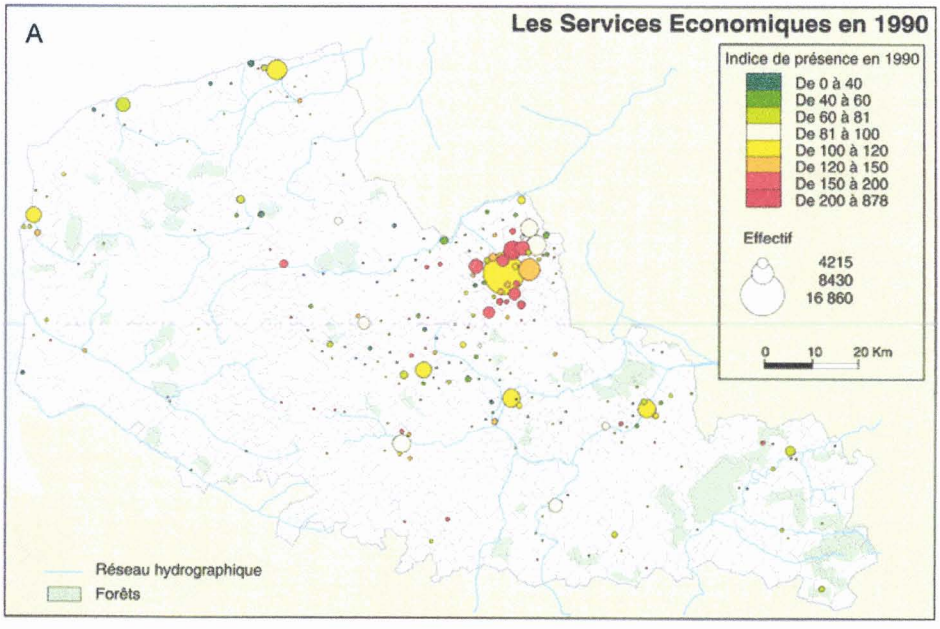


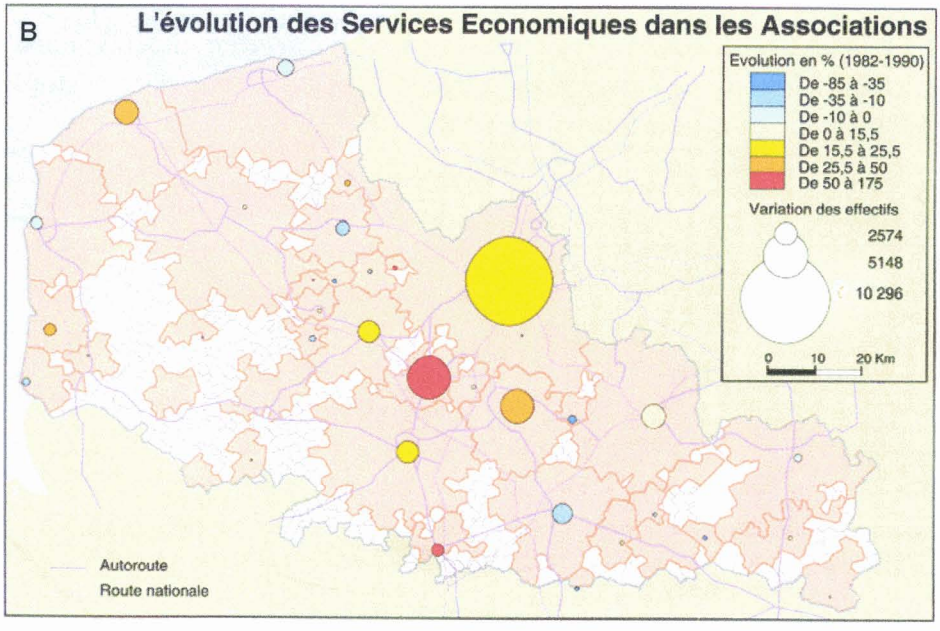


Source :
INSEE Nord-Pas-de-Calais, 2002, Les services aux entreprises dans le Nord-Pas-de-Calais
Les Dossiers de Profils, n° 69.

DOCUMENT N° 40

LES SERVICES ECONOMIQUES DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

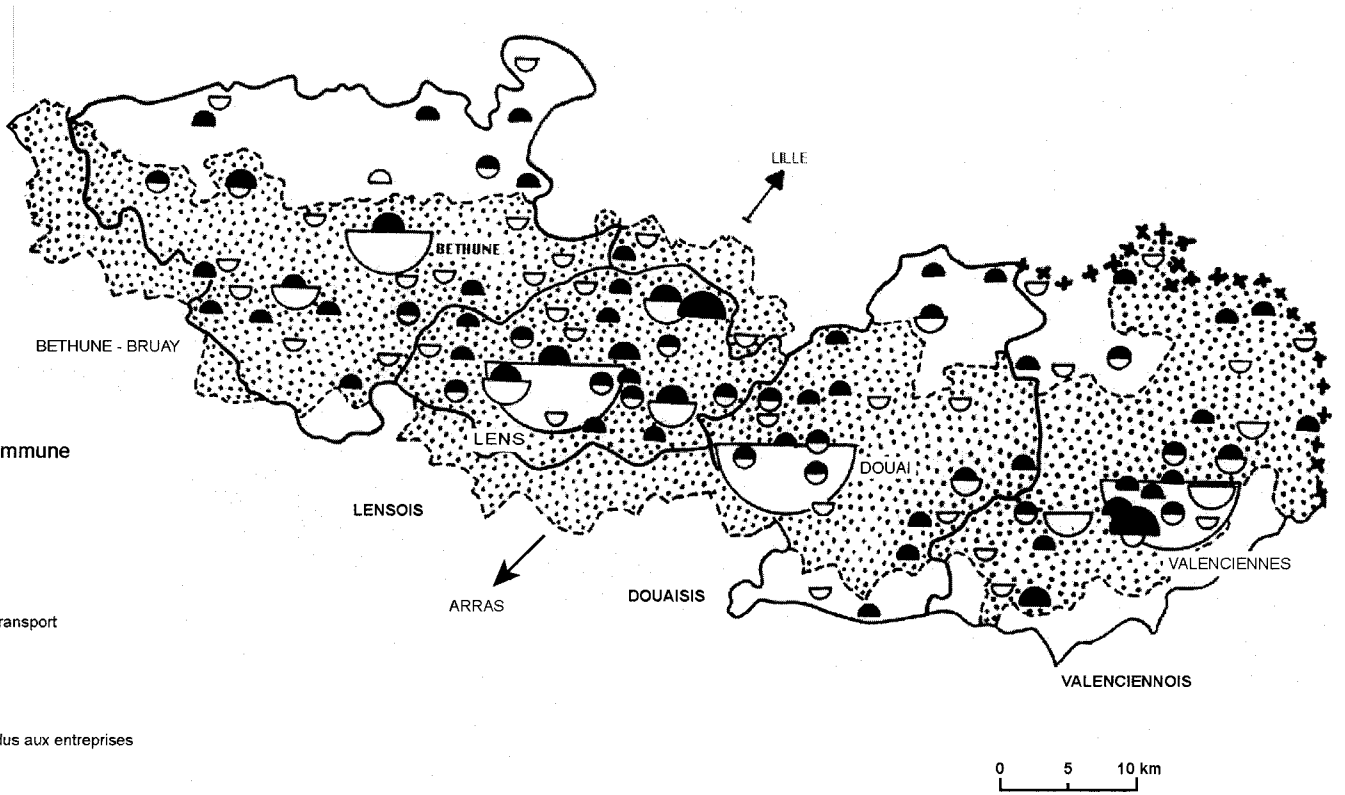




Source : F. Damette *et alii*, 1997, *Villes et système urbain, La région Nord-pas-de-Calais*, Lille, ADULM.

DOCUMENT N° 41

SERVICES AUX ENTREPRISES ET SERVICES DE TRANSPORT DANS L'ANCIEN BASSIN MINIER EN 1991



limite de zone A INSEE

Nombre d'établissements de plus de 10 salariés, par commune

Communes concernées par une concession des HBNPC et/ou inscrite à l'association des communes minières

Services de transport
- 5 à 10 établissements
- 3 à 4 établissements
- 1 à 2 établissements

Services rendus aux entreprises
- 3 à 4 établissements
- 5 à 10 établissements
- 20 à 25 établissements
- 30 à 35 établissements

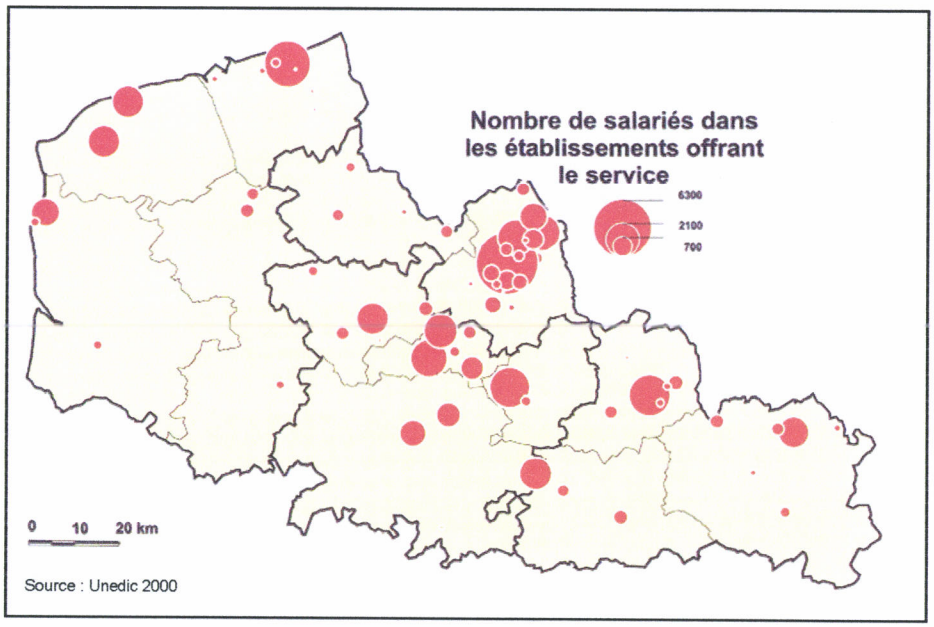
Sources : Fichier SIRENE (NAP 73)
Codes 69, 70, 73, 74 pour les services de transport
Codes 56, 76, 77, 78, 79, 80, 82, 83 pour les services rendus aux entreprises

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 1994

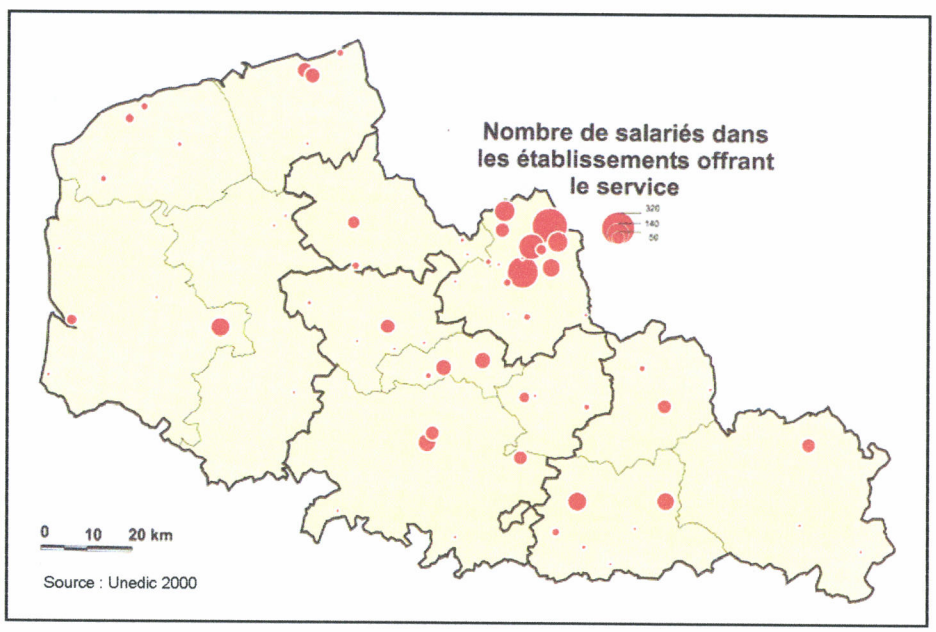
DOCUMENT N° 42

SELECTION DE PERSONNEL ET INTERIM

A - Travail temporaire et intérim



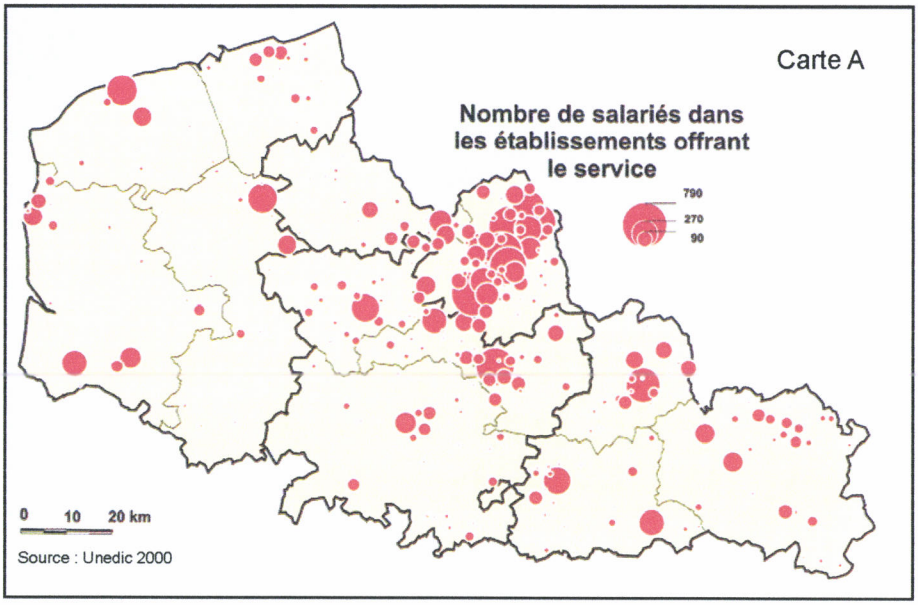
B - Recherche et sélection de personnel (hors intérim)

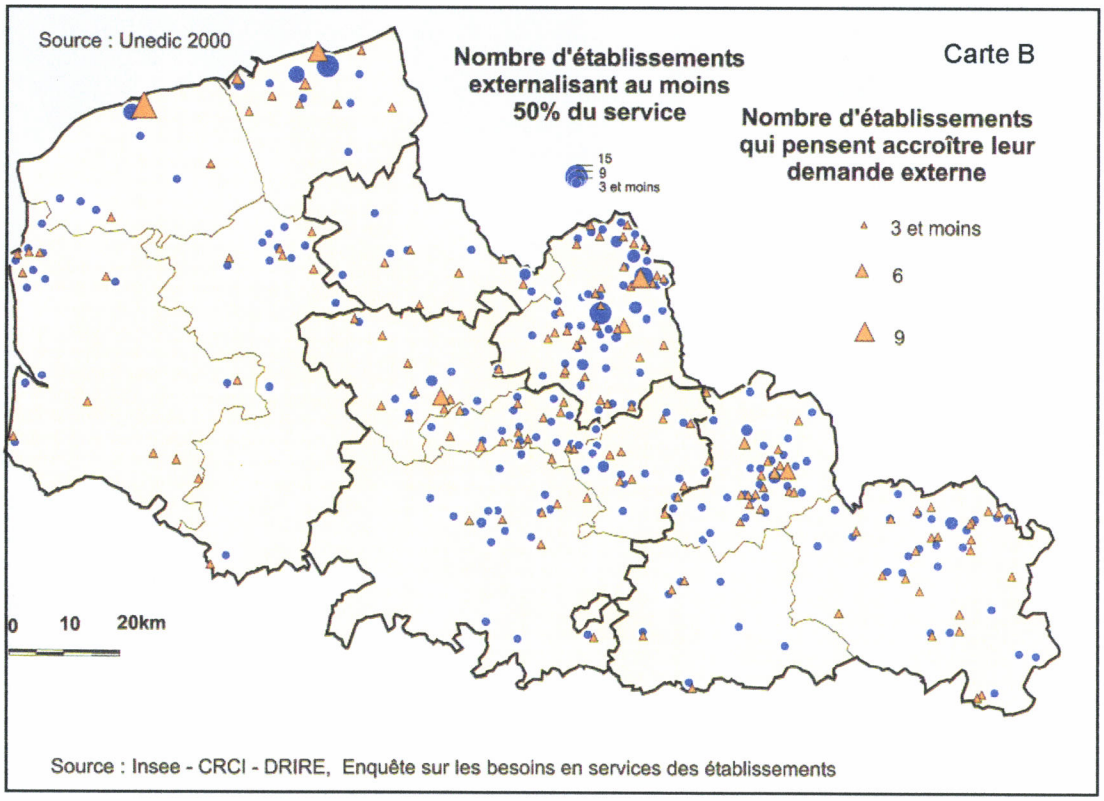


Source :
INSEE Nord-Pas-de-Calais, 2002, Les services aux entreprises dans le Nord-Pas-de-Calais *Les Dossiers de Profils*, n° 69.

DOCUMENT N° 43

MAINTENANCE DE MATERIEL DE PRODUCTION

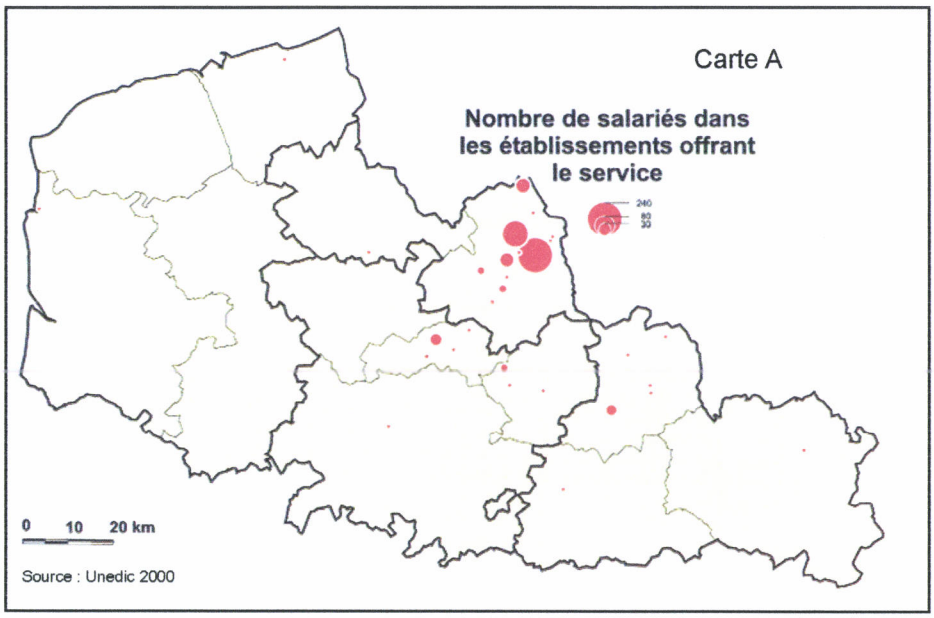


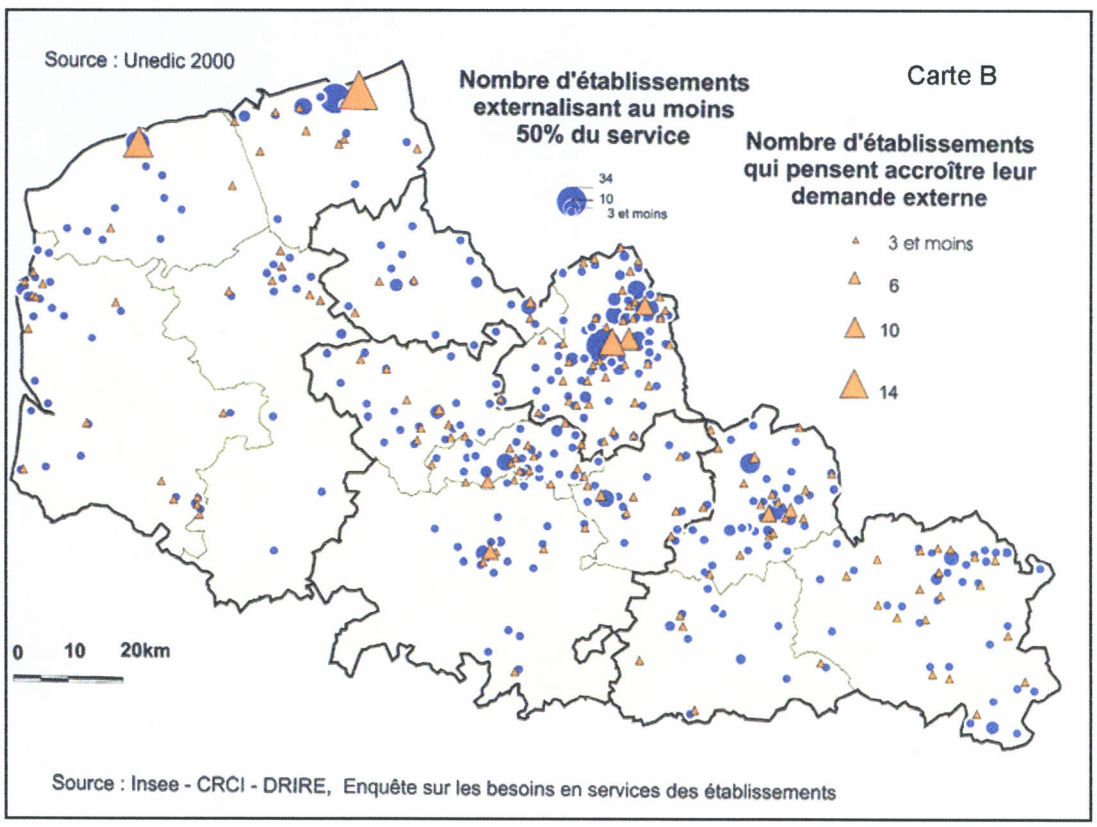


Source :
INSEE Nord-Pas-de-Calais, 2002, Les services aux entreprises dans le Nord-Pas-de-Calais
Les Dossiers de Profils, n° 69.

DOCUMENT N° 44

MAINTENANCE DE MATERIEL INFORMATIQUE





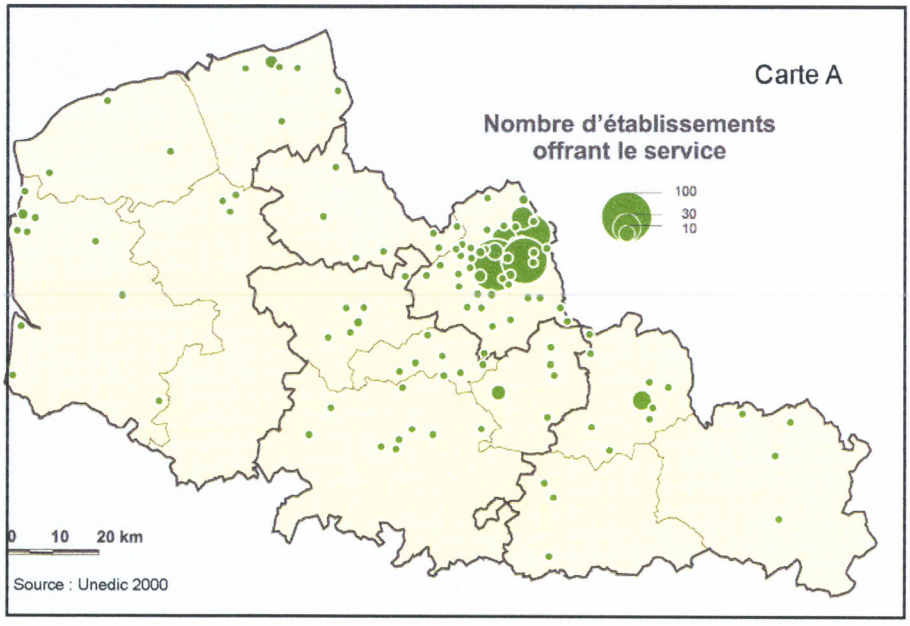
Source :
INSEE Nord-Pas-de-Calais, 2002, Les services aux entreprises dans le Nord-Pas-de-Calais
Les Dossiers de Profils, n° 69.

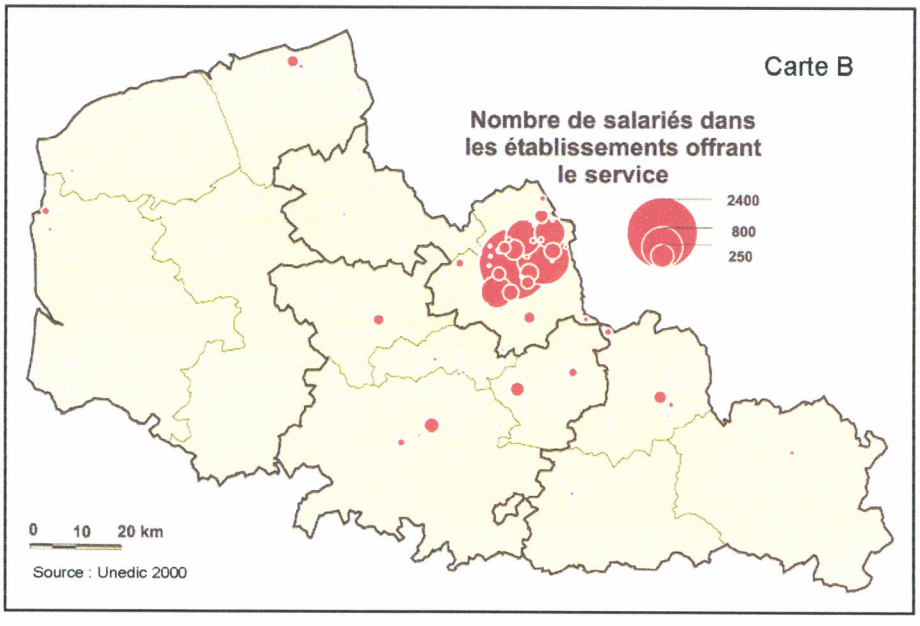
DOCUMENT N° 45

INFORMATIQUE DE GESTION

Conseil en systèmes informatiques

Réalisation de logiciels

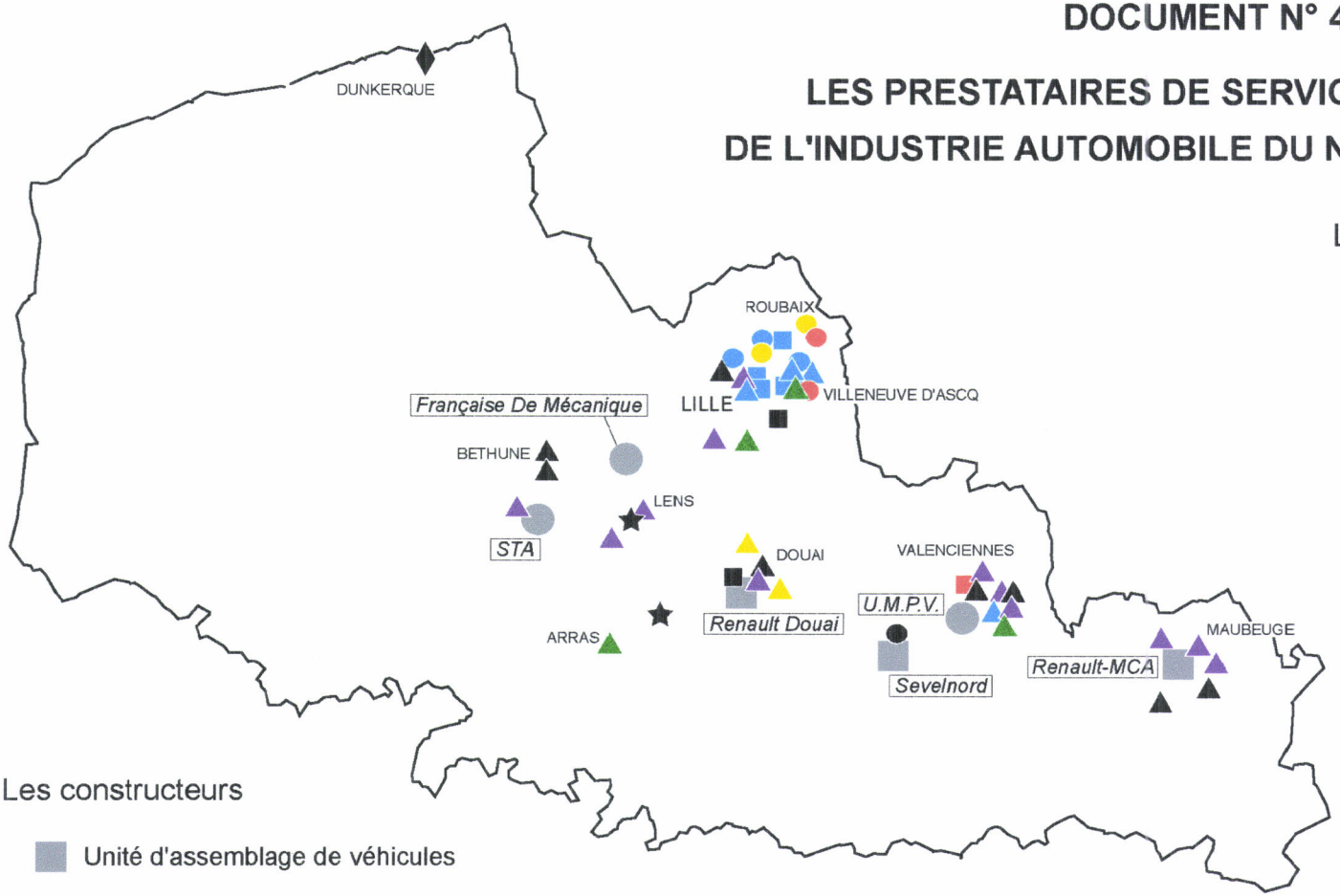




Source :
INSEE Nord-Pas-de-Calais, 2002, Les services aux entreprises dans le Nord-Pas-de-Calais
Les Dossiers de Profils, n° 69.

DOCUMENT N° 46

LES PRESTATAIRES DE SERVICES REGIONAUX DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE DU NORD-PAS-DE-CALAIS



Les constructeurs

- Unité d'assemblage de véhicules
- Ensemblier (moteurs, organes de transmission)

Les activités de services

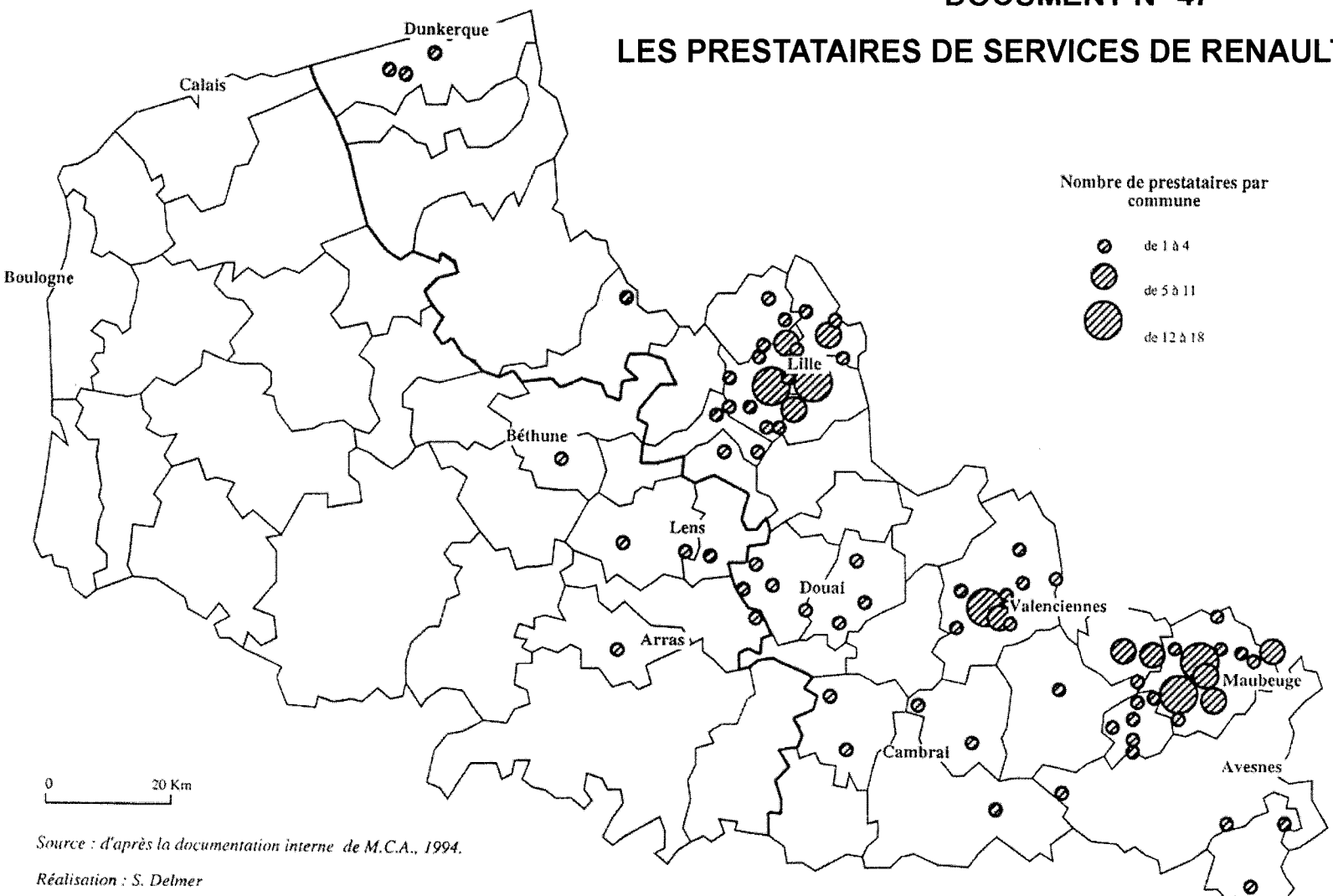
- Conseil en systèmes informatiques
- Réalisation de logiciels
- Traitement des données
- Conseil pour les affaires et la gestion
- Administration d'entreprises
- Ingénierie, études techniques
- Analyses, essais, inspections techniques
- Agences, conseil en publicité
- Gestion de supports de publicité
- Travail temporaire
- Enquêtes et sécurité
- Activités de nettoyage
- Secrétariat et traduction
- Services annexes à la production

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe - J. Domont, HVT, USTL, 2002

Source : Association Régionale de l'Industrie Automobile, Douai, juin 1999
Fichier des prestataires de services régionaux ayant réalisé un chiffre d'affaires significatif sur trois ans avec les six sites de constructeurs automobiles implantés dans le Nord-Pas-de-Calais

DOCUMENT N° 47

LES PRESTATAIRES DE SERVICES DE RENAULT-MCA EN 1993



Source : d'après la documentation interne de M.C.A., 1994.

Réalisation : S. Delmer

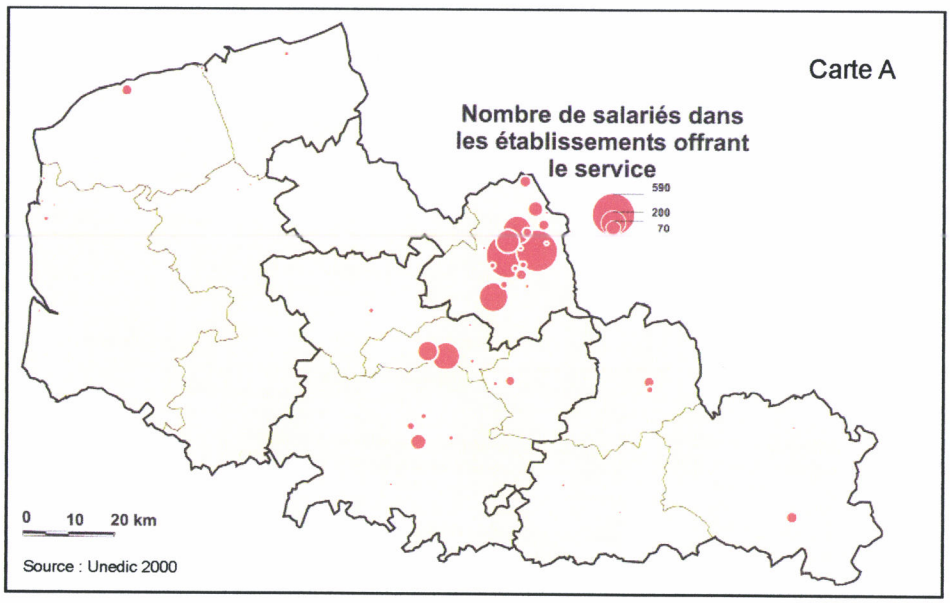
Document tiré de : S. Delmer-Lantreibecq, 1996, *Le complexe automobile du Nord-Pas-de-Calais : mutations industrielles et recompositions spatiales,* Thèse de géographie, Lille, USTL.

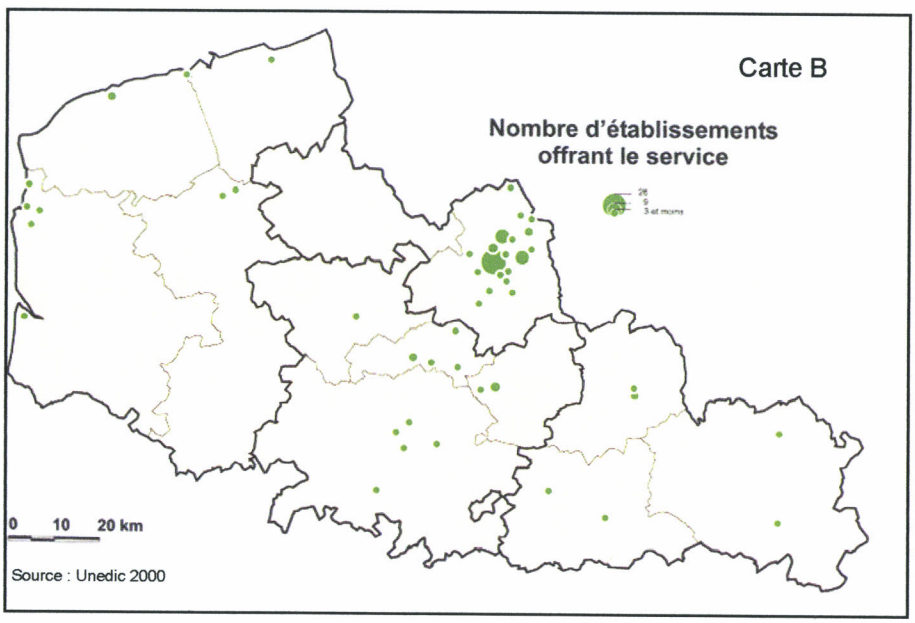
DOCUMENT N° 48

RECHERCHE DE L'INFORMATION, VEILLE TECHNOLOGIQUE

Traitement de données

Activités de banques de données





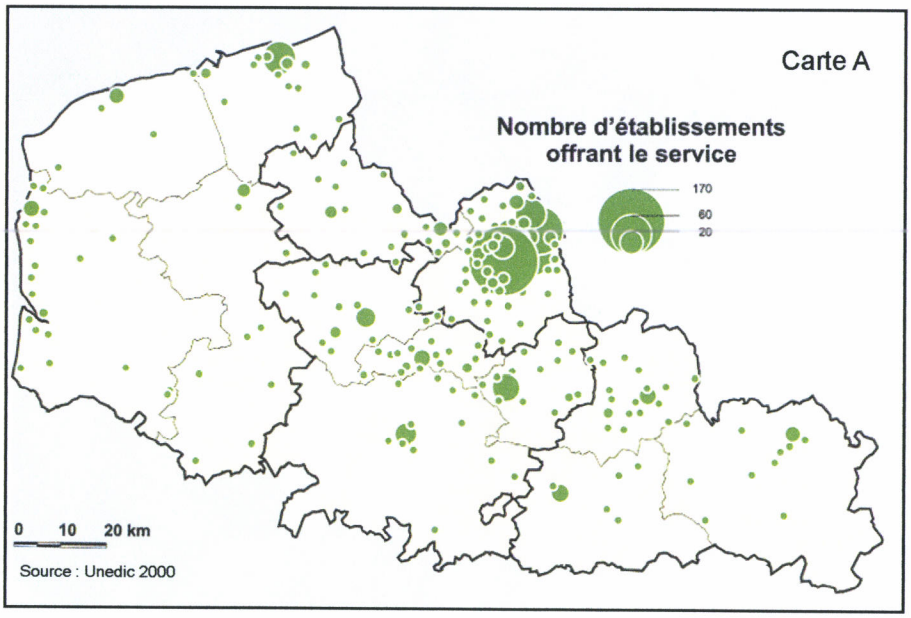
Source :

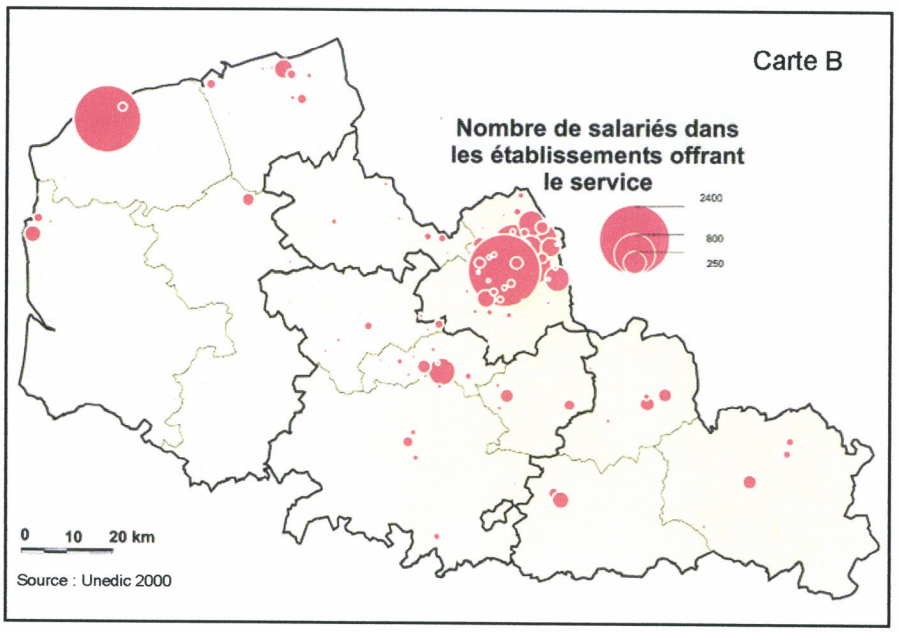
INSEE Nord-Pas-de-Calais, 2002, Les services aux entreprises dans le Nord-Pas-de-Calais *Les Dossiers de Profils*, n° 69.

DOCUMENT N° 49

PUBLICITE, COMMUNICATION, MARKETING

Etudes de marchés et sondages
Agences, conseils en publicité
Foires et salons
Services annexes à la production

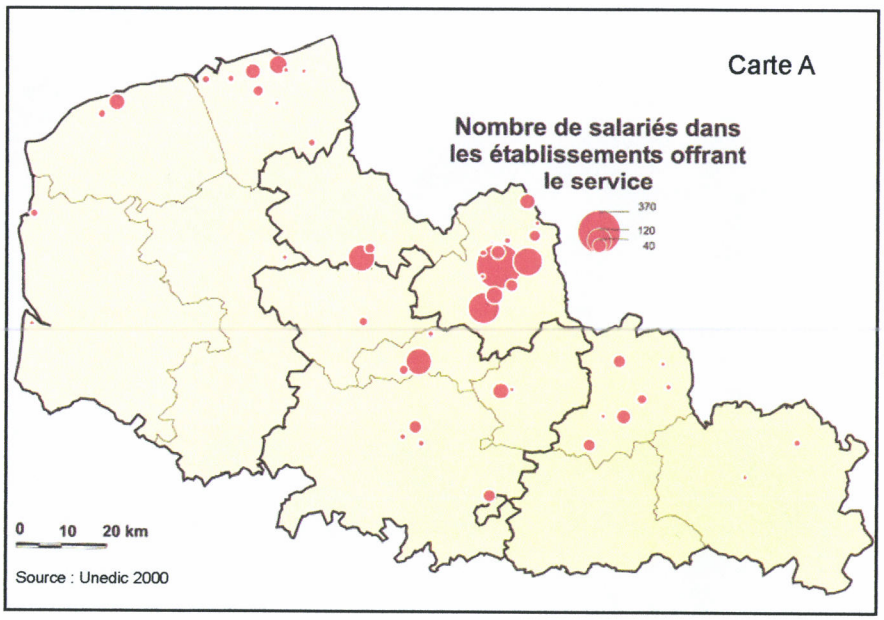


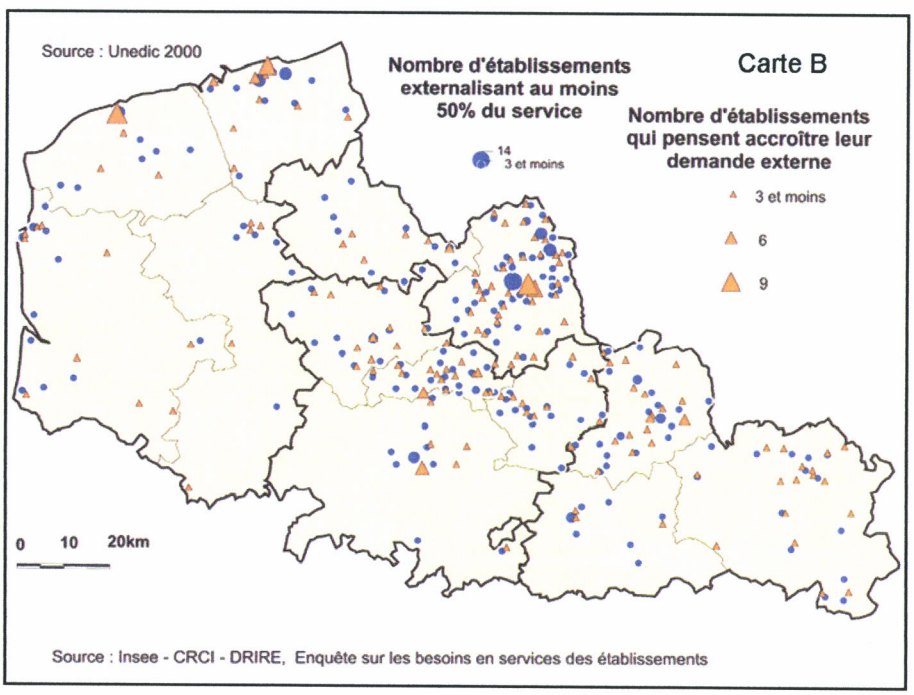


Source :
INSEE Nord-Pas-de-Calais, 2002, Les services aux entreprises dans le Nord-Pas-de-Calais
Les Dossiers de Profils, n° 69.

DOCUMENT N° 50

CONTROLE, ANALYSES, MESURES TECHNIQUES





Source :
INSEE Nord-Pas-de-Calais, 2002, Les services aux entreprises dans le Nord-Pas-de-Calais
Les Dossiers de Profils, n° 69.

DOCUMENT N° 51

EVOLUTION DES ACTIVITES DE SERVICES DES HBNPC ENTRE 1971 ET 1976 : UNE OUVERTURE SUR L'EXTERIEUR

Année	E.T.R.		O.G.I.P.		Ateliers centraux	
	Effectifs	CA réalisé hors HBNPC*	Effectifs	CA réalisé hors HBNPC*	Effectifs	CA réalisé hors HBNPC*
1971	119	7,4	262	1,0	2 892	9,7
1972	234	9,5	278	3,5	2 875	11,9
1973	210	28,8	265	6,2	2 461	22,0
1974	204	26,2	253	8,3	2 320	22,6
1975	256	25,2	266	10,0	2 282	27,0
1976	235	36,9	259	11,0	2 053	28,0

* chiffre d'affaires réalisé avec des entreprises extérieures aux Charbonnages, en millions de francs

E.T.R. : Etudes Techniques et Réalisations

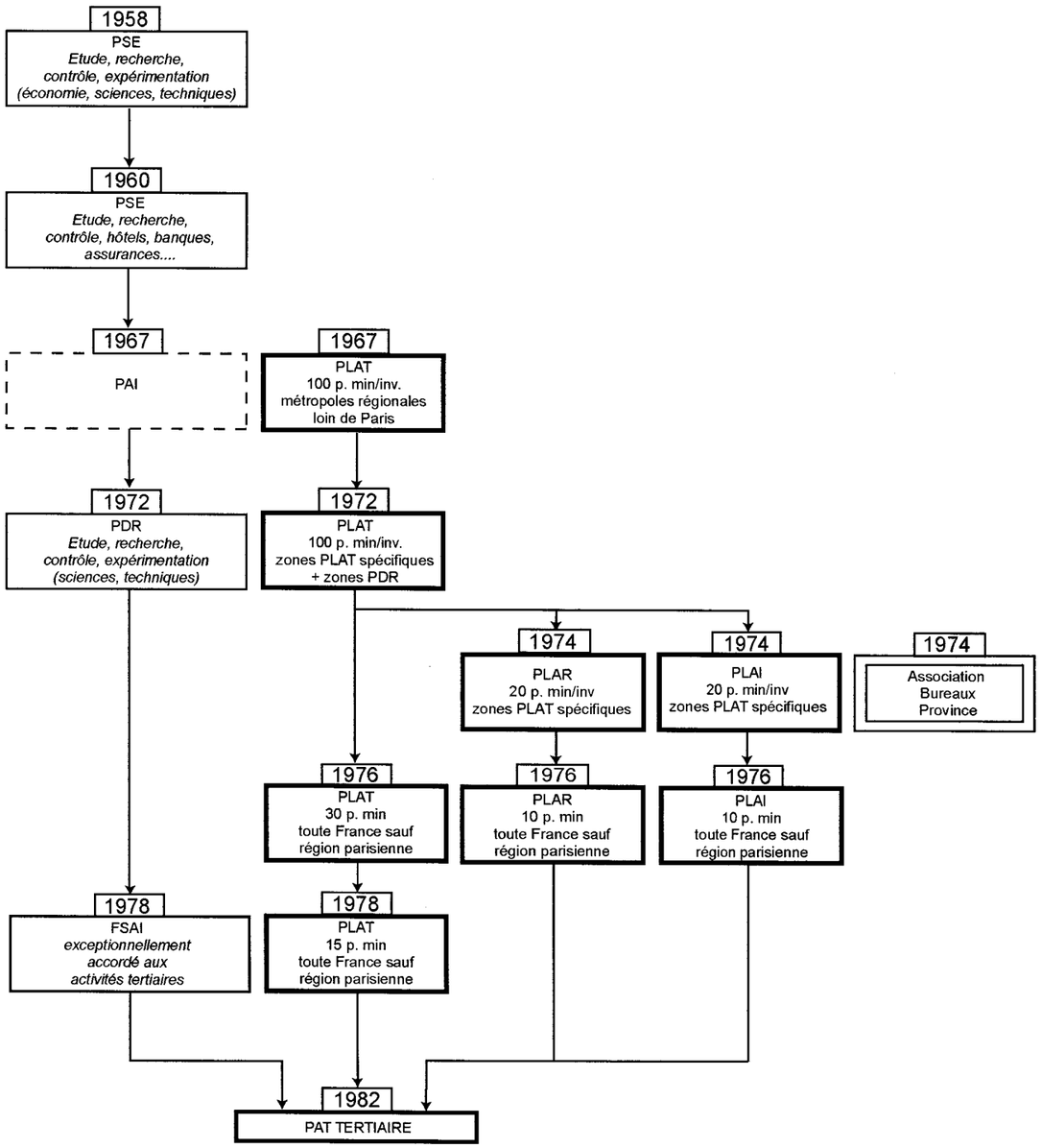
O.G.I.P : Organisation, Gestion, Informatique, Production

Source : Comité Economique et Social et HBNPC

Tiré de : GHOUZY D., 1977, *Les diverses formes du désengagement des Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais*, Lille, Thèse de géographie.

DOCUMENT N° 52

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET AIDES AUX ACTIVITES TERTIAIRES
1958 - 1982



Prime ouverte à l'industrie et à certaines activités tertiaires

PSE	Prime spéciale d'équipement
PDR	Prime de développement régional
FSAI	Fonds spécial d'adaptation industrielle
étude, recherche	Activités tertiaires éligibles

Prime réservée à l'industrie

PAI	Prime d'adaptation industrielle

Prime aux activités tertiaires

PLAT	Prime de localisation de certaines activités tertiaires (services de direction, administration, recherche & développement)
PLAR	Prime à la localisation des activités de recherche
PAI	Prime à la localisation des activités informatiques
PAT TERTIAIRE	Prime d'aménagement du territoire pour les activités tertiaires
10 p.min/inv	conditions d'éligibilité aux primes tertiaires : 10 emplois minimum à créer investissement pris en compte

Association de promotion et d'information pour le développement des bureaux en province (délocalisation - décentralisation)

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe / J. Domont, LGH, USTL, 2000

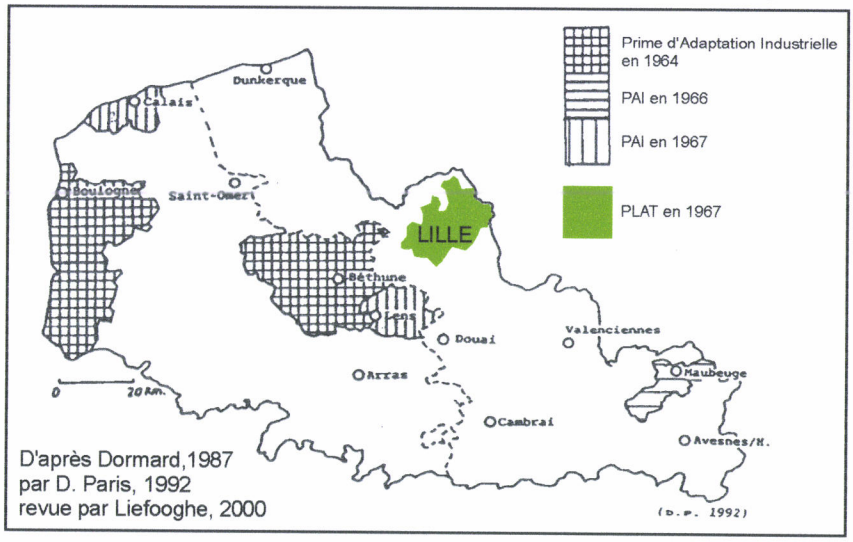
D'après : S. Dormard, 1987, Les primes au développement régional dans le Nord-Pas-de-Calais (1955-1986), *CLES*, n° 9.
Laborie, Langumier, De Roo, 1985, *La politique française d'aménagement du territoire de 1950 à 1985*, Paris, La Documentation Française.

DOCUMENT N° 53

ZONES ELIGIBLES A LA PLAT ENTRE 1967 ET 1975 DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

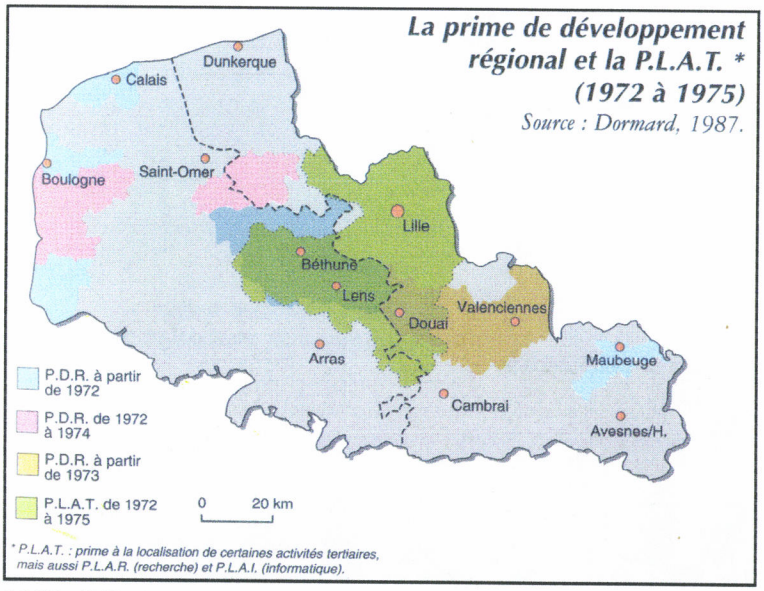
La PLAT de 1967 à 1972

(prime à la localisation de certaines activités tertiaires)



D'après Dormard,1987
par D. Paris, 1992
revue par Liefooghe, 2000

La PLAT entre 1972 et 1975



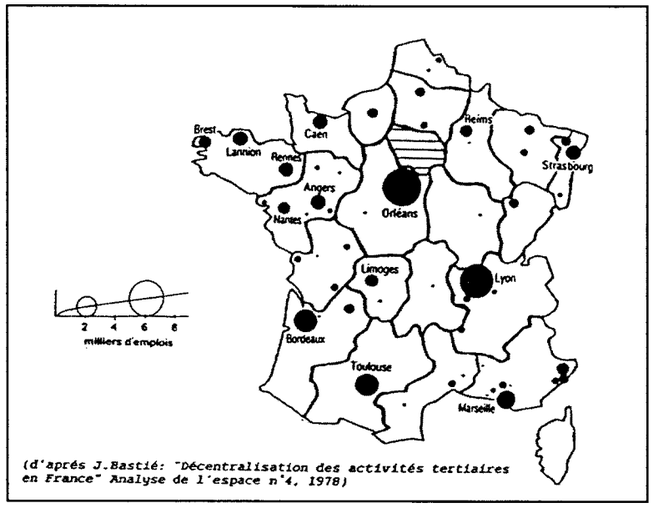
SGAR, 1995, *Des villes et des hommes : le devenir de l'ancien bassin minier,* Lille, Préfecture de la Région Nord-Pas-de-Calais.

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

DOCUMENT N° 54

LA DECENTRALISATION TERTIAIRE EN FRANCE ENTRE 1962 ET 1978

Tertiaire public et privé

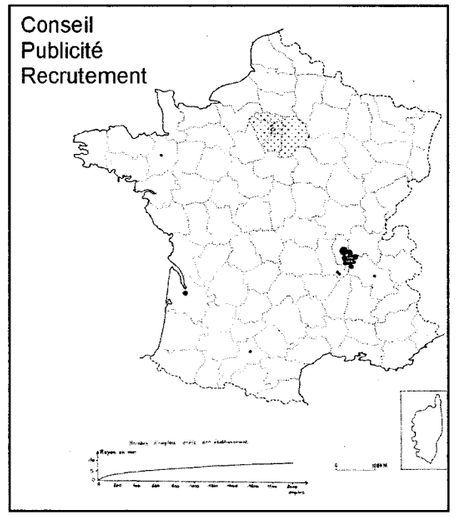


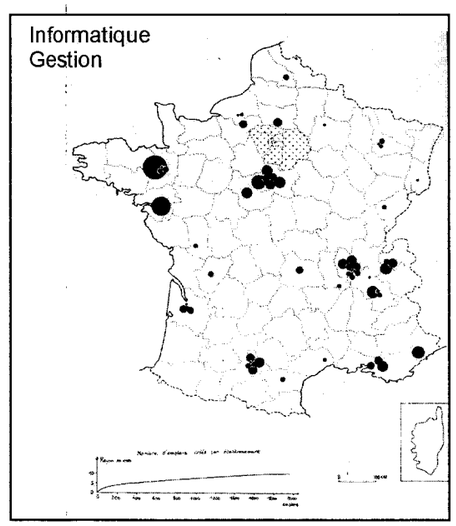
Source : D. Paris, 1993, *La mutation inachevée*, Paris, L'Harmattan.

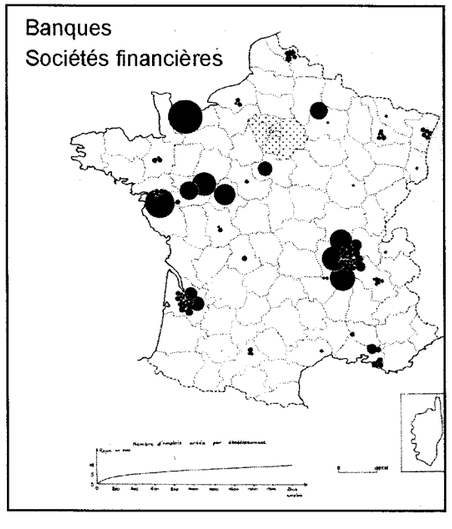
DOCUMENT N° 55

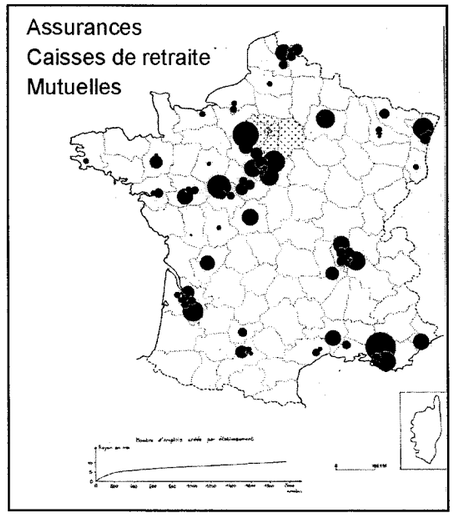
LA DECENTRALISATION TERTIAIRE EN FRANCE ENTRE 1962 ET 1978

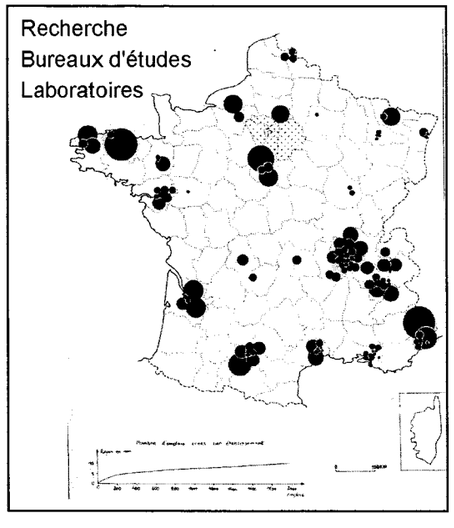
Détail par types d'activités

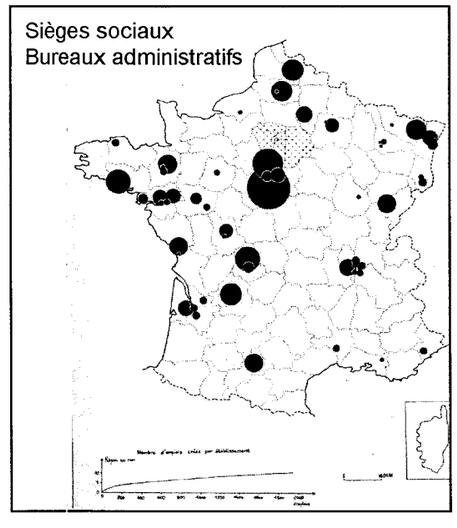












Cartes par AUREG, Décentralisation tertiaire.

Source : J. Bastié, 1978, Décentralisation des activités tertiaires en France, *Analyse de l'espace*, n° 4.

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

DOCUMENT N° 56

EXEMPLES DE DELOCALISATIONS TERTIAIRES DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS ENTRE 1962 ET 1978

Type de délocalisation	Nom de l'entreprise	Ville d'implantation
De la région parisienne ...	Caisse nationale des marchés de l'Etat	59 Lille
... vers la province	Caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel	59 Lille
	UAP	59 Lille
	Groupe Malakoff-Capimmec	59 Lille
	IBM	59 Lille
	BNP	59 Lille
	Caisse des Dépôts et consignations	59 Lille
De la province vers la province	MACIF	62 Vendin le Vieil
Naissance d'attribution	CETE	59 Lille
	SLIGOS informatique	62 Arras

D'après : J. BASTIE, 1978, Décentralisation des activités tertiaires en France, *Analyse de l'espace*, n° 4.

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

DOCUMENT N° 57

LA PAT TERTIAIRE DE 1982 :

comparaison avec les primes antérieures

Tableau n° 1 - Les activités tertiaires aidées par la PAT : quelle prise en compte dans les primes avant 1982 ?

PAT tertiaire 1982	Aides au tertiaire avant 1982*
recherche	PSE 58 / PLAT 67 / PDR 72 / PLAR 74
direction	PLAT 67
service **	PLAT 67
gestion	PLAT 67
conception / ingénierie***	PLAT 67
étude	PLAT 67
informatique	PLAI 74
sociétés de crédit-bail ou location vente de bâtiments ou matériels neufs à usage professionnel	PLAT 72 : les opérations immobilières par crédit-bail ou location-vente sont intégrées dans le calcul de la prime

* Y compris pour des primes destinées en priorité à l'industrie, comme la PSE et la PDR.
** Le terme de « services » est utilisé dans les décrets de 67 comme de 82, sans pour autant énoncer les fonctions précisément visées.
*** Le terme d'ingéniérie n'apparaît pas dans les textes d'avant 1982. On peut cependant l'assimiler aux fonctions de conception, auxquelles elles sont très liées, sans pour autant toujours s'y assimiler.

Tableau n° 2 - Comparaison des conditions d'application de la PLAT 1978 et de la PAT tertiaire 1982

	PLAT version 1978*	PAT tertiaire version 1982
Conditions d'éligibilité	pas de condition d'investissements physiques	pas de condition d'investissements physiques
... pour les créations**	30 emplois, voire 15 selon l'intérêt du projet	20 emplois en trois ans ou 10 emplois hautement qualifiés
Zones bénéficiaires	tout le territoire, à l'exception du Bassin parisien et d'une partie de la région lyonnaise	tout le territoire à l'exception du Bassin parisien, et de la zone lyonnaise (sauf projets exceptionnels)
Montant des primes	10 000 f / emploi	zone à taux normal : 35 000 f /emploi
	majoration possible jusqu'à 30 000 f / emploi	zone à taux maximum : 50 000 f / emploi
Procédure	décision centralisée à Paris	décision centralisée à Paris

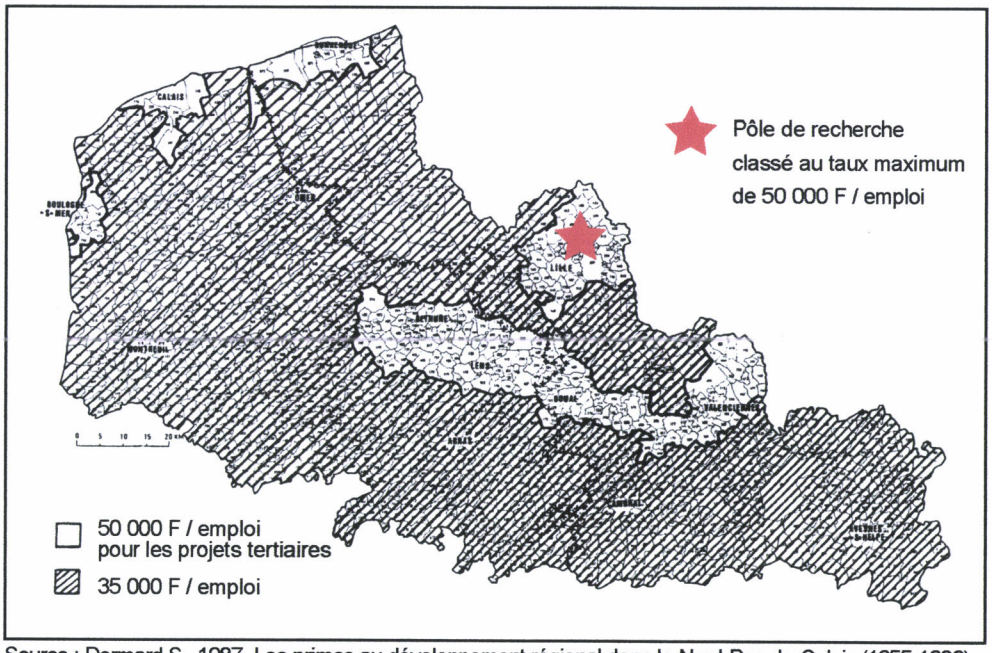
* Décret du 27 décembre 1978 (J. BASTIE, 1978, Décentralisation des activités tertiaires en France, *Analyse de l'espace*, n° 4, p. 54).
** Nous ne prenons ici que l'exemple des créations, par souci de simplification. Les extensions sont également éligibles aux primes tertiaires, dans des modalités assez complexes.

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

DOCUMENT N° 58

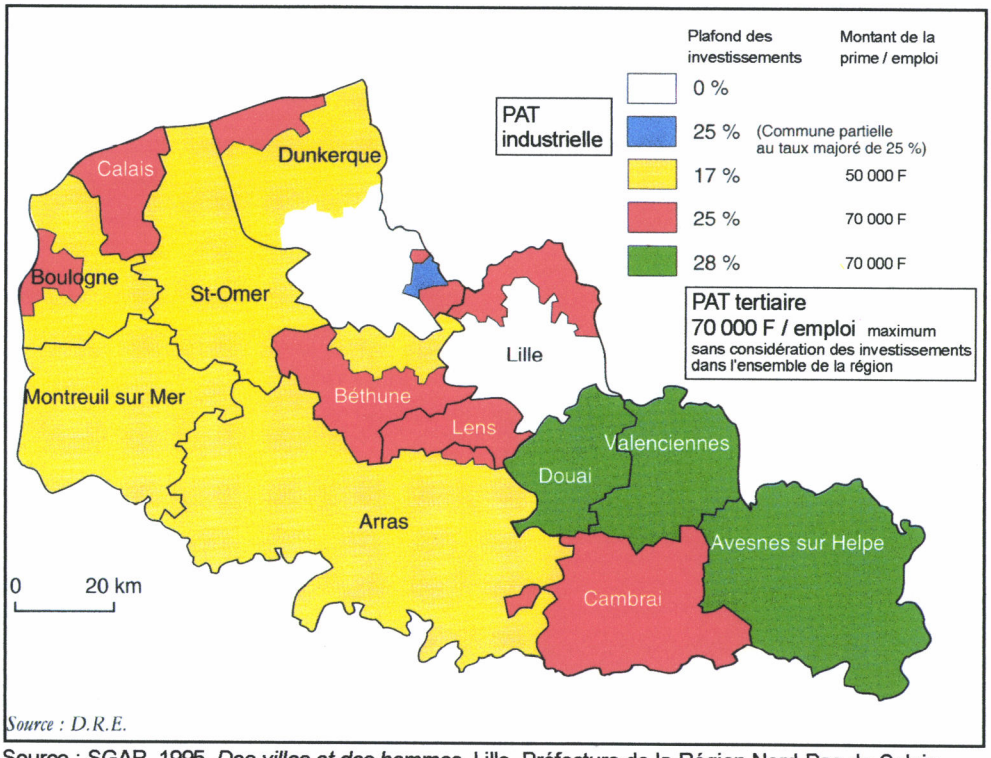
LA PAT TERTIAIRE DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS 1982 ET 1995

Carte A - La PAT en 1982 : projets tertiaires et de recherche



Source : Dormard S., 1987, Les primes au développement régional dans le Nord-Pas-de-Calais (1955-1986), *CLES*, n° 9 / Carte complétée par Ch. Liefooghe.

Carte B - La PAT tertiaire en 1995



Source : SGAR, 1995, *Des villes et des hommes,* Lille, Préfecture de la Région Nord-Pas-de-Calais. Carte complétée par C. Liefooghe (décret du 06 février 1995).

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

DOCUMENT N° 59

LA PAT TERTIAIRE ENTRE 1990 ET 1999 DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS ET DANS L'ANCIEN BASSIN MINIER

Tableau n° 1 - Répartition par type de PAT

	Nord-Pas-de-Calais	Ancien bassin minier*
Nombre de PAT Création	15	6
Nombre d'emplois prévus	1573	736
Nombre de PAT Extension	15	5
Nombre d'emplois prévus	1002	418
Nombre total de PAT	**30**	**11**
Nombre total d'emplois prévus	**2575**	**1154**

*arrondissements de Béthune, Lens, Douai, Valenciennes

Tableau n° 2 - Répartition par type d'activité

Type d'activité	Nord-Pas-de-Calais		Ancien bassin minier*	
	Nombre de PAT	Nombre d'emplois prévus	Nombre de PAT	Nombre d'emplois prévus
Services logistiques	2	550	1	300
Informatique, NTIC, E-commerce	19	1383	5	400
Analyses, essais, contrôles	4	168	2	46
Siège social, conseil, ingénierie	4	324	2	258
Centre de R& D	1	150	1	150
Total	**30**	**2575**	**11**	**1154**

* arrondissements de Béthune, Lens, Douai, Valenciennes

Conception/réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000
Source : Nord-Pas-de-Calais Développement, Exploitation spécifique du fichier informatique de la PAT entre 1990 et 1999.

DOCUMENT N° 60

TROIS DECOUPAGES DES ACTIVITES DE SERVICES

QUELQUES EXEMPLES D'EMBOITEMENTS

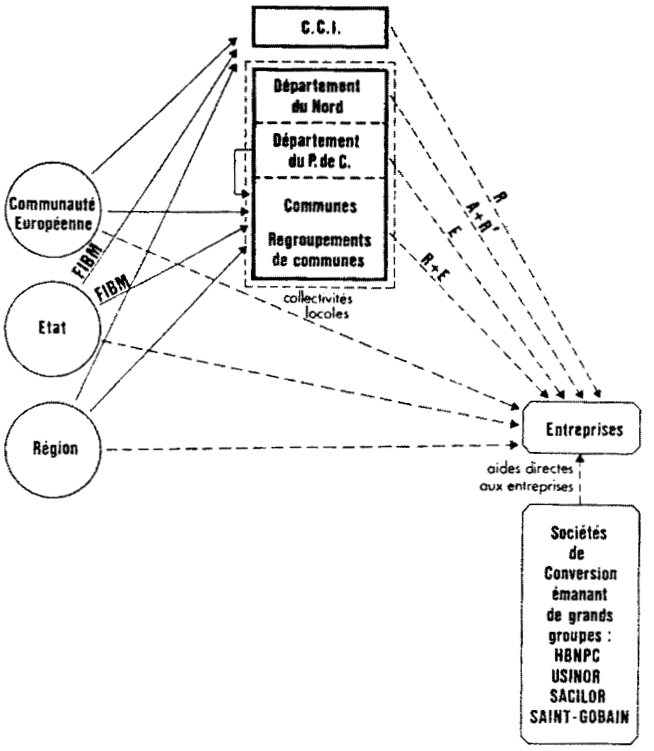
Typologie fonctionnelle*		Exemples	Typologie selon les destinataires	Typologie juridique
REPRODUCTION SOCIALE	**Simple** = services de la vie quotidienne	*enseignement obligatoire*	Particuliers	Public / privé
		santé de base	Particuliers	Public / privé
		commerce de proximité	Particuliers	Privé
	Elargie	*haute administration*	Particuliers / entreprises	Public
		recherche universitaire	Particuliers / entreprises	Public
		recherche hospitalière	Particuliers / entreprises	Public / privé
PRODUCTION	**Intermédiation**	*services aux entreprises*	Entreprises	Public / privé
		services financiers	Particuliers / entreprises	Public / privé
		transport télécommunication	Particuliers / entreprises	Public / privé

* Selon la typologie de F. DAMETTE, présentée notamment dans DAMETTE F. *et alii*, 1997, *Villes et système urbain : la région Nord-Pas-de-Calais*, Lille, Agence de Développement et d'Urbanisme de Lille Métropole.
Ce découpage propose une analyse fonctionnelle de l'économie, qui transcende la distinction classique entre secteurs secondaire et tertiaire.

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000.

DOCUMENT N° 61

LE CIRCUIT D'ATTRIBUTION DES AIDES AUX ENTREPRISES DANS LE BASSIN MINIER DU NORD-PAS-DE-CALAIS



- - - - → Aides directes aux entreprises

——→ Aides à la maîtrise d'ouvrage de sites d'accueil d'activités

R - Répercussion des aides à la maîtrise d'ouvrage

R' - Offre de bâtiments réalisés sous la maîtrise d'ouvrage Conseil général du Nord

A - Aides directes aux entreprises

E - Exonération de la taxe professionnelle, de la taxe locale d'équipement et de la taxe foncière

Source : F. Cunat, 1989, Aspects nouveaux dans l'aménagement des sites de production par la conversion, *Hommes et Terres du Nord*, n° 4.
Modifié par Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

DOCUMENT N° 62

LES AIDES OUVERTES AUX SERVICES AUX ENTREPRISES DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS*

AIDE	FONCTION	PRESCRIPTEUR
ACE	Aide au Conseil à l'Exportation	Conseil régional
AI	Aide à l'Innovation	Anvar
ARC	Aide au Recrutement de Cadres	DRIRE / Conseil régional
ARE	Aide au Recrutement pour l'Exportation	Conseil régional
FAICE	Fonds d'Aide à l'Investissement et à la Création d'Emplois	Conseil régional
FITT	Fonds d'Innovation et de Transfert de Technologie	Conseil général du Nord
FIP	Fonds Innovation Plus	FINORPA
FSI	Fonds Spécial d'Implantation	Conseil régional
ICE	Implantation Commerciale à l'Etranger	Conseil régional
IIE	Investissements Immatériels à l'Exportation	Conseil régional
MEE	Missions Etudiants à l'Etranger	Conseil régional
OPP	Opération Ponctuelle de Prospection	Conseil régional
PAE	Prime A l'Emploi	Conseil régional
PAT	Prime à l'Aménagement du Territoire	Préfecture de région
PCE	Prime à la Création d'Entreprise	Conseil général Pas-de-Calais Conseil régional
PTR	Prestation Technologique Réseau	Réseau Nord-Pas-de-Calais Technologie

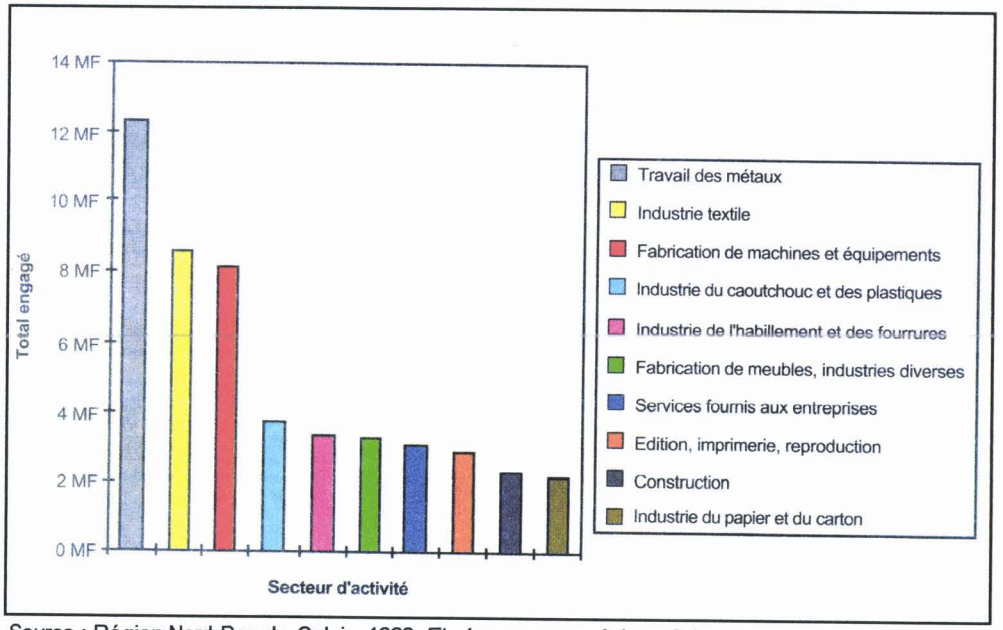
* Aides officiellement ouvertes au tertiaire industriel ou aux services aux entreprises, d'après : *VADEMECUM, Guide régional des aides*, Réseau Nord-Pas-de-Calais Technologie, Edition 1998.

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

DOCUMENT N° 63

BILAN DU FRAC ET DE L'ARC DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

Principaux secteurs d'activité bénéficiaires du FRAC de 1989 à 1996



Source : Région Nord-Pas-de-Calais, 1999, *Etudes pour une région*, n° 4

Bilan de l'ARC en 1998 (échantillon cadres par activité)

Code Nace		Cadres	Entreprises
15	Industrie alimentaire	1	1
17 - 18	Industrie textile habillement	9	9
20	Travail bois	1	1
22	Imprimerie	2	2
24 - 25	Industries des plastiques	4	3
28	Travail des métaux	16	12
29 à 33	Fabrication machines diverses	8	6
34 - 35	Industrie automobile et fabrication matériel transport	4	2
45	Construction, BTP	6	4
51	Commerce de gros	2	1
73	Recherche, développement	2	1
74	Services aux entreprises	5	4
		60	46

Source : EGEE,1999, *ARC : l'impact de l'aide sur les entreprises bénéficiaires*

Le travail et la transformation des métaux représentent 47% de l'échantillon en raison du poids historique de ce secteur d'activité dans la région.

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

DOCUMENT N° 64

Innovation et développement des PME dans le Nord-Pas-de-Calais : exemples d'aides à l'investissement immatériel

Type d'aide	Prestations immatérielles	Recours à des services externes
Aides à l'innovation		
AI Aide à l'Innovation	veille technologique, étude de faisabilité et de marché, design, propriété industrielle, ...	consultants intermédiaires financiers centres de R&D
ARI Aide au Recrutement pour l'Innovation	salaires et charges du cadre R&D, formation externe, recours à un laboratoire public, ...	formation externe laboratoires publics ...
CIFRE	embauche d'un jeune chercheur Bac+5 pendant trois ans	centre de compétences privé ou public
CORTECHS	embauche d'un jeune technicien supérieur Bac+2 pendant un an	centre de compétences public
FRATT Fonds Régional d'Aide au Transfert de Technologie	mesures, essais, analyses, études, recherches appliquées, conseils, prototype	laboratoires, écoles, centres techniques
LOGIC Gestion et circulation de l'information	formation, conseil, ingénierie, logiciels, progiciels	experts indépendants
PTR Prestation Technologique Réseau	conseil, études, calculs, essais, veille technologique, ...	centre de compétences public ou privé
PUCE Intégration de composants électroniques dans les produits commercialisés	études de faisabilité et de marché, prototype, lancement commercial	expertise externe
PUMA Recours aux matériaux avancés dans les produits commercialisés	études de faisabilité et de marché, besoins en formation, R&D	expertise externe
Aides au développement		
ACE Aide au Conseil à l'Exportation	définition d'une stratégie, création de réseaux commerciaux, opérations de portage	prestataires de conseil en stratégie commerciale ...
ARC Aide au Recrutement de Cadres	subvention pour l'embauche d'un cadre Bac+4 ou dix ans d'expérience, pendant un an	
ARE Aide au Recrutement pour l'Exportation	subvention pour le renforcement du service export, en France ou à l'étranger, pendant un an	
FRAC Fonds Régional d'Aide au Conseil	audit, diagnostic, prestations de conseil	cabinets conseils du secteur concurrentiel

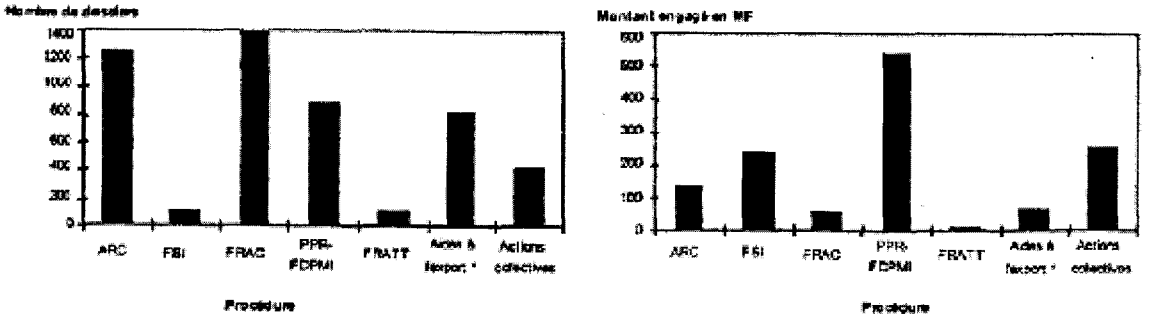
Sources : Réseau Nord-Pas-de-Calais Technologie, 1998, *Guide régional des aides*, Lille.
MICE, 1991, *Le conseil en PMI*, Paris.

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

DOCUMENT N° 65

BILAN DES AIDES AUX PME DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS 1989 - 1997

A – Répartition des aides par procédure entre 1989 et 1996, en volume et en valeur



Source : Région Nord-Pas-de-Calais, 1999, *Etudes pour une région,* n° 4.

B - Part de Lille et du bassin minier dans le nombre régional de dossiers pour les principales aides aux entreprises

	1989-1993		1993		1997	
	Bassin minier*	**Lille****	**Bassin minier***	**Lille****	**Bassin minier***	**Lille****
PPR / FDPMI	28 %	38 %	19 %	35 %	22 %	37 %
Fonds spécial d'implantation	nr	nr	nr	nr	61 %	0 %
ARCHS / ARC	27 %	nr	26 %	46 %	31 %	45 %
FRAC	nr	nr	25 %	42 %	45 %	31 %
FRATT	nr	nr	35 %	41 %	0 %	100 %
ATOUT (PUCE, PUMA, LOGIC)	16 %	54 %	23 %	45 %	22 %	51 %
Total	**26 %** [1]	**42 %** [1]	**24 %**	**42 %**	**30 %**	**40 %**

* Arrondissements de Béthune, Lens, Douai, Valenciennes

** Arrondissement de Lille

nr = Non renseigné

[1] Toutes aides confondues, y compris celles n'apparaissant pas dans le tableau.

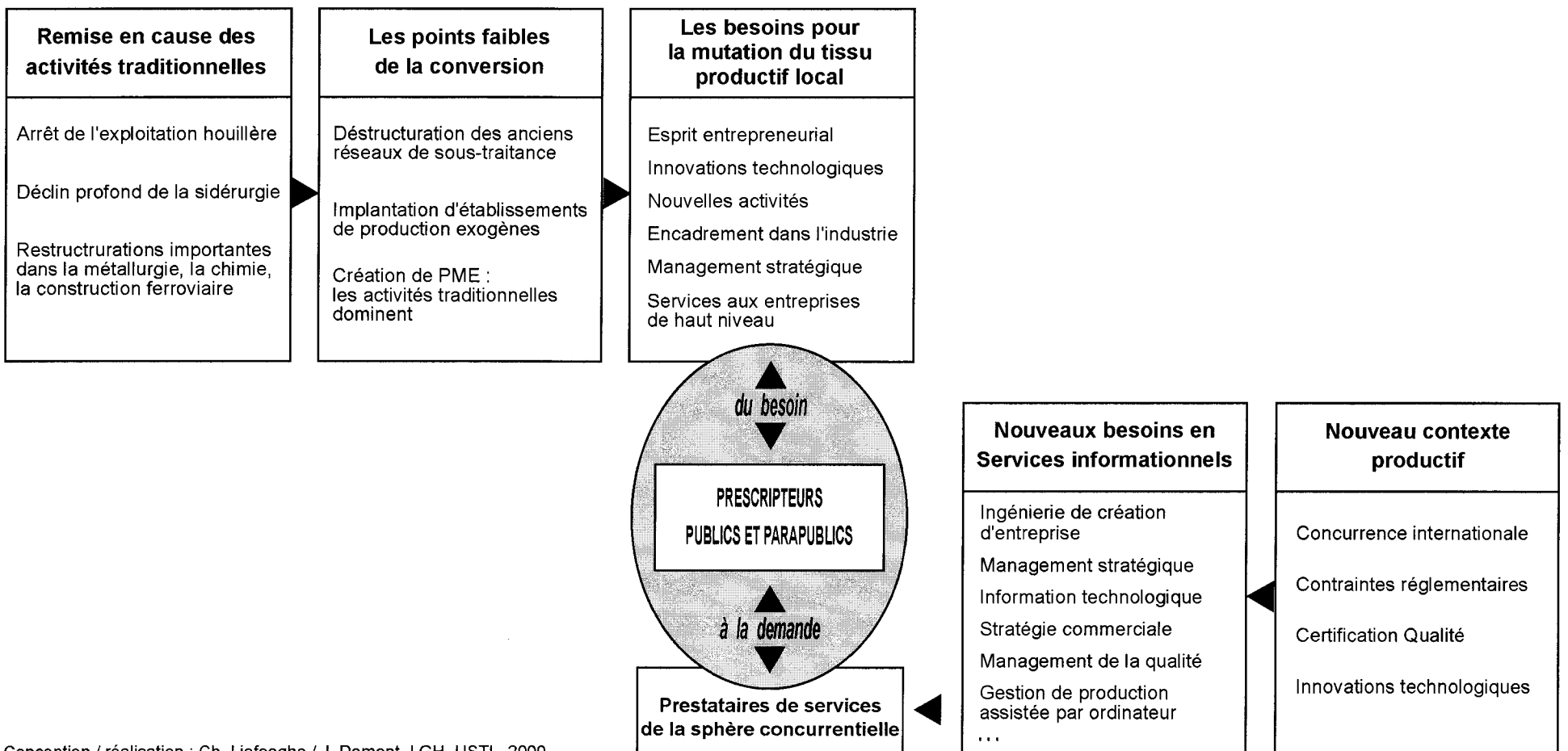
Sources : DRIRE Nord-Pas-de-Calais, *Aides aux PMI du Nord-Pas-de-Calais : le bilan du Contrat de Plan 1989/1993, l'année 1993 en chiffres* ; DRIRE Nord-Pas-de-Calais, *Bilan de l'activité en 1997 : développement industriel et technologique.*

Pour chaque aide, nous avons calculé la part du nombre de dossiers traités à Lille et dans le bassin minier par rapport au nombre total de dossiers instruits dans la région, pour la période 1989-1993, les années 1993 et 1997.

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

DOCUMENT N° 66

Services informationnels et renouveau économique du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais : le rôle charnière des prescripteurs



Conception / réalisation : Ch. Liefooghe / J. Domont, LGH, USTL, 2000

DOCUMENT N° 67

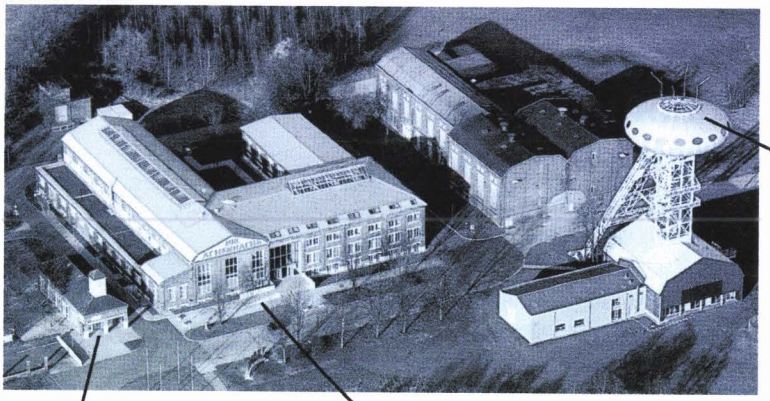
ARCHITECTURE MODERNE ET PATRIMOINE MINIER dans l'Emscher park

LÜNTEC A LÜNEN-BRAMBAUER

1897-1992 : exploitation minière

1995 : ouverture d'un centre technologique "Environnement et packaging"

Photo : IBA'99



L'OVNI de Luigi Colani :

chevalement minier
transformé pour accueillir
son centre de design

bâtiment du gardien
transformé en cafétéria

bâtiment minier transformé en bureaux
pour sociétés de services et incubateur d'entreprises

PARC D'ACTIVITES ERIN A CASTROP-RAUXEL

1866 - 1983 : exploitation minière et cokeries (42 ha)

Années 90 : transformation de la friche en un parc paysager (22 ha)
et en un parc d'entreprises (20 ha)

Accueil de sociétés de services
et incubateurs d'entreprises
dans la zone du parc située
en lisière du centre ville

Chevalement minier préservé

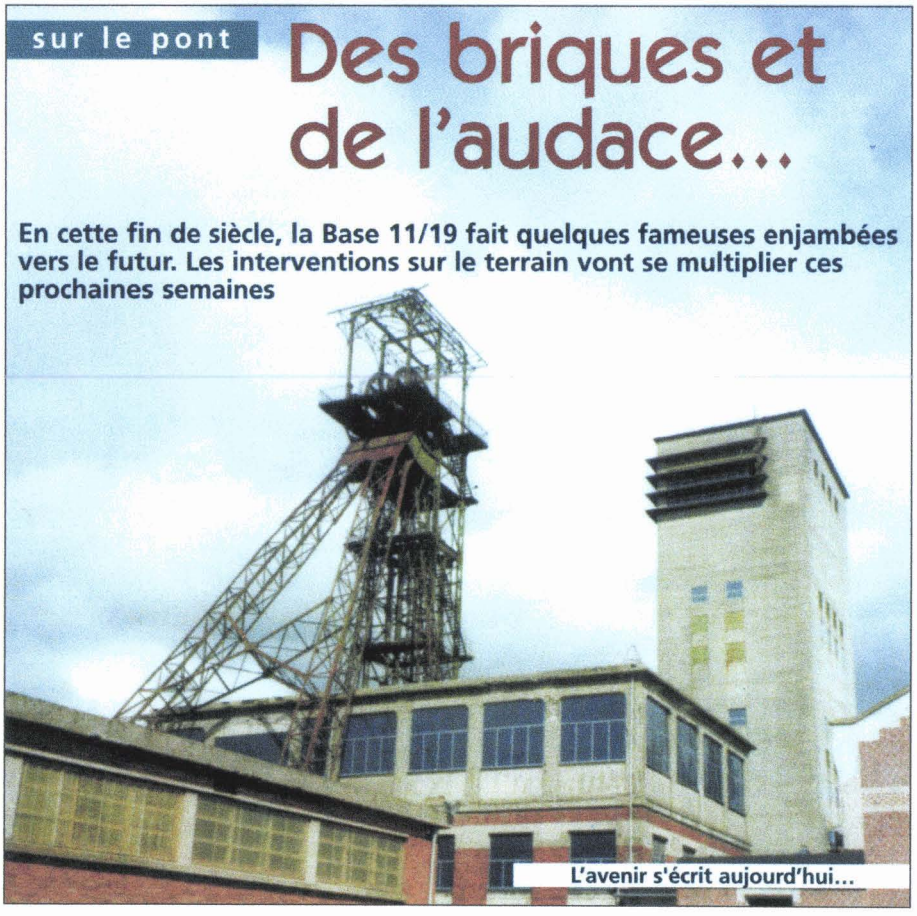
Nouveau bâtiment de bureaux :
la structure de la construction
est censée représenter
celle des veines de charbon

Photo : Ch. Liefooghe, septembre 1998

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000
Source : IBA ' 99, Katalog der Projekte, 1999

DOCUMENT N° 68

LE SITE MINIER DU 11/19 A LOOS-EN-GOHELLE :
des bureaux au sommet d'une ancienne tour d'extraction ?



L'ancienne tour d'extraction en béton, de 60 m de hauteur, accueillera-t-elle des bureaux, des laboratoires, un restaurant ?

Deux obstacles à surmonter :

- technique : l'existence du puits de mine qui fragilise le site
- juridique : la sortie du régime de concession minière

La base 11/19 abrite déjà :

- "la chaîne des terrils", une association de sauvegarde des terrils
- "Culture commune", association théâtrale labellisée scène nationale en 1999

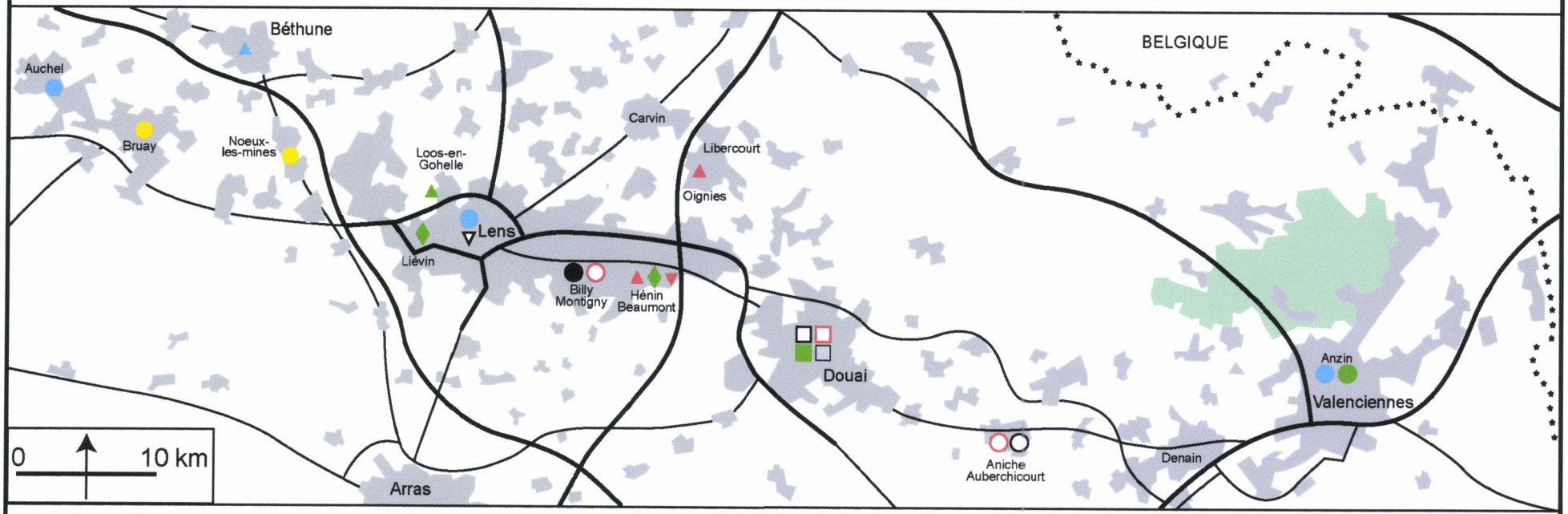
Autres projets de réhabilitation : quatre bâtiments, pour l'accueil d'activités liées à l'environnement et à la culture (expositions, multimédia, arts de la rue)

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000
Source : *Infos Base 11/19*, décembre 1999, n°4

DOCUMENT N° 69

DEVENIR DES BUREAUX DES HOUILLERES DU BASSIN DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

Situation en l'an 2000



Types de bâtiments issus des HBNPC / Utilisation en l'an 2000	Charbonnages de France	Filiale issue de CDF	Enseignement	Administration publique	Logements	Commerce	Sociétés de services	Bureaux à louer (en friche)
Bureaux du siège social		□		■	▢			□
Grands bureaux / Bureaux des Ateliers centraux	●	○	●	●		●		○
Petite unité de bureaux			▲	▲			▲	
Immeuble hospitalier de la Sécurité Sociale Minière				◆				
Logement de cadre HBNPC		▽					▼	

- zone urbanisée
- forêt de Saint Amand - Raismes
- autoroutes et voies rapides
- autres axes routiers structurants
- frontière internationale

Sources : HBNPC - Domaine immobilier - DGSA - Inventaire des installations au 31 juillet 1991, fichier 61- Bureaux centraux et autres
Repérage sur le terrain par Ch. Liefooghe

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000
Fond de carte : d'après carte de la D.R.E. (SGAR, 1995)

DOCUMENT N° 70

LES "GRANDS BUREAUX" DES COMPAGNIES MINIÈRES DE LENS ET DE LIÉVIN : réhabilitation des bâtiments au profit des services publics

Les "grands bureaux" de Lens hébergent désormais, après réhabilitation, la faculté Jean Perrin, pôle physique-chimie de l'université d'Artois

Années 20 : reconstruction des "grands bureaux" de la compagnie des mines de Lens

Après la nationalisation, les Houillères du Bassin du Nord-Pas-de-Calais y logent la direction du secteur de Lens, et plus tard leur division études techniques-ingénierie

1991 : cession des bâtiments à la ville de Lens, puis revente à l'Etat

Les "grands bureaux" de Liévin, en cours de réhabilitation pour accueillir les services municipaux à l'étroit dans le bâtiment actuel de l'hôtel de ville

Après la nationalisation, les bureaux de la compagnie des mines de Liévin deviennent ceux de la direction du secteur de Liévin des HBNPC

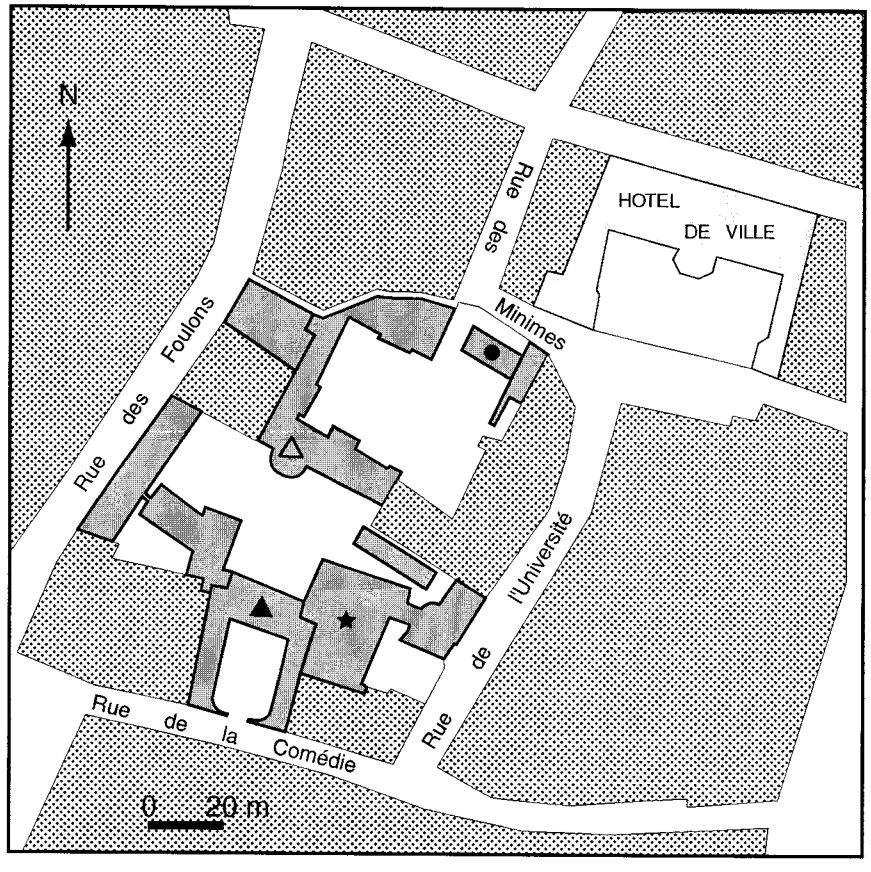
1962 : vente du bâtiment à la sécurité sociale minière et transformation en hôpital-maternité

1997 : cession à la ville de Liévin

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000
Photos : Ch. Liefooghe, mars 2000
Sources : Charbonnages de France, Service immobilier, Billy Montigny
Sécurité sociale minière du Nord-Pas-de-Calais, Liévin
Services d'urbanisme des mairies de Lens et de Liévin

DOCUMENT N° 71

IMPLANTATION DU SIEGE SOCIAL DES HBNPC AVANT 1992 A DOUAI



maisons et immeubles en front de rue, jardins en coeur d'îlot

bureaux du siège social des Houillères du Bassin du Nord-Pas-de-Calais

▲ direction des HBNPC

△ conseil d'administration

★ services informatiques

■ archives

● services sociaux

Conception et réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

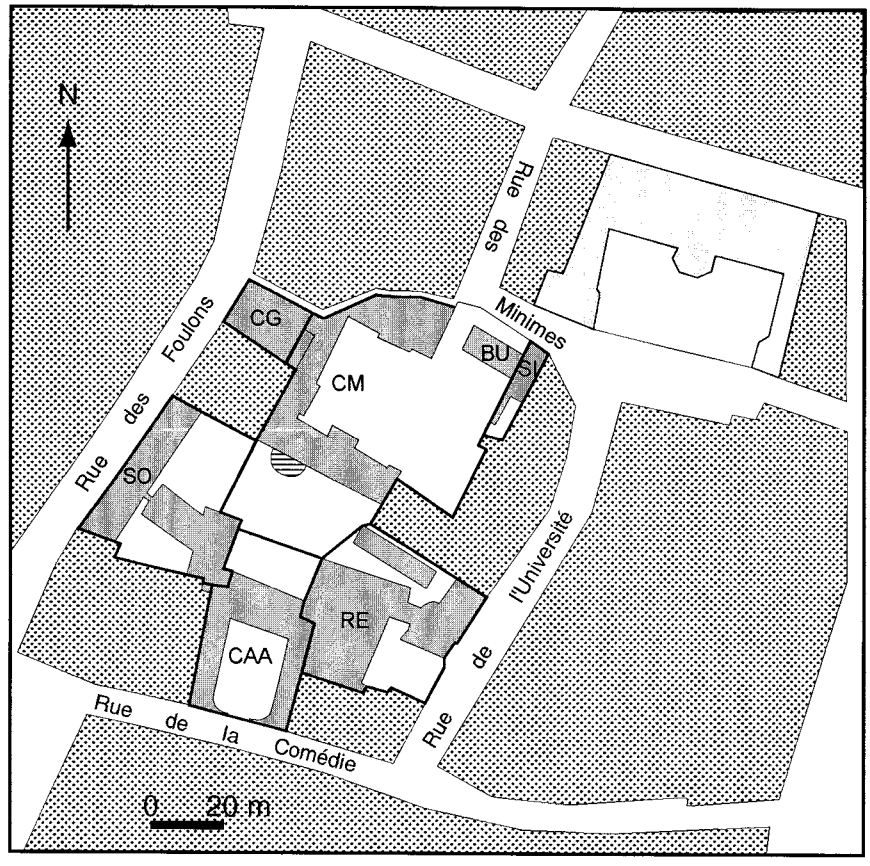
Sources : Monsieur Saudemont, adjoint au maire à l'urbanisme, Douai

Fond cartographique : extrait du cadastre au 1/1000

DOCUMENT N° 72

DEVENIR DU SIEGE SOCIAL DES HBNPC A DOUAI

Etat des lieux fin 1999



maisons et immeubles en front de rue, jardins en coeur d'îlot

anciens bureaux du siège social des Houillères du Bassin du Nord-Pas-de-Calais

nouveau découpage du parcellaire

CAA Cour administrative d'appel (hôtel d'Aoust, XVIIIème restauré)

CG Conseil Général : maison d'accueil pour femmes seules

CM Clos des Minimes : réhabilitation et création de logements

construction arrasée

BU réhabilitation à vocation de bureaux

RE résidence pour étudiants, par la Société Immobilière de l'Artois (ancienne filiale des HBNPC)

SI local associatif (propriété SIA)

SO SOGINORPA, Société immobilière du Nord-Pas-de-Calais (ancienne filiale des HBNPC)

Conception et réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

Sources : Monsieur Saudemont, adjoint au maire à l'urbanisme, Douai

Fond cartographique : extrait du cadastre au 1/1000

DOCUMENT N° 73

LA FERMETURE DU SIEGE DES HOUILLERES A DOUAI PROFITE AUX FONCTIONS UNIVERSITAIRES ET JURIDIQUES

L'hôtel d'Aoust, siège de la direction des HBNPC de 1944 à 1992, accueille désormais la 7ème Cour Administrative d'Appel de France

Vue de la cour intérieure, depuis la rue de la comédie

L'Hôtel d'Aoust, résidence du début du XVIIIème siècle, inscrit dès 1947 à l'inventaire des Monuments Historiques

1944 - 1992 : siège des Houillères des Bassins du Nord et du Pas-de-Calais

Acheté et restauré par la ville de Douai, revendu au Conseil d'Etat, l'Hôtel d'Aoust est le siège d'une Cour Administrative d'Appel depuis septembre 1999

Les bureaux de la division informatique du siège des HBNPC ont été transformés en résidence pour étudiants au coeur de la ville

Vue de la cour intérieure, depuis la rue de l'université

Après la disparition juridique des HBNPC, restructuration des bâtiments de la division informatique

parking souterrain
garages pour les habitants du quartier
résidence pour étudiants

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000
Photos : Ch. Liefooghe, mars 2000
Source : Mr Saudemont, adjoint au maire à l'urbanisme, Douai

DOCUMENT N° 74

DES BUREAUX POUR CHARBONNAGES DE FRANCE ET SES FILIALES DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

CDF Nord-Pas-de-Calais à Billy Montigny

Ces anciens bureaux centraux regroupent désormais les services chargés de gérer "l'après charbon" : sites miniers, patrimoine non transféré, dossiers juridiques, gestion du plan social ...

La SOGINORPA à Douai

Siège actuel de la SOGINORPA, filiale de CDF pour la gestion du patrimoine immobilier (habitat)

Anciens bureaux du siège des HBNPC construits dans les années 60, propriété de SOGINORPA depuis 1999

FINORPA à Lens

1984 : création de la Financière du Nord-Pas-de-Calais, société du Groupe Charbonnages de France pour la conversion du bassin minier

Transformation d'une maison de cadre supérieur des Houillères en bureaux

Depuis 1994, FINORPA soutient les entreprises de toute la région.

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000
Photos : Ch. Liefooghe, mars 2000
Sources : Charbonnages de France, Service immobilier, Billy Montigny
Finorpa, Lens
Mr Saudemont, adjoint au maire à l'urbanisme de Douai

DOCUMENT N° 75

FAIBLE ATTRACTIVITE DES ANCIENS BUREAUX CENTRAUX DES UNITES DE PRODUCTION DES HBNPC

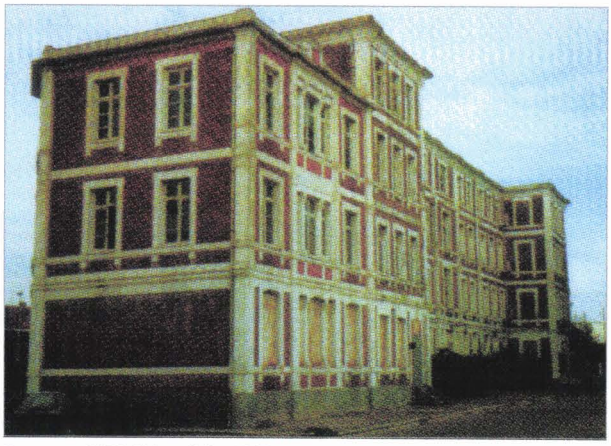
Un des bâtiments administratifs de l'ancienne fosse n°2 de Courrières à Billy Montigny : 950 m^2 de bureaux disponibles en location pour des sociétés de services ... en attente d'occupants depuis plus de six mois

Photo : Ch. Liefooghe, mars 2000

1991 : cession à FILIANOR, filiale de Charbonnages de France, avant la disparition juridique des Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais

1999 : vente du bâtiment à un groupe immobilier

Un des bâtiments des "bureaux centraux" d'Aniche, à Auberchicourt, acheté par un entrepreneur du Douaisis : 5000 m^2 de bureaux en location avec "réaménagement à la carte" : trouvera-t-il preneur ?



Source : SIRSA'éco, juin 1999, n°1

Ancienne "maison d'administration" des Houillères à Auberchicourt

La mise sur le marché de l'immobilier de ce bâtiment de bureaux passe par d'importants travaux de mise aux normes actuelles de sécurité et d'usage

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000
Sources : Charbonnages de France, Service immobilier, Billy Montigny
SIRSA, Service de développement économique, Lewarde

DOCUMENT N° 76

DES GRANDS BUREAUX D'USINOR-SOLLAC AU TECHNOCENTRE DE LA CCI DE VALENCIENNES

Entre canal, autoroute et voies ferrées, deux immeubles de bureaux au nord de la friche métallurgique de Trith-Valenciennes sud

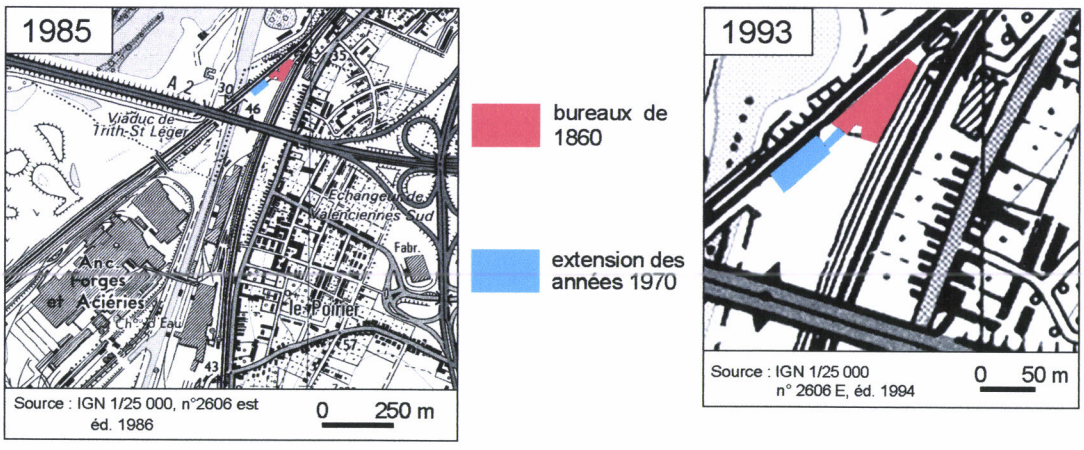


Photo : Ch. Liefooghe, juin 2000

Les anciens grands bureaux, symbole de la puissance industrielle du Vamenciennois au milieu du XIXéme siècle ...

... trop coûteux à réhabiliter
et à mettre aux normes
pour une location
à des entreprises de services

Photo : Ch. Liefooghe, juin 2000

1997 : la CCI rachète les bureaux et en fait un "Technocentre"

3 500 m^2 de locaux réhabilités dans l'aile des années 70

Centres de formation de la CCI sur quatre niveaux

Location de bureaux à des entreprises au dernier étage

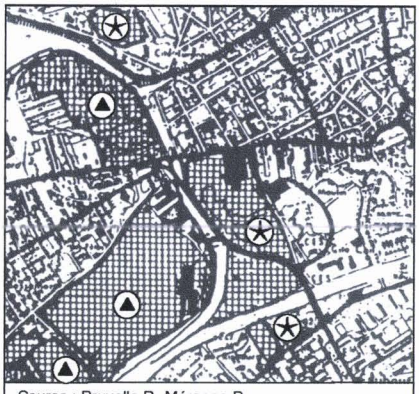
Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

DOCUMENT N° 77

DEVENIR DES ANCIENS GRANDS BUREAUX DES ENTREPRISES METALLURGIQUES A DENAIN

Des friches métallurgiques au coeur de la ville de Denain

Situation à la fin des années 80



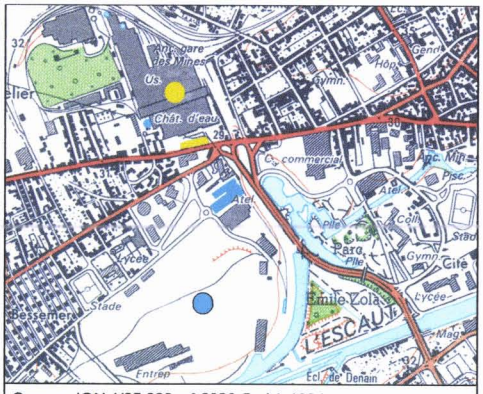
Source : Bruyelle P., Mérenne B., Revue belge de géographie, 1992 (carte modifiée par Ch. Liefooghe)

0 250 m

friche de l'industrie métallurgique

friche d'exploitation houillère

Situation en 1993



Source : IGN 1/25 000, n° 2606 O, éd. 1994 (modifiée par Ch. Liefooghe)

0 125 m

friche Fives-Cail

anciens bureaux de Fives-Cail, en friche

ancienne friche Usinor

anciens bureaux d'Usinor , réhabilités pour l'accueil de centres de formation et d'entreprises

Les anciens bureaux de Fives-Cail, friche en attente d'un projet de rénovation urbaine

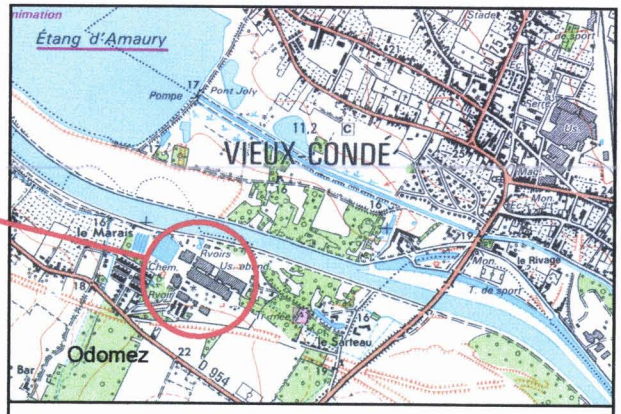
Photo : Ch. Liefooghe, juin 2000

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

DOCUMENT N° 78

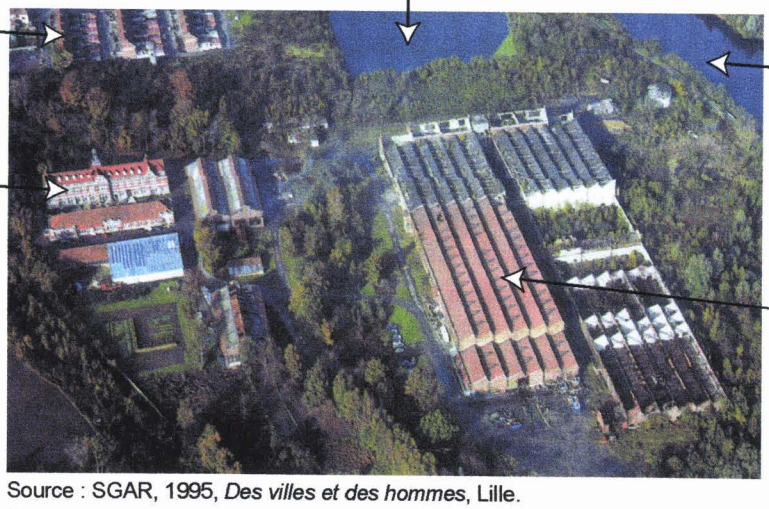
LA FRICHE "SOIERIE KUHLMANN" A ODOMEZ

La soierie Kuhlmann, au sud de la ville minière de Vieux-Condé, entre Valenciennes et la frontière belge



Source : IGN 1/25 000, n°2605 est éd. 1987 — 0 250 m

Un site industriel intégré, aujourd'hui en friche



Source : SGAR, 1995, *Des villes et des hommes*, Lille.
Photo : Phot'R pour l'Etablissement Public Foncier

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

DOCUMENT N° 79

REHABILITATION DE FRICHES PRODUCTIVES A DESTINATION DE SOCIETES DE SERVICES dans l'agglomération de Valenciennes

Le "Bâtiment N°1" à proximité de la gare et du centre ville ①

Source : Nord Entreprendre, *Annuaire 1997*

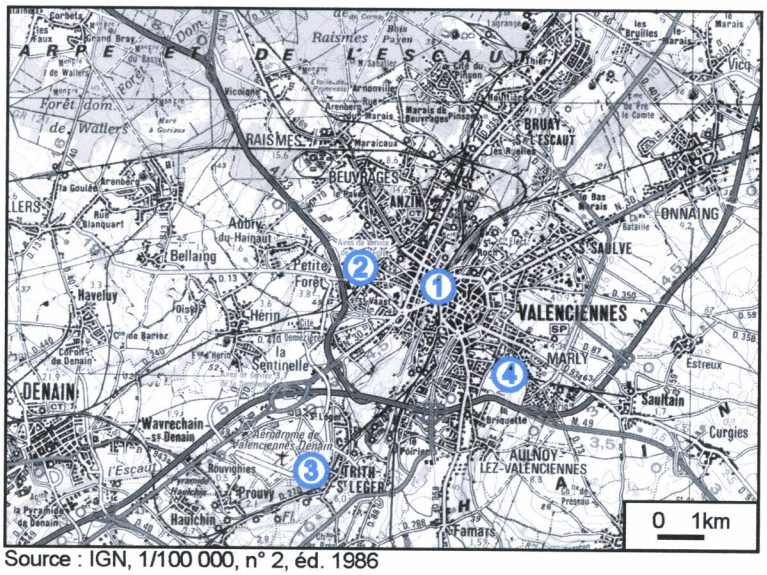
Architecture "Modern style" des années 30

"Palais des ondes" jusqu'en 1940

Siège d'une entreprise jusqu'en 1993

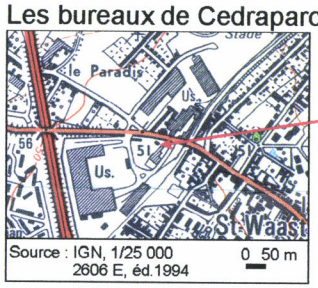
Acheté par la CCI de Valenciennes et réhabilité en "immeuble intelligent"

Location à la carte de bureaux équipés



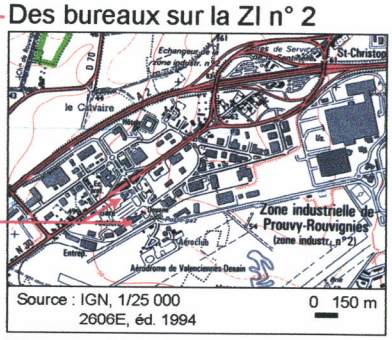
Source : IGN, 1/100 000, n° 2, éd. 1986

② Les bureaux de Cedraparc



Dans un faubourg industriel, des bureaux des années 70-80 réhabilités et loués à des sociétés de services

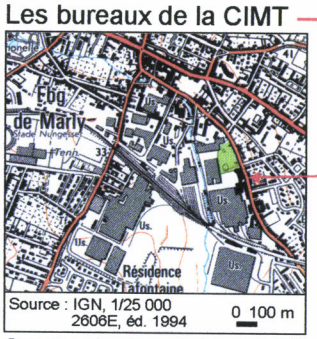
③ Des bureaux sur la ZI n° 2



"Bureaux d'Archôtel" : hôtel pour routiers désaffecté et transformé en locaux pour sociétés de services

"Bureaux des transitaires", loués à des sociétés de services après la disparition du service des douanes

④ Les bureaux de la CIMT

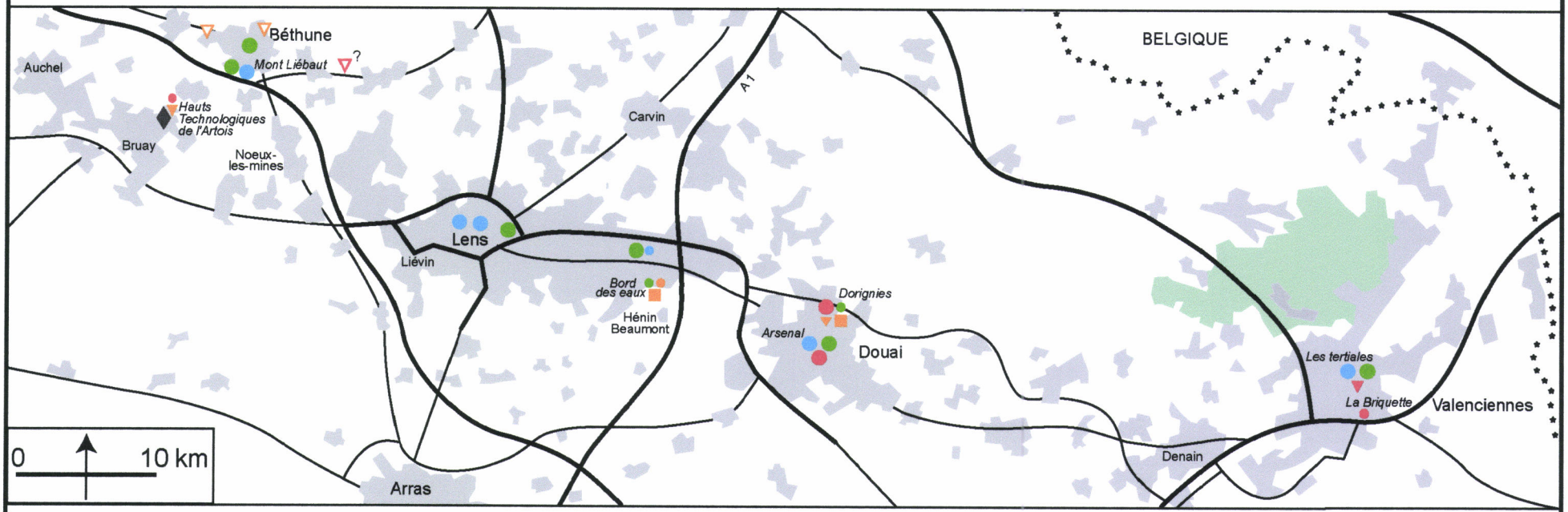


Construction ferroviaire en faillite
Bâtiments industriels en partie détruits (encore visibles ici)
Bureaux réhabilités par la Communauté de communes et loués à des sociétés de services

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

DOCUMENT N° 80

L'IMMOBILIER DE BUREAU RECENT DANS L'ANCIEN BASSIN HOUILLER DU NORD-PAS-DE-CALAIS



Types d'immobilier	Occupants	Services aux entreprises Multimédia	Services aux entreprises Multimédia Négoce inter-entreprises	Services aux entreprises autre tertiaire privé Services publics	Services publics Assurances (santé) Immobilier / CCI	Grandes entreprises de l'industrie automobile
Immeubles de bureaux	1 bâtiment	●	●	●	●	
	2 bâtiments et plus	●		●	●	
Bureaux avec locaux techniques	2 bâtiments et plus		■			
Pépinière d'entreprises à vocation tertiaire	existante	▼	▼			
	en projet	▽	▽			
Centre de recherche publique avec locaux de R&D à louer						♦

Services aux entreprises : informatique, conseil, publicité, services juridiques, comptables et de gestion, architectes, ingénierie, contrôle et analyse technique

zone urbanisée

forêt de Saint Amand - Raismes

autoroutes et voies rapides

autres axes routiers structurants

frontière internationale

Sources : CCI, structures intercommunales,
Service d'urbanisme des communes,
Repérage sur le terrain par Ch. Liefooghe

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000
Fond de carte : d'après carte de la D.R.E. (SGAR, 1995)

DOCUMENT N° 81

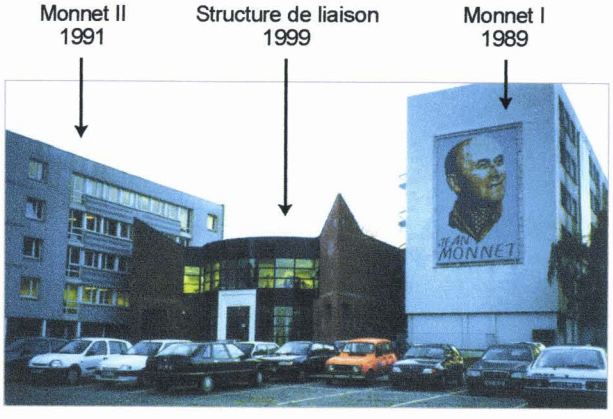
BUREAUX ET RESTRUCTURATIONS URBAINES A BETHUNE

En marge du centre ville, une zone de bureaux pour des services publics (hôtel de police, ANPE, CPAM, VNF) en lieu et place de l'ancien hôpital

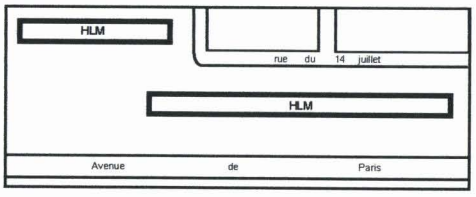
Un premier projet de bureaux pour services privés et d'hôtels n'a pu voir le jour

1994 : architecture moderne
et patrimoine hospitalier réhabilité
pour le siège décentralisé de
Voies Navigables de France

Des HLM aux bureaux dans la ZUP du Mont Liébaut (sud de Béthune) : le centre tertiaire Jean Monnet



Situation initiale : HLM des années 70



1989 : création d'un pôle d'emplois dans la ZUP du Mont Liébaut

Réhabilitation de barres HLM
Construction d'un bâtiment
de liaison entre les deux barres

Transformation en bureaux
pour services publics et
sociétés de services privées

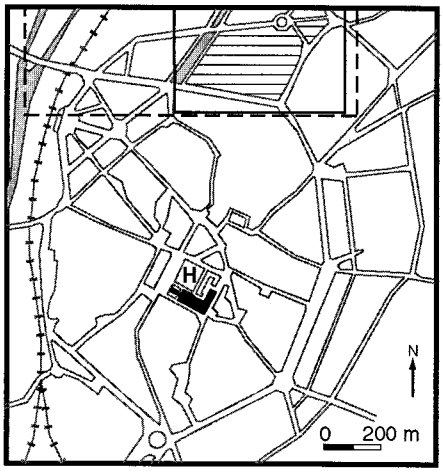
Façade de Monnet I côté avenue de Paris

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000
Photos : Ch. Liefooghe, novembre 1999
Sources : Service développement économique et service urbanisme de la mairie de Béthune

DOCUMENT N° 82

VALENCIENNES : LES TERTIALES ET LE PROJET COEUR DE VILLE

VALENCIENNES
Localisation des opérations



H hôtel de ville

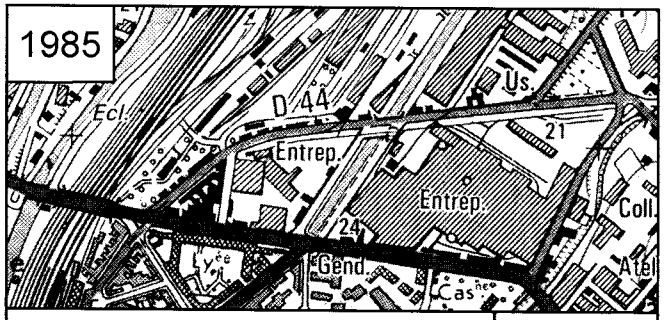
projet "coeur de ville" : logements, bureaux pour professions libérales, commerces

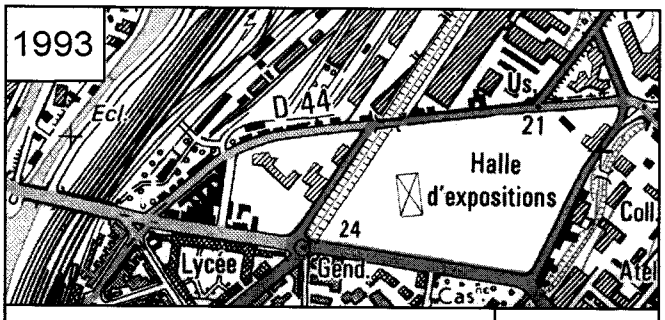
opération "les Tertiales", sur une ancienne friche industrielle

cadrage des extraits cartographiques

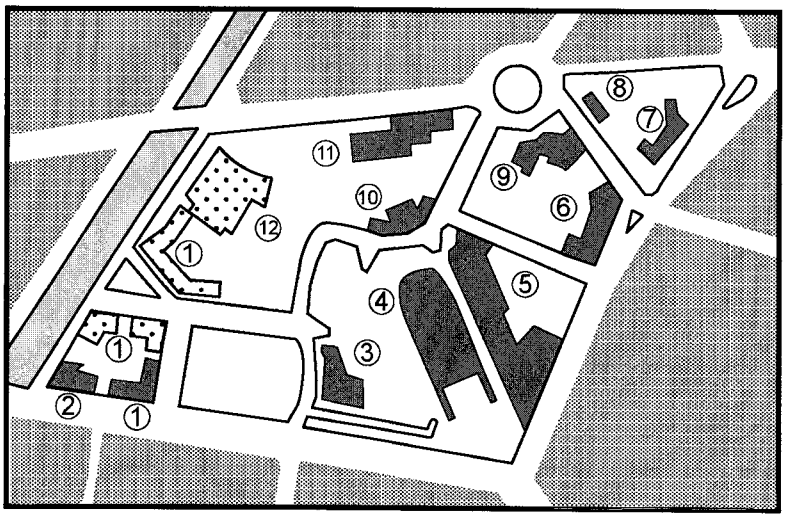
cadrage du croquis sur "les Tertiales" en 1999

De l'emprise industrielle intra-urbaine ...
à la friche nettoyée,
en attente d'aménagement





LES TERTIALES : détail des aménagements en 1999



tissu urbain
bâtiment construit
bâtiment en projet

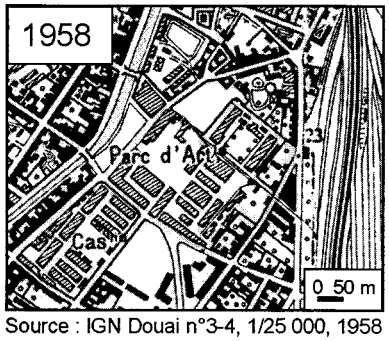
① logements
② bureaux
③ CCI formation
④ théâtre
⑤ université
⑥ ASSEDIC
⑦ C.E.R.T.I.
⑧ M.A.I.F.
⑨ centre multimédia
⑩ D.D.T.E.
⑪ concessionnaire automobile
⑫ salle de sports

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000
Sources : Ville de Valenciennes, carte des équipements et projets, réalisée par Act' team, avril 1999
Plan de masse des Tertiales, S.I.G., service urbanisme de Valenciennes, septembre 1999

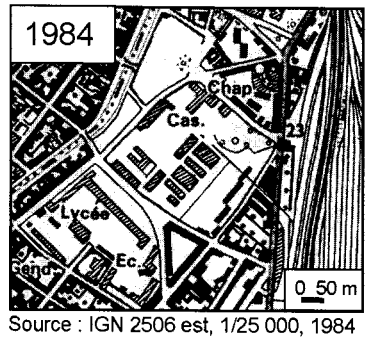
DOCUMENT N° 83

DOUAI : RESTRUCTURATION DU QUARTIER DE L'ARSENAL AU PROFIT DES ACTIVITES DE SERVICES

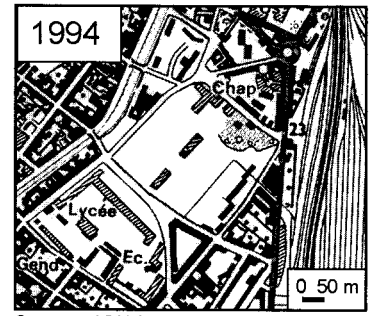
Cession et réutilisation progressive des emprises militaires du quartier de l'arsenal



Source : IGN Douai n°3-4, 1/25 000, 1958



Source : IGN 2506 est, 1/25 000, 1984



Source : IGN 2506E, 1/25 000, 1994

Vue aérienne du quartier de l'arsenal en 1988 : le pôle tertiaire prend forme

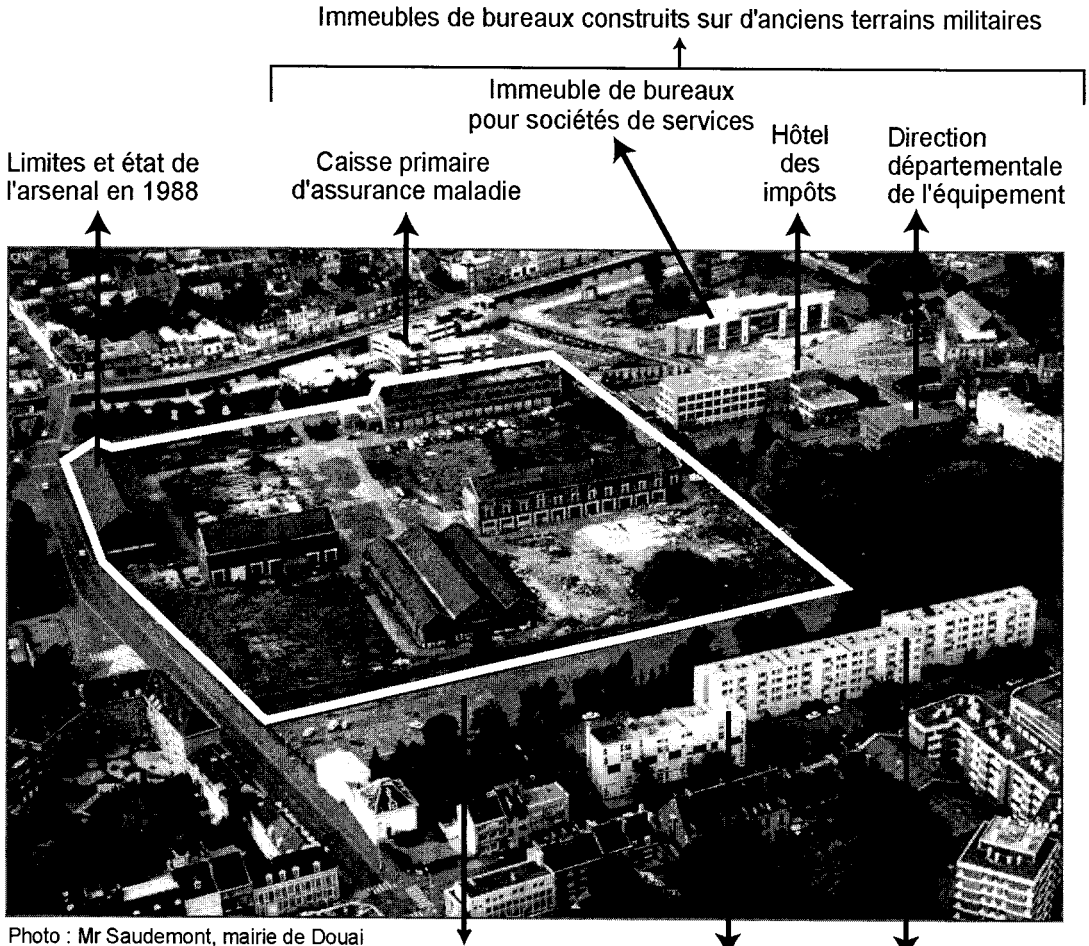
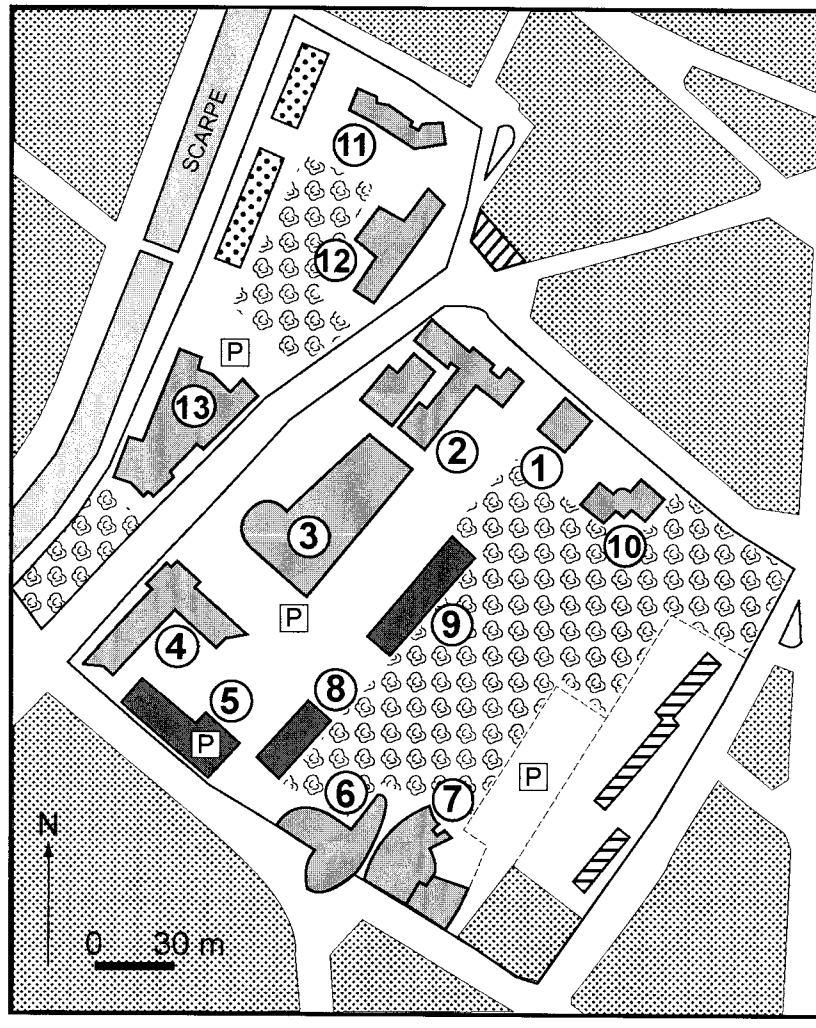


Photo : Mr Saudemont, mairie de Douai
Vue aérienne oblique vers le nord-ouest

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000
Source : Mr Saudemont, adjoint au maire à l'urbanisme, Douai

DOCUMENT N° 84

DOUAI : LE CENTRE TERTIAIRE DE L'ARSENAL



bâtiment de l'arsenal réhabilité

résidence antérieurement réservée aux militaires

tissu urbain environnant

zone verte aménagée

bâtiment neuf à usage de bureaux

bâtiment neuf à usage de logements

bâtiment neuf à usage de logements et cabinets médicaux

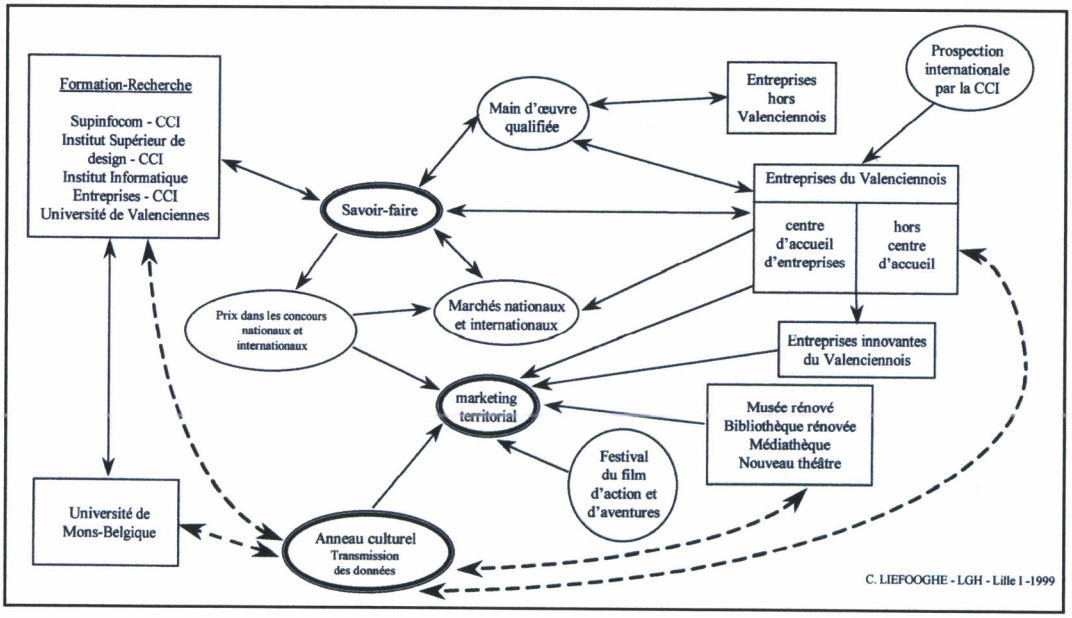
1. Direction Départementale de l'Equipement
2. Hôtel des impôts
3. Hôtel de police
4. ADEME, Maison du Conseil Général, société immobilière
5. parking couvert
6. Agence de l'eau
7. Douai Trade Center
8. école de musique (projet)
9. résidence pour étudiants
10. experts comptables
11. comptables, ANPE, CRAM
12. cabinets conseil, ingénierie, avocats fiscalistes
13. Caisse Primaire d'Assurance Maladie

Conception et réalisation : Ch. Liefooghe, Laboratoire de Géographie Humaine, USTL, 2000
Sources : Monsieur Saudemont, adjoint au maire à l'urbanisme, Douai / observations sur le terrain
Fond cartographique : extrait du cadastre au 1/1500

DOCUMENT N° 85

VALENCIENNES PARIE SUR LE NUMERIQUE

Le pôle image : les composantes du projet territorial



Les Ateliers numériques, dans le nouveau quartier des Tertiales

Photo : Ch. Liefooghe, juin 2000

Bureaux et ateliers clés en main pour start-up en production numérique

Mise à disposition d'outils multimédia de qualité : studio son numérique
station graphique de création 3D
régie vidéo numérique

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

DOCUMENT N° 86

DE L'ESPACE MINIER A LA CREATION DE BUREAUX SUR LA ZONE D'ACTIVITES DE DOUAI-DORIGNIES

1992-1999 : construction de l'Espace DouaiZi

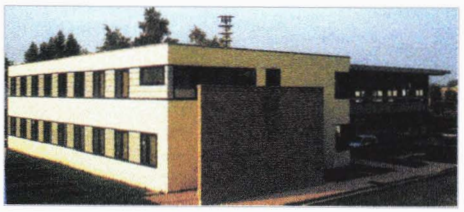
1992 : L'hôtel d'entreprises

La Tour Delta pour les bureaux
Deux ailes d'ateliers et bureaux associés

Location en bail précaire
Cafétéria, point courrier, salle de réunion
Centre de services aux entreprises
(secrétariat, salles de réunion, etc)

Le Centre Tertia

1000 m^2 de bureaux modulables
pour des sociétés de services
Location en bail 3-6-9

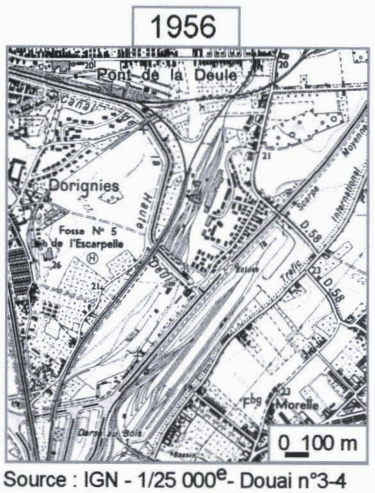


Les Triades

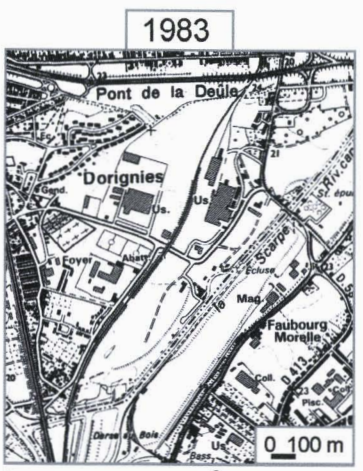
Immeuble de bureaux pour
activités tertiaires, construit
pour répondre à la saturation
rapide du Centre Tertia

Janvier 2000 : mise en service de la rûche d'entreprises de l'Espace DouaiZi

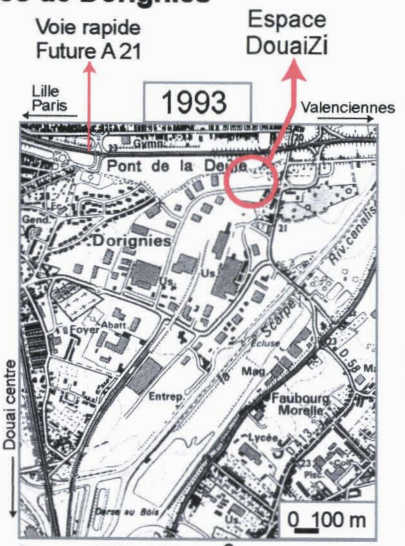
Du faubourg minier au nord de Douai à la zone d'activités de Dorignies



Source : IGN - 1/25 000e- Douai n°3-4
édition 1958



Source : IGN -1/25 000e, édition 1984
Douai n° 2506 est

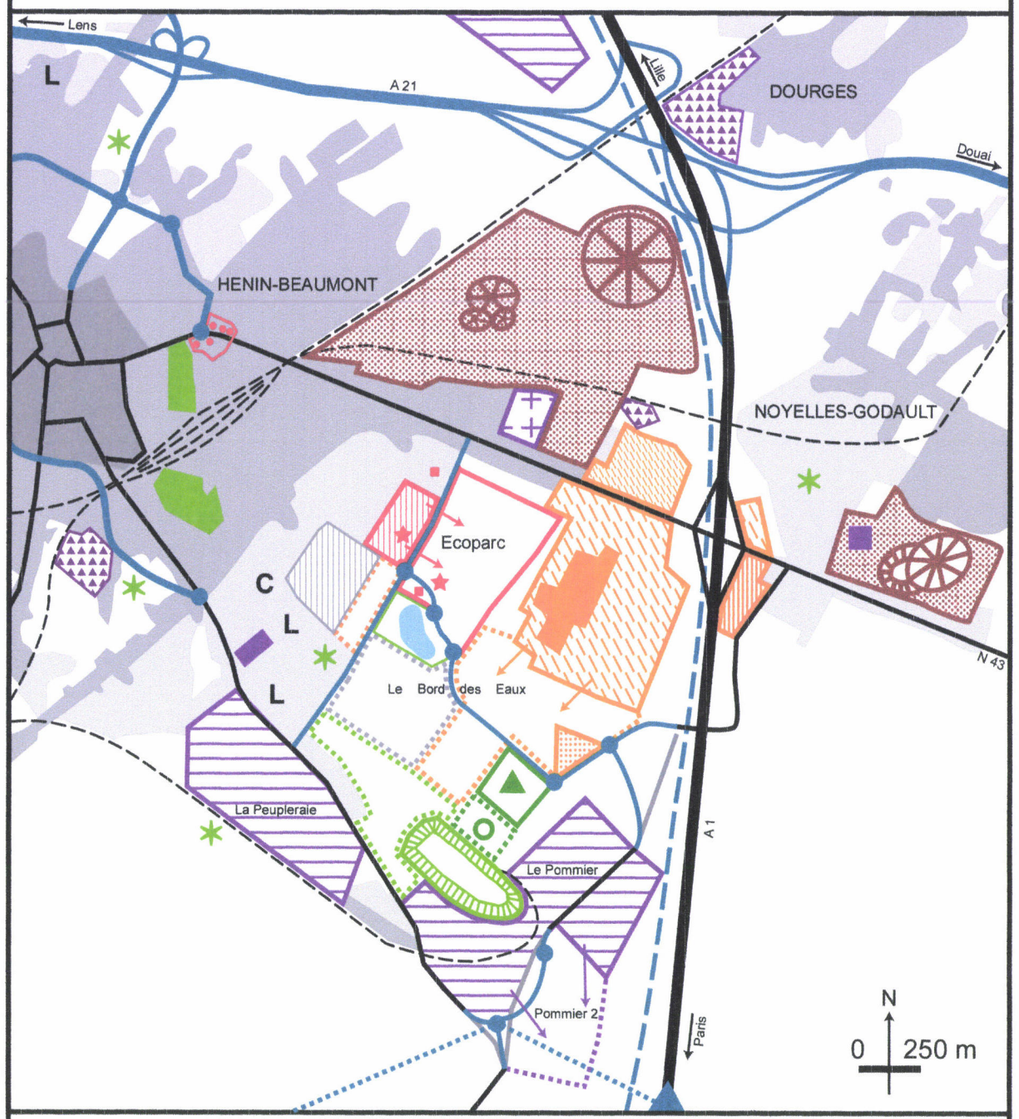


Source : IGN -1/25 000e, édition 1994
Douai n° 2506 E

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000 / Photos et sources : documents du SMAEZI, Douai-Dorignies

DOCUMENT N° 87

DE LA MINE AU TERTIAIRE DANS LE COULOIR DE L'AUTOROUTE A1 AU DROIT D'HENIN-BEAUMONT ENTRE 1959 ET 2000



Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000
Sources : carte IGN au 1/25 000e de Carvin n° 5-6 (levés de 1959)
cartes IGN au 1/25 000e série bleue n° 2505 O (ed. 1995) et 2506 O (ed.1994)
plan de la ville d'Hénin-Beaumont, INTERSTICE Sarl, décembre 1997
extrait du POS pour la ZAC du Bord des eaux (Hénin-Beaumont)
photographie aérienne verticale d'Hénin-Beaumont en 1997
service urbanisme et secrétariat général d'Hénin-Beaumont
service urbanisme de Noyelles-Godault

LEGENDE

Développement des infrastructures

- autoroute Lille-Paris (1957)
- "rocade minière" (1970) transformée en autoroute A 21
- échangeur prévu pour 2001
- axe routier important en 1959
- nouveau contournement urbain
- nouvelle voie routière
- nouveau carrefour giratoire
- axe routier prévu
- axe routier ancien déclassé
- voie ferrée existante en 1959
- emprise de la voie TGV (1993)

Poursuite de l'étalement urbain

- noyau urbain dense en 1959
- tissu urbain lâche en 1959
- tissu urbain lâche en 1995
- opération ZAC du Bord des Eaux maisons individuelles (1995-2000)
- même opération en projet

Bureaux et tertiaire d'entreprise

- Ecoparc du Bord des Eaux
- extension prévue de l'Ecoparc
- bureaux "en blanc" pour location
- bâtiment de bureaux d'entreprise privée
- opération GIRZOM : disparition d'habitat minier ; construction de bureaux pour services publics, parapublics et privés

Renforcement de l'encadrement scolaire et sportif

- C collège
- L lycée classique ou technique
- installations sportives et stades

Les traces de l'activité minière

- friche minière en cours de requalification
- terrils exploités pour les schistes
- terrils conservés pour la mémoire
- terril transformé en "base de loisir"

De l'industrie aux parcs d'activités

- emprise industrielle en 1959
- zone artisanale créée sur friche minière
- parc d'activités à dominante industrielle
- parc d'activités en projet
- bâtiment industriel hors ZA

Du centre commercial au parc d'activités commerciales et de loisirs

- centre commercial initial (1970)
- zone commerciale

zones en cours de remplissage

- commerce et restauration
- zone à dominante hôtelière
- restauration
- extension prévue de la zone commerciale
- complexe cinématographique (1999)
- projet d'équipement de loisir

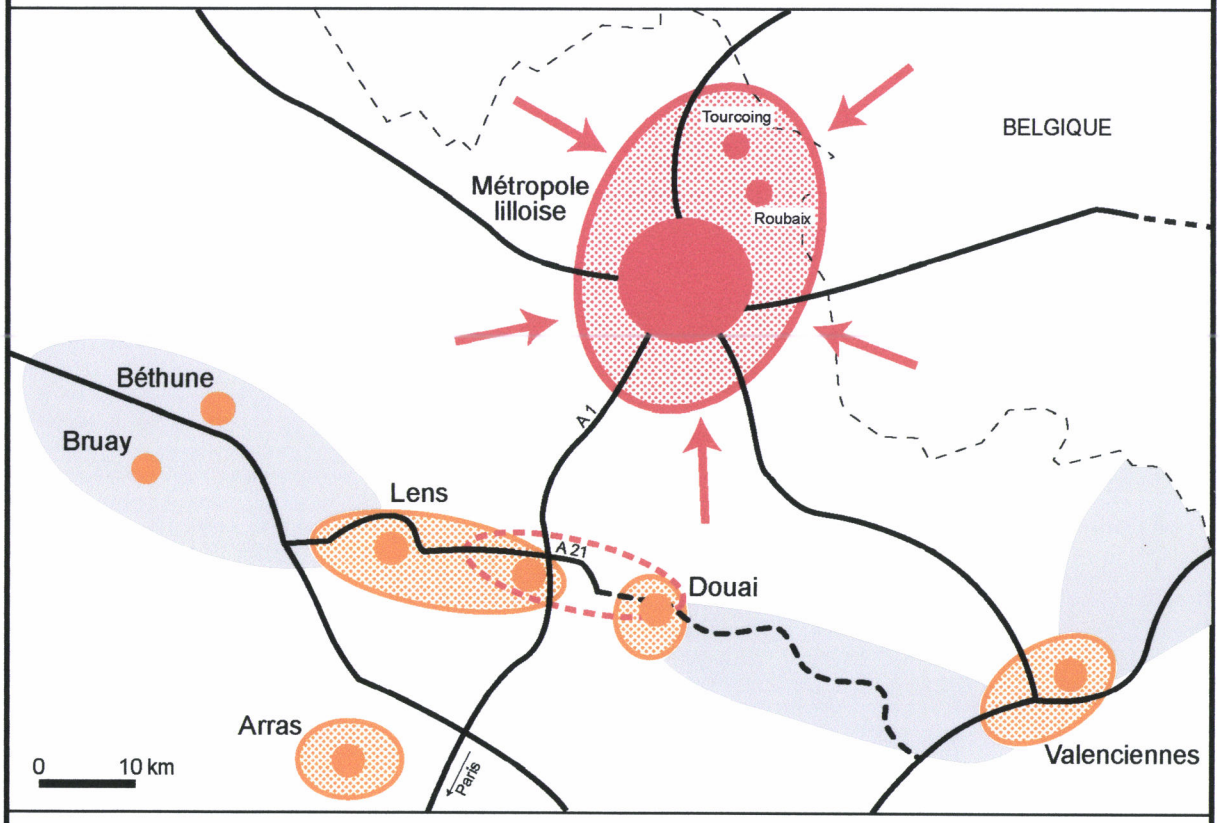
Préserver un espace naturel en ville

- parc urbain
- création d'un plan d'eau et d'un espace vert (2000)
- trame verte à préserver au sein de la ZAC du Bord des Eaux

DOCUMENT N° 88

DYNAMIQUE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE BUREAUX

Le différentiel Métropole lilloise - ancien bassin houiller dans le Nord-Pas-de-Calais



Zone de polarisation métropolitaine de la demande de bureaux

Forte demande de bureaux et multiplication des programmes d'immobilier de bureaux neufs

Pôle métropolitain secondaire

Polarisation de la demande privée et publique ; embryon d'offre d'immobilier de bureau neuf

Demande instable ; offre de bureaux de seconde main

Attractivité potentielle des zones d'activités en périphérie urbaine

Demande très faible ; absence de projets d'immobilier de bureau

Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

DOCUMENT N° 89

DEMANDE EN IMMOBILIER DE BUREAU DANS L'ANCIEN PAYS MINIER DU NORD-PAS-DE-CALAIS A LA FIN DES ANNEES 90 : SURFACES ET LOCALISATIONS

	Surfaces les plus demandées par les entreprises privées	Localisations recherchées
Béthune	moins de 50 m^2	centre ville
Bruaysis	moins de 50 m^2	zones périphériques
Entre Béthune-Bruay et Lens-Liévin	pas de demande signalée	
De Lens-Liévin à Hénin-Beaumont-Carvin	50-100 m^2 300-400 m^2	centres villes et zones périphériques
Douai et ouest du Douaisis	20-45 m^2 100 m^2 200-300 m^2	centre ville et zones périphériques
Est du Douaisis et Denaisis	pas de demande	
Valenciennes et ses environs	moins de 200 m^2	centre ville et zones périphériques
Entre Valenciennes et la frontière belge	pas de demande signalée	

Tableau établi par Ch. Liefooghe (LGH, USTL, 2000) d'après les déclarations de responsables en immobilier d'entreprise des CCI de Béthune, Lens, Douai, Valenciennes ; de responsables en développement urbain ou économique des mairies de Béthune, Lens, Hénin-Beaumont, Douai, Valenciennes, et d'intercommunalités (Communautés de communes du Béthunois, du Bruaysis, de la vallée de l'Escaut, SMAEZI, SIRSA), d'agences immobilières de Lille et de l'ancien bassin minier.

DOCUMENT N° 90

PRIX DES BUREAUX EN LOCATION

COMPARAISON BASSIN MINIER / LILLE METROPOLE

Prix des surfaces de bureau dans l'ancien bassin minier du Nord-Pas-de-Calais

2ème semestre 1999 en FHT/m²/an	Location de bureaux	
	Prix moyen	Bureau de qualité
Zone CCI Lens	500	-
dont Lens centre	650	-
Lens autre zone	550/600	-
Hénin-Ecoparc	450/480	-
Douai centre	600	-
Douai Espace DouaiZI	450	-
Valenciennes centre	500	650/1000
Valenciennes périphérie	350/400	> 500

Tableau reconstitué par Ch. Liefooghe (LGH, USTL, 2000) d'après les déclarations des responsables en immobilier d'entreprise des CCI de Lens, de Valenciennes, et du SMAEZI de Douai, interrogés fin 1999.

Prix des surfaces de bureau dans la métropole lilloise

2ème trimestre 1999 en FHT/m²/an*	Location de bureaux	
	Prix moyen	Mini / Maxi
Lille centre	670	550/900
Euralille	850	840/850
Lille périphérie	588	570/760
Grands boulevards	650	650
Roubaix	-	-
Tourcoing	600	600
Villeneuve d'Ascq	533	530/595

Source : Observatoire des Bureaux de Lille Métropole, CCI-LM, 1999, n° 82.
* "Compte tenu du peu d'opérations, les prix moyens des surfaces offertes à la location [...] sont à analyser avec précaution" (OBLM)

Prix moyen des bureaux en location dans la métropole lilloise

en FHT/m2/an	Neuf	Seconde main
Movenne 1998	758	583
Moyenne 1999	812	602

Sources : OBLM, 1998 et 1999

Part des transactions réalisées entre 500 et 700 FHT/m²/an en bureaux neufs ou de seconde main sur Lille Métropole*

	Neuf	Seconde main
1997	55 %	70 %
1998	40 %	66 %

Source : APIM/CCI, Lille métropole Immobilier, 1999
*L'augmentation des prix entre 97 et 98 est de 3,5% dans le seconde main et de 4,8% dans le neuf

ANNEXES

ANNEXE N° 1

LISTE DES INSTITUTIONNELS RENCONTRES

Année	Organisme	Commune	Interlocuteur	Fonction
1994	CCI	Valenciennes	Mr Lechelle	directeur service industrie
	Conseil Général du Nord	Lille	Mr Tournay	direction de l'action économique
	Nord-Pas-de-Calais Développement	Lille	Mr Cousin	chargé de mission pour les ZIP
	Pôle de conversion	Valenciennes	Mr Drécourt	directeur
	Valuval	Valenciennes	Mr Maisonnave	directeur
1995	Boutique Espace	Anzin	Mr Crepel	
	CCI	Béthune		responsable services
	CCI	Lens		chargé de communication
	CCI	Valenciennes	Mme Ferry	opération Performance +
	CCI	Valenciennes	Mr Fine	ancien directeur du pôle de conversion de Valenciennes
	Comité de développement économique du liévinois	Liévin	Mme Constant	directrice de la pépinière de Liévin
	DRIRE	Valenciennes	Mr Puchalski	chef du groupe de subdivision
	FINORPA	Lens	Mr Duvivier	directeur
	FINORPA	Valenciennes	Mr Silvert	chargé d'affaires
	Ruche d'entreprises	Denain	Mr Montaigne	directeur
	Sodie	Valenciennes	Mr Delloye	chargé d'affaires
1996	ADITEC	Béthune		directeur
	Agric catho	Lille	Mr Petit	formation environnement
	ARD	Lille	Mme Godard	service création d'entreprises
	CCI	Douai	Mr Verlaine	président
	CCI	Valenciennes	Mr Kloeckner	ancien directeur de la CCI
	CDF	Billy Montigny	Mr Pepek	responsable communication
	CITTN	Helemmes	Mr Leroy	directeur
	Conseil Régional	Lille	Mr Petit	entreprises et environnement
	Douai Trade Center	Douai	Mr Brillez	responsable de service
	EDF	Valenciennes	Mr Foin	responsable centre local
	Mairie	Liévin	Mr Kucheida	maire
	PLIE de Lens-Liévin	Loos-en-Gohelle	Mr Glangetas	directeur
	Réseau NPC technologies	Lille	Mr Pruvost	animateur réseau
	Réseau NPC technologies	Lille	Mr Pruvost	animateur réseau
	Ruche d'entreprises	Roubaix	Mme Debrabant	directrice
	Véritas	Valenciennes		directeur
			Mr Klein	
1997	CCI	Valenciennes	Mme Devos	organisation salon Comedit
	Conseil Régional	Lille	Mr Schneiderman	
	Maison des Professions	Marcq-en-Baroeul	Mr Bayart	directeur de la Cité de échanges
	Sous-préfecture	Valenciennes	RDT	
1999	CCI	Douai	Mme Januszek	chargé de mission immobilier
	CCI	Douai	Mr Beulques	chargé de mission développement industriel et environnement
	CCI	Douai	Mr Gratepanche	directeur
	CCI	Douai	Mr Martin	développement des entreprises
	CCI	Valenciennes	Mr Lechelle	opération Mission ferroviaire
	Conseil Régional	Lille	Mr Lejeune	accompagnement des entreprises
	DRIRE	Douai	Mr Darguesse	développement industriel et technologique

ANNEXE N° 2

LISTE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES INTERROGEES

Année	Organisme	Commune	Interlocuteur	Fonction
1996	CDF	Billy Montigny	Mr Pepek	responsable communication
	CERCHAR	Mazingarbe		
	JET SAC	Auchel	Mr Chomez	chef d'entreprise
	Mac Cain	Harnes		directeur de l'établissement
1997	HOP	Quiévrechain		
	Imprimerie Glineur	Valenciennes	Mr Glineur	chef d'entreprise
	Mig Cycles	Marly		
	Mr Dumez	Lens		chef d'entreprise en retraite
	Securecelec	Vendin-le-Vieil		
	SEVELNORD	Hordain		
	Siège Confort	La Couture		
	STA	Ruitz		
	Valourec	Paris	Mr Rivoalen	responsable logistique
1998	Française de mécanique	Douvrin		
1999	Le petit cuisinier	Hénin Beaumont	Mr Louis	

ANNEXE N° 3

LISTE DES SOCIETES DE SERVICES AUX ENTREPRISES

DOMAINE	ANNEE CREATION	NOM	APE	COMMUNE
COMMERCIAL	1996	Odermath	511C	Valenciennes
CONSEIL	1989	Brain International		Boulogne
	1992	BVD Consultant		Mouscron
		Gescom		Lille
	1975	Innovation & prestations		Lille
	1996	IQ Control		Lille
	1984	MOA		Lille
	1990	OGIP - QUALITE		Douai
	1988	OGIP Organisation		Douai
	1999	Wins Philippe		Saint-Amand-les-Eaux
CONTROLE	1894	AINF		Seclin
	1874	APAVE	743B	Lille / Valenciennes
	1941	CEP		Paris / Lille
	1969	CEP		Marcq-en-Bareul
	1989	CEP		Liévin
	1992	CSI		Saint-Amand-les-Eaux
	1990	EURO Techni Contrôle		Lens
	1967	Jacques Donnay		Raismes
	1945	Lloyd's		Valenciennes
	1990	PREVENTEC		Lille
	1993	SGS		Denain
	1954	Socotec		Lesquin / Valenciennes
	1828	VERITAS		Valenciennes
ENVIRONNEMENT	1994	Airèle	741G	Douai
	1991	Apinord	451A	Rieulay
	1996	ATE Nord	900C	Douai
	1985	Cerbia	731Z	Douai
	1947	CERCHAR		Mazingarbe
	1990	Cereco	731Z	Hordain
	1990	ERC		Fresnes-sur-Escaut
	1991	Ineris		OISE
	1995	Lamnord - VNA	741G	Villeneuve d'Ascq
	1993	Ophrys	742C	Douai
		Réseau Environnement		Beauvais
	1990	SMC2	741G	Billy-Montigny
	1948	Socor		Douai
INFORMATIQUE		Atos	72	Seclin
	1989	C2A Informatique		Béthune
	1993	Iode	721	Douai
	1986	PROSYST	722Z	Valenciennes
	1990	Tetra Informatique	723Z	Douai
INGENIERIE	1993	Abramatic	294E	Verquin
	1990	AEI		Archicourt
	1990	Amodiag		Valenciennes
	1988	Aquarese	742C	Béthune
	1986	Aretec	742C	Lens
	1975	ATI		Marly
	1980	BERIM		Douai
	1992	Béture Conseil	742C	Lille
	1973	CDF Ingénierie		Douai

INGENIERIE	1989	CIMES		Valenciennes
	1990	COGETEC	742C	Marly
	1971	Decobecq		Odomez
	1988	Dussart Daniel		Onnaing
	1960	Garczynski & Traploir		Villeneuve d'Ascq
	1994	Heidel France		Arras
	1984	Mr Mesnil - ingénieur conseil		Lille
	1980	NEA		Villeneuve d'Ascq
	1995	PHF Création	742C	Saint Saulve
	1955	Ricquart Ingénierie		Arras
	1972	Seca	742C	Valenciennes
	1993	Sofilog - Logetud		Saint-Amand-les-Eaux
	1997	Techni Terra	742C	Valenciennes
MAINTENANCE	1990	GAME	742C	Douai
	1990	GMT		Billy - Montigny
	1991	MEM		Vendin
	1975	Sami		Denain
	1970	Séma Phore		Tourcoing
PUBLICITE	1988	ACU	744B	Douai
	1995	Agence Star	748	Onnaing
	1979	Agrippa Communication	744B	Lens
	1988	Allard H, fonctionnement	45	Provin
	1995	As-Tu-Vu	921B	Valenciennes
	1994	Billin Denis	744B	Roost Warendin
	1995	Comecom	744B	Marly
	1985	Compotype	222G	Lecelles
	1989	Editions Spratbrow	221A	Marly
	1984	Futur Proche		Douai
	1904	Glineur	212L	Maing / Valenciennes
	1988	Groupe Ivoire Bleu		Saint Hilaire Cottes
	1990	Hop - Publicité	222J	Quiévrechain
	1995	Image et publicité	744B	Estrée blanche
	1995	Image Pro Com	921B	Valenciennes
		Intégral Studio	744B	Hénin Beaumont
	1990	Jaune Citron	741G	Liévin
	1989	Kuro	741G	Caudry
	1974	La Boîte à images	748A	Marly
		Lebreux Publicité Sarl	744B	Valenciennes
	1993	Newcom	516L	Valenciennes
	1993	Orane	744B	Béthune
	1990	Pagine	741G	Douai
	1976	Photos Benitez	748A	Anzin
	1992	Piasecki Pierre	744B	Denain Valenciennes
		Planet Image	921	Tourcoing
	1982	S.E.P.T.	173Z	Valenciennes
	1992	Samuel Dhote	923	Saint Amand les Eaux
	1980	Studio Legrain	744B	Saint Hilaire Cottes
	1995	Tutti Frutti	744B	Lens
	1990	ZAPPE		Valenciennes

ANNEXE N° 4

LISTE DES SALONS PROFESSIONNELS FREQUENTES

1996	**Ecotop**	Lille	salon des solutions éco-industrielles pour la protection de l'environnement
1996	**Accord**	Douai	journées de rencontres industrielles
1996-97	**International Commercial Club**	Lille	petits déjeuners d'affaires
1997	**Transchannel**	Lille	rencontre européenne des entreprises
1997	**Régiotech**	Lille	salon carrefour de l'industrie
1997	**Com'édit**	Valenciennes	salon des professionnels de la communication et de la chaîne graphique du Valenciennois
1998	**Ifest**	Douai	salon international des technologies de l'environnement
1999	**Atouts entreprises**	Arras	salon des services, des aides financières et du conseil

ANNEXE N° 5

LES SERVICES AUX ENTREPRISES DANS LA NAF 1993

Section I		**TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS**
60		Transports terrestres
61		Transports par eau
62		Transports aériens
63		Services auxiliaires des transports
64		Postes et télécommunications
Section J		**ACTIVITES FINANCIERES**
65		Intermédiation financière
66		Assurance
67		Auxiliaires financiers et d'assurance
Section K		**IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES**
70		Activités immobilières
71		Location sans opérateur
72		**Activités informatiques**
72.1		Conseil en systèmes informatiques
72.2		Réalisation de logiciels
72.3		Traitement de données
72.4		Activités de banques de données
72.5		Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel
73		**Recherche et développement**
73.1		Recherche-développement en sciences physiques et naturelles
73.2		Recherche-développement en sciences humaines et sociales
74		**Services fournis principalement aux entreprises**
74.1		Activités juridiques, comptables et de conseil de gestion
	74.1A	Activités juridiques
	74.1C	Activités comptables
	74.1E	Etudes de marché et sondages
	74.1G	Conseil pour les affaires et la gestion
	74.1J	Administration d'entreprises
74.2		Activités d'architecture et d'ingénierie
	74.2A	Activités d'architecture
	74.2B	Métreurs, géomètres
	74.2C	Ingénierie, études techniques
74.3		Activités de contrôle et analyses techniques
	74.3A	Contrôle technique automobile
	74.3B	Analyses , essais et inspections techniques
74.4		Publicité
	74.4A	Gestion de supports de publicité
	74.4B	Agences, conseil en publicité
74.5		Sélection et fourniture de personnel
	74.5A	Sélection et mise à disposition de personnel
	74.5B	Travail temporaire
74.6		Enquêtes et sécurité
74.7		Activités de nettoyage
74.8		Services divers fournis principalement aux entreprises
	74.8A	Studios et autres activités photographiques
	74.8B	Laboratoires techniques de développement et de tirage
	74.8D	Conditionnement à façon
	74.8F	Secrétariat et traduction
	74.8G	Routage
	74.8J	Organisation de foires et salons
	74.8K	Services annexes à la production dont : *recouvrement de factures* *création de modèles / réalisation de maquettes-volume* *agents littéraires ou artistiques (impressario)/ étalagistes*

Source : INSEE

ANNEXE N° 6

PLACE DES SERVICES AUX ENTREPRISES DANS LE SECTEUR TERTIAIRE

Correspondance entre les secteurs U et T de la comptabilité nationale et les classes de la NAP 1973

U08			**COMMERCE**
U09			**TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS**
	T31		**Transports**, dont
		73	Activités annexes des transports et entrepôts
		74	Auxiliaires de transport et agences de voyages
	T32		**Télécommunications et postes**
U10			**SERVICES MARCHANDS**
	T29		**Réparation, commerce de l'automobile**
	T30		**Hôtels, cafés, restaurants**
	T33		**Services marchands rendus principalement aux entreprises**
		56	Récupération
		76	Holdings
		77	Activités d'études, conseil et assistance
		7701	Cabinets d'études techniques
		7702	Cabinets d'études économiques et sociologiques
		7703	Cabinets d'études informatiques et d'organisation
		7704	Travaux à façon informatiques
		7705	Cabinets d'architecte
		7706	Cabinets de métreurs et géomètres
		7707	Cabinets de conseils en information et en documentation
		7708	Cabinets juridiques, offices publics et ministériels
		7709	Cabinets d'expertise comptable et d'analyse financière
		7710	Créateurs et intermédiaires en publicité
		7711	Régies publicitaires
		7712	Travaux à façon divers
		7713	Prestation temporaire de personnel
		7714	Services divers rendus principalement aux entreprises
		7715	Ordres et syndicats professionnels
		78	Auxiliaires financiers et d'assurances
		79	Promoteurs et sociétés immobilières
		80	Locations mobilières
		82	Enseignement marchand
		83	Recherche marchande
	T34		**Services marchands rendus principalement aux ménages**
U11	T35		**LOCATIONS IMMOBILIERES**
U12	T36		**ASSURANCES**
U13	T37		**ORGANISMES FINANCIERS**
U14	T38		**SERVICES NON MARCHANDS**

Source : INSEE

Activité déplacée vers une autre rubrique dans la NAF 1993

ANNEXE N° 7

CORRESPONDANCES ENTRE LA NES* ET LA NAF**

NES 16 positions	NES 36 positions		NES 114 positions		Divisions, groupes, classes de la NAF		Section de la NAF	
Services aux entreprises	**N 1**	**Postes et Télécommunications**	**N 11**	Activités de poste et de courrier	64.1	Activités de poste et de courrier	I	**Transports et communications**
			N 12	Télécommunications	64.2	Télécommunications		
	N 2	**Conseils et Assistance**	**N 21**	Activités informatiques	72	Activités informatiques	K	**Immobilier, locations et services aux entreprises**
			N 22	Services professionnels	74.1A	Activités juridiques	K	
					74.1C	Activités comptables	K	
					74.1G	Conseil pour les affaires et la gestion	K	
			N 23	Administration d'entreprises	74.1J	Administration d'entreprises	K	
			N 24	Publicité et études de marché	74.1E	Etudes de marché et sondages	K	
					74.4	Publicité	K	
			N 25	Architecture, ingénierie, contrôle	74.2	Activités d'architecture et d'ingénierie	K	
					74.3	Activités de contrôle et analyses techniques	K	
	N 3	**Services opérationnels**	**N 31**	Location sans opérateur	71	Location sans opérateur	K	
			N 32	Sélection et fourniture de personnel	74.5	Sélection et fourniture de personnel	K	
			N 33	Sécurité, nettoyage, services divers aux entreprises	74.6	Enquêtes et sécurités	K	
					74.7	Activités de nettoyage	K	
					74.8	Services divers fournis principalement aux entreprises	K	
			N 34	Assainissement, voirie et gestion des déchets	90	Assainissement, voirie et gestion des déchets	O	**Services collectifs, sociaux et personnels**
	N 4	**Recherche et développement**	**N 40**	R & D	73	Recherche et développement	K	

Source : INSEE
* NES : Nomenclature économique de synthèse
** NAF : Nomenclature d'activités française

ANNEXE N° 8

QUELQUES JALONS DE LA PENSEE ECONOMIQUE ET GEOGRAPHIQUE SUR LE TERTIAIRE ET LES SERVICES

LEGENDE DU TABLEAU			
E	Economie générale	GU	Géographie urbaine
B	Géographie des bureaux	GD	Géographie du développement
SRE	Services aux entreprises "Tertiaire" = mot-clé du titre	GS	Géographie des services

DATE	AUTEUR	OUVRAGE / ARTICLE	THEME
1935	FISHER A.G.B.	*The Clash of Progress and Security,* Londres	E
1940	CLARK C.	*The Conditions of Progress and Security,* Londres	E
1949	FOURASTIE J.	*Le grand espoir du XXe siècle,* Paris	E
1961	GOTTMANN J.	*Megalopolis,* New York	GU
1964	HAUTREUX J., ROCHEFORT M.	*La fonction régionale dans l'armature urbaine française,* Paris	GU
1964	LABASSE J., ROCHEFORT M.	*Le rôle des équipements tertiaires supérieurs dans la polarisation de la vie régionale en Europe occidentale* , Paris	GD
1966	GREENFIELD H.	*Manpower and the Growth of Producer Services,* New York	SRE
1966	GOTTMANN J.	Why the skyscraper ?, *Geographical review* , 56	B
1968	FUCHS V.	*The Service Economy,* New York	E
1970	BABONAUX Y.	*Les activités tertiaires spécifiques dans l'armature urbaine française* , Paris, DAFU	GU
1971	GOTTMAN J.	Géographie des centres transactionnels, *BAGF,* 385	GU
1972	PIQUARD M.	*Les activités tertiaires dans l'aménagement du territoire* , Paris	GD
1973	BELL D.	*The Coming of post-industrial Society,* New-York	E
1973	BONNET J.	Les sociétés de service dans l'agglomération lyonnaise, *RGL* , 3	SRE
1973	TAUVERON A.	Le "tertiaire supérieur", moteur du développement régional, *L'Espace géographique* , 3	GD
1973	VIGARIE, MESNARD	Les interrelations dans le tertiaire supérieur, *Cahiers nantais* , 7	GU
1975	DANIELS P.W.	*Office Location.An Urban and Regional Study,* Londres	B
1975	GODDARD J.B.	*Office Location in Urban and Regional Development,* Londres	B
1975	SAINT-JULIEN T.	Le tertiaire industriel, une réalité peu connue et mal mesurée, *Analyse de l'Espace,* 2	GS
1976	ROCHEFORT M.	*Les activités tertiaires : leur rôle dans l'organisation de l'espace, Paris*	GS
1977	HILL T.P.	On Goods and Services, *The Review of Income and Wealth* , 4	E
1978	GERSHUNY J.	*After Industrial Society,* Londres	E
1978	BASTIE J.	Décentralisation des activités tertiaires en France, *Analyse de l'espace,* 4	GS/GD
1979	BLACKABY F.	*De-industrialisation*	
1979	DANIELS P.W.	*Spatial Patterns of Office Growth and Location,* Chichester	B
1979	STANBACK T.	*Understanding the Service Economy,* Baltimore	E
1980	LIPIETZ A.	Le tertiaire, arborescence de l'accumulation capitaliste : prolifération et polarisation, *Critique de l'économie politique* , 12	E
1981	BEARSE P., KARASEK R., NOYELLE T., STANBACK T.	*Services, the New Economy* , Totowa N.J.	E
1982	Commissariat Général du Plan	*Investissements non matériels et croissance industrielle,* Paris	E
1983	BARCET A., BONAMY J., MAYERE A.	*Les services aux entreprises,* Paris	SRE
1983	GOOTMANN J.	*The coming of the transactional metropolis,* Univ. du Maryland	GU
1984	STANBACK T., NOYELLE T.	*The Economic Transformation of American Cities* , Boulder	GU
1985	Commissariat Général du Plan	*Services consommés par le système productif,* Paris	SRE
1985	DANIELS P.W.	*Services Industries. A Geographical Appraisal,* Londres	GS
1985	NOYELLE T.	*New Technologies and Services* , Univ. du Maryland	
1986	ECALLE F.	*La Révolution tertiaire aux Etats-Unis,* Paris	E
1986	MONNOYER-LONGE, M.-C., PHILIPPE, J.	*Facteurs de localisation et stratégies de développement des entreprises de services,* Aix-en-Provence	GS
DATE	**AUTEUR**	**OUVRAGE / ARTICLE**	**THEME**
1986	PETIT P.	*Slow Growth and th Service Economy* , Londres	E
1987	BARCET A.	*La Montée des services, vers une économie de la servuction,* Lyon	E
1987	DELAUNAY J.C., GADREY J.	*Les enjeux de la société de Service,* Paris	E
1987	EIGLIER P., LANGEARD E.	*Servuction,* Paris	E
1987	GADREY J.	Sur l'effet d'éponge et le nouveau dualisme des services, *Cahiers lillois d'économie et de sociologie,* 9	E

1987	HILL T.P.	*The Economic Signifiances of the Distinction between Goods and Services,* Paris	E
1987	LEYSHON A., DANIELS P. W, THRIFT N. J.	*Internationalisation of Professional Producer Services - the Case of Large Accountancy Firms,* Liverpool	SRE
1988	BAILLY A., MAILLAT D.	*Le secteur tertiaire en question. Activités de service, développement économique et spatial,* Genève	GS
1988	BONAMY J., DE BANDT J., STROBEL P.	Le dynamisme des services aux entreprises, *Revue d'Economie Industrielle,* 43	SRE
1988	BRESSAND A., NICOLAIDIS K.	Les services au cœur de l'économie relationnelle, *Revue d'économie industrielle,* 43	E
1988	PETIT P.	*La croissance tertiaire,* Paris	E
1989	MARTINELLI F.	Services aux producteurs et développement régional, *CLES*	SRE
1989	MOULAERT F.	La production de services et sa géographie, *Cahiers lillois d'économie et de sociologie (CLES)*	GS
1989	ECALLE F.	*L'Economie des services,* Paris	E
1990	CARTERON J-P	*Naissance du secteur des sociétés de services informatiques (1957-1975),* Paris	SRE
1991	CARREZ J.-F.	*Le développement des fonctions tertiaires supérieures internationales à Paris et dans les métropoles régionales,* Paris	GU
1991	DANIELS P.W.	*Services and Metropolitan Development,* Londres	GU
1991	DE BANDT J.	*Les Services,* Paris	E
1991	JANY-CATRICE F.	*Le rôle des services aux entreprises dans l'industrialisation des pays en voie de développement,* Lille	SRE
1991	MAYERE A., VINOT F.	Offre de services et dynamiques urbaines en Rhônes-Alpes, in *Les Dossiers de l'INSEE Rhône-Alpes* n°42	GU
1991	SAUVIAT C.	*Conditions d'émergence et caractéristiques du développement d'un marché de l'expertise et du conseil en France,* Paris	SRE
1991	STANBACK T.	*The New Suburbanization* , Boulder	GU
1991	STEGNER E.	*Industrielle Dienstleistungen in der Strategischen Unternehmensplanung,* Nürnberg	SRE
1992	COFFEY W., BAILLY A.	Producer services and systems of flexible production, *Urban Studies* , 29	SRE
1992	GADREY J.	*L'économie des services,* Paris	E
1992	GADREY J., CALLOUJ C.(*et al.*)	*Manager le Conseil* , Paris	SRE
1992	PHILIPPE J., LEO P.-Y.	*La Dynamique mercapolitaine,* Lille	E/GS
1994	HEGO E.	La difficile démarche de recours au conseil de la part des PME, *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*	SRE
1995	JOUVAUD M.	*Localisation des services aux entreprises : combinaison de facteurs et types d'activités,* Aix-en-Provence	SRE
1995	MARSHALL J.N., WOOD P.A.	*Services and Space. Key Aspects of Urban and Regional Development,* Harlow	GS
1996	ILLERIS S.	*The Service Economy. A Geographical Approach,* Chichester	GS
1996	MONNOYER-LONGE M.-C.	*La métropole bordelaise, dynamique de la localisation des services aux entreprises,* Aix-en-Provence	SRE
1996	WOOD P.	Business services, the management of change and regional development in United Kingdom : a corporate client perspective, *Transactions of the Institute of British Geographers*	SRE

REMARQUE : Ce tableau analytique regroupe à la fois des références inscrites dans notre propre bibliographie et des références (que nous n'avons pu lire) relevées dans divers articles et ouvrages.

LEGENDE DU TABLEAU			
E	Economie générale	GU	Géographie urbaine
B	Géographie des bureaux	GD	Géographie du développement
SRE	Services aux entreprises	GS	Géographie des services
	"Tertiaire" = mot-clé du titre		

ANNEXE N° 9

DIVISION DES ACTIVITES ECONOMIQUES EN TROIS SECTEURS

Allan FISHER (The Clash of Progress and Security, 1935, p. 25 et s.)*

Pour aboutir à une telle généralisation (à propos de ce qui va probablement arriver), il peut être utile de recourir à une vue d'ensemble de l'histoire économique mondiale, selon une division en trois étapes principales, ...

(i.) Lors du *stade de production primaire*, étape que nombre de régions dans le monde n'ont pas encore dépassée, les activités agricoles et pastorales étaient les plus importantes...

(ii.) Lors du *stade de production manufacturière ou industrielle ou secondaire*, ... la production de textile, de fer et d'acier, et d'autres biens manufacturés a rapidement accru les possibilités d'embauche et d'investissement...

(iii.) Le stade « *tertiaire* » commence au vingtième siècle... il devient possible de détourner une part croissante du temps et de l'effort des hommes, et de l'équipement capitalistique vers la production de biens et de services qui ne s'intègrent pas d'emblée, au sens courant du terme, dans l'une ou l'autre des catégories de production primaire ou secondaire, ...

Colin CLARK (The Conditions of economic Progress, 1957, p.490)

Il y a des différences assez grandes et fondamentales entre les lois économiques générales qui dirigent chacun des trois secteurs.
Le premier secteur est *l'agriculture* ... La caractéristique commune des éléments précités, bien sûr, est qu'ils dépendent d'une utilisation directe et immédiate des ressources naturelles.
Le secteur suivant qu'il convient de considérer séparément, à savoir le secteur industriel, est défini comme un procédé, qui n'utilise pas directement les ressources naturelles mais permet la production à grande échelle et en continu de biens transportables. Le reste des activités économiques est habituellement dénommé « activités de service ».

Colin CLARK (note, p. 491)
Pendant un certain temps, l'expression « activités tertiaires » a été utilisée, mais nous considérons que cette expression a maintenant atteint le terme de son utilité et pourrait être remplacée par celle « d'activités de service ».

Jean FOURASTIE (Le Grand Espoir du XXéme siècle, 1949/1989)

J'appellerai *secteur primaire*, les activités de type agricole parce qu'il s'agit d'un secteur traditionnel et qui reste très important, essentiel pour la nourriture et le vêtement de l'homme ; sur longue période, le secteur primaire est à progrès technique moyen.
Le *secteur secondaire* groupera les activités à grands progrès techniques, en pratique le secteur secondaire est donc le secteur industriel.
Enfin le *secteur tertiaire* réunira toutes les autres activités, c'est-à-dire les activités à progrès technique faible.

Source : J. DE BANDT, 1995, *Services aux entreprises : informations, produits, richesses*, Paris, Economica, p.10-11.

* Traduit de l'anglais par C. Liefooghe

ANNEXE N° 10

TYPOLOGIE DES ACTIVITES ET DES FONCTIONS SELON LES DEUX AXES

ACTIVITE PRINCIPALE DES ETABLISSEMENTS (ROLE) / DECOUPAGE FONCTIONNEL DES ETABLISSEMENTS	rech. et dével.	appr. et stock.	organi-sation	exécut. et expl.	gestion et contr.	mainte-nance	commer. et vente
1. FABRICATION							
1.1. Ressources physiques							
1.1.1. matières premières-énergie							
1.1.1.1. électricité, eau, gaz							
1.1.1.2. extraction de matériaux							
1.1.2. agriculture, horticulture, pêche							
1.1.2.1. agriculture							
1.1.2.2. horticulture, sylviculture							
1.1.2.3. pêche							
1.1.3. protection environnement-assainissement							
1.2. Bâtiment, génie civil							
1.2.1. construction							
1.2.2. aménagement, parachèvement							
1.3. Biens manufacturés							
1.3.1. bois, meuble							
1.3.2. cuir, chaussure							
1.3.3. habillement, lingerie							
1.3.4. horlogerie, bijouterie							
1.3.5. métallurgie							
1.3.6. arts graphiques							
1.3.7. autres manufactures							
1.3.8. textile							
1.3.9. minéraux non métalliques							
1.3.10. plastiques, caoutchouc							
1.3.11. papier							
1.3.12. machines, véhicules							
1.3.13. produits alimentaires							
1.3.14. électronique, optique							
1.3.15. tabac							
1.3.16. chimie							
1.3.17. boissons							
2. CIRCULATION							
2.1. Flux physiques et de personnes							
2.1.1. transport de matériel et de personnes							
2.1.2. transactions							
2.1.2.1. commerce de gros							
2.1.2.2. intermédiaires de commerce							
2.2. Flux d'informations							
2.2.1. transmissions de l'information							
2.2.2. traitement de l'information							
2.2.2.1. destinée aux entreprises							
2.2.2.2. destinée à la population							
2.3. Flux financiers							
2.3.1. banques							
2.3.2. assurances							
2.3.3. sociétés financières							
3. DISTRIBUTION							
3.1. Individuelle							
3.1.1. réparation biens-véhicules							
3.1.2. hébergement, restauration							
3.1.3. commerce de détail							
3.1.4. services personnels							
3.2. Collective							
3.2.1. santé							
3.2.2. éducation							
3.2.3. culture, loisir, sport							
4. REGULATION							
4.1. Publique							
4.2. Privée							
4.3. Internationale							
TOTAL							

Source : CEAT (1987)
Document tiré de A. Bailly, D. Maillat, 1988, *Le secteur tertiaire en question*, Genève/Paris, ERESA/Economica.

ANNEXE N° 11

LES DOUZE FONCTIONS STRATEGIQUES SELON L'INSEE

Les emplois relevant de chaque fonction ont été établis à partir d'un croisement des secteurs d'activité et des professions. La source statistique utilisée est le recensement de la population au lieu de travail en 1990 et 1982 (sondage au quart). Les mêmes nomenclatures (à savoir la NAP 600 et la PCS) ont cours à chacune de ces deux dates. L'ensemble des emplois exercés dans les fonctions stratégiques constitue l'emploi stratégique. La grille suivante détaille les secteurs d'activité et les principales professions concernés.

Lien entre emploi stratégique et emploi total.

Sur les 98 plus grandes aires urbaines françaises, on a estimé l'évolution de l'emploi entre 1982 et 1990 par le taux d'emploi stratégique en 1982 et le taux d'évolution de cet emploi entre 1982 et 1990.

Fonction stratégique	Secteurs d'activité	Professions
Commercial-industrie	Industrie (sauf presse-édition)	Cadres commerciaux, ingénieurs et cadres technico-commerciaux, cadres de la publicité et des relations publiques
Gestion	Industrie (sauf presse-édition)	Chefs d'entreprises, cadres (chargés d'études, ressources humaines, gestion courante, administration, finances, entretien)
Informatique	Industrie (sauf presse-édition)	Ingénieurs et cadres spécialisés
Recherche-industrie	Industrie (sauf presse-édition)	Ingénieurs de recherche, études, essais, méthodes, enseignants du supérieur, chercheurs, médecins, architectes
Art	Industrie (sauf presse-édition)	Artisans d'art
	Édition	Chefs d'entreprises, profession de l'information, des arts et spectacles, ingénieurs et cadres
	Autres secteurs	Cadres artistiques des spectacles, artistes (arts plastiques, musique, chant, danse, variétés), auteurs littéraires, scénaristes, dialoguistes, professeurs d'art (hors établissements scolaires), cadres techniques (spectacles vivants et audiovisuels)
Banque-assurance	Assurances, Organismes financiers	Chefs d'entreprises, cadres administratifs et commerciaux, ingénieurs et cadres techniques
Recherche	Administration publique	Chercheurs
	Recherche et enseignement supérieur (marchand et non marchand)	Chefs d'entreprise, ingénieurs, cadres et enseignants
Commerce	Commerce de gros et interindustriel	Petits et moyens grossistes, chefs d'entreprises, cadres
Information	Presse-édition, radio-télévision	Chefs d'entreprises, cadres administratifs et commerciaux, ingénieurs et cadres techniques, professions de l'information, des arts et des spectacles
	Études, conseil et assistance	Journalistes, cadres de la presse de l'édition, de l'audiovisuel, et des spectacles
Services	Activités d'études, de conseil et d'assistance, auxiliaires financiers et d'assurances, promoteurs et sociétés immobilières, location, crédit-bail mobilier et immobilier, organisations économiques (non marchand à caractère public)	Chefs d'entreprises, professions libérales, cadres de la fonction publique, cadres administratifs et commerciaux d'entreprises, ingénieurs et cadres techniques
Télécommunication	Télécommunications et poste	Cadres de la fonction publique
Transport	Tous secteurs de transport (ferroviaires, routiers...)	Chefs d'entreprises, cadres administratifs et commerciaux, ingénieurs et cadres techniques
	Industrie (sauf presse-édition)	Cadres des transports et de la logistique, personnels navigants de l'aviation civile, officiers de la marine marchande

Source : Economie et statistique n° 294-295, 1996, 4/5.

ANNEXE N° 12

QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DE L'OFFRE EN SERVICES AVANCÉS

Salon Atouts Entreprises – Arras – 28 et 29 avril 1999

Remarque : le questionnaire est ici présenté selon une mise en forme réduite afin de diminuer son encombrement dans l'annexe. Certains tableaux sont de ce fait en chevauchement sur deux pages.
Méthodologie de l'enquête : l'enquête a été réalisée avec l'accord des organisateurs du Salon, et avec leur appui pour la communication auprès des 81 entreprises exposantes (auxquelles il faut ajouter 24 institutionnels et 3 associations, hors champ de l'enquête). Le questionnaire a été donné en main propre aux responsables et cadres d'entreprise présents, puis récupéré avec vérification des réponses pour éviter les ambiguïtés.
Résultats : 27 questionnaires récupérés, compte non tenu des entreprises qui n'entraient finalement pas dans le champ de l'étude (pose de clôtures sécurisées, banques et organismes d'assurances par exemple).

CINQ MINUTES POUR MIEUX COMPRENDRE L'OFFRE EN SERVICES AVANCES DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

ADRESSE

Votre société est-elle :

- ☐ une PME indépendante mono-établissement
- ☐ une PME indépendante multi-établissements
- ☐ une filiale ou une agence d'un groupe
- ☐ Autre (précisez) :

CODE APE et/ou TYPE D'ACTIVITE :

Date de création, ou d'implantation, de la société dans le Nord-Pas-de-Calais :

1- Si vous êtes le dirigeant de la société (sinon passez en 4, page 5)

1.1- Etes-vous :
- ☐ le créateur
- ☐ le repreneur
- ☐ le responsable d'une filiale ou d'une agence

1.2- Etes-vous originaire :
- ☐ du Nord-Pas-de-Calais
  - ☐ de la métropole lilloise
  - ☐ de l'agglomération de Béthune ou Lens ou Douai ou Valenciennes (veuillez entourer l'une des quatre agglomérations)
  - ☐ autre commune du Nord
  - ☐ autre commune du Pas-de-Calais
- ☐ d'une autre région

2- Si vous êtes le créateur de la société (sinon passez en 4, page 5)

2.1- S'agit-il de votre première création de société : ?
- ☐ oui
- ☐ non

3- Le choix de la commune d'implantation actuelle

3.1- Si vous êtes le créateur de la société, ou le dirigeant d'une filiale ou d'une agence de groupe extra-régional, le choix de la commune d'implantation de l'établissement principal s'est effectué essentiellement selon les critères suivants : (cinq réponses maximum, en dehors des sous-rubriques)

- ☐ convenance personnelle (ex : proximité du domicile, raisons familiales...)
- ☐ pas de locaux disponibles à ma convenance ailleurs
- ☐ coût immobilier moins élevé
- ☐ volonté de travailler dans un cadre calme et verdoyant

- ☐ image positive du lieu, nécessaire à la bonne marche de vos affaires
- ☐ être dans un milieu informé des dernières nouveautés dans votre métier
- ☐ aides
- ☐ proximité d'un donneur d'ordre
- ☐ profiter d'une zone géographique où le marché était quasiment vierge
- ☐ branchement sur de bons réseaux de transport, c'est à dire :
  - ☐ TGV
  - ☐ autoroute
  - ☐ autre (précisez) :
- ☐ volonté de se trouver dans la métropole lilloise, notamment (deux réponses maximum) :
  - ☐ pour être proche de la clientèle potentielle
  - ☐ pour se mesurer à la concurrence
  - ☐ pour les relations avec des services complémentaires de votre activité
  - ☐ autre (précisez) :
- ☐ volonté d'éviter la métropole lilloise, notamment (trois réponses maximum)
  - ☐ à cause de la concurrence, d'un marché trop encombré
  - ☐ à cause des divers coûts de fonctionnement
  - ☐ à cause des problèmes de circulation et/ou de stationnement
  - ☐ par volonté de favoriser le développement local hors de la métropole
  - ☐ autre (précisez) :

3.2- Si votre implantation actuelle n'est pas votre première localisation, dans quelle commune étiez-vous auparavant installé ?

⇒ Pour quelles raisons essentielles avez-vous changé d'implantation (trois réponses maximum)

- ☐ convenances personnelles
- ☐ inadaptation de l'immobilier
- ☐ coût de l'immobilier
- ☐ se rapprocher de la clientèle
- ☐ être dans une plus grande ville
- ☐ Autre (précisez) :

4- Si votre société comporte des filiales ou des agences (sinon passez en 5)

NOM	Commune d'implantation	Date de création	Effectifs	Type d'activité ou fonction

⇒ Quand la localisation est différente de celle de l'établissement principal, les raisons essentielles en sont :

- ☐ nécessité de réduire la distance entre vous et la clientèle, notamment à cause :
  - ☐ de la fréquence des relations avec le client pour la prestation
  - ☐ des raisons techniques de réalisation de la prestation
  - ☐ de la nécessité d'afficher une présence commerciale forte
- ☐ la volonté de s'afficher comme une entreprise locale pour capter un certain type de marché
- ☐ Autre raison (précisez) :

6- Votre immobilier d'entreprise

6.1- Vos locaux sont situés :

(veuillez, pour l'établissement principal, et pour chacune de vos agences ou filiales en indiquant leur nom et la commune, cocher la situation exacte de vos locaux)

	Etablissement principal	**autre :**	**autre :**	**autre :**
en centre ville				
en périphérie mais proche du centre				
en périphérie loin du centre				
en zone d'activités				
Autre (précisez)				

⇒ Cette *localisation* est-elle le *fruit du hasard de la disponibilité immobilière* :

☐ oui
☐ non

⇒ Sinon, *vous avez choisi cet emplacement* pour les raisons suivantes (deux réponses maximum) :

☐ proximité d'autres services complémentaires
☐ coût immobilier moins cher
☐ espace disponible
☐ image positive
☐ faciliter vos déplacements
☐ facilité d'accès pour la clientèle
☐ Autre (précisez) :

6.2- Descriptif de vos locaux

(veuillez, pour l'établissement principal, et pour chacune de vos agences ou filiales en indiquant leur nom et la commune, cocher la situation exacte de vos locaux)

	Etablissement principal	**autre :**	**autre :**	**autre :**
bâtiments neufs				
ancien réaménagé				
ruche d'entreprises ou assimilé				
locaux inscrits dans une opération d'aménagement urbain				
locaux gérés par une CCI ou une commune				
Autre (précisez)				

⇒ *L'aspect de vos locaux* a-t-il une influence sur la bonne marche de vos affaires :

☐ oui
☐ non

6.3- L'offre immobilière correspond-elle à vos attentes ou à vos besoins ?

☐ oui
☐ non

⇒ Quelles seraient *vos suggestions* ?

7- Votre clientèle

7.1- Vos clients appartiennent aux catégories suivantes :

☐ petit commerce / artisanat
☐ PMI
☐ PME de services
☐ grande entreprise industrielle
☐ grande entreprise de services
☐ administration ou collectivité territoriale

7.2- Vous faites la *majeure partie* de votre chiffre d'affaires avec :

- ☐ petit commerce / artisanat
- ☐ PMI
- ☐ PME de services
- ☐ grande entreprise industrielle
- ☐ grande entreprise de services
- ☐ administration ou collectivité territoriale

8- La géographie de votre marché

8.3- Dans quelle mesure la proximité géographique est-elle un facteur essentiel à la bonne marche de votre entreprise ?

⇒ Vous considérez *qu'un client est proche* de votre entreprise *quand* il est dans un rayon de (en temps passé dans les transports, ou en kilomètres) :

⇒ *Si la proximité s'avère, à la pratique, nécessaire* au fonctionnement de votre entreprise, c'est essentiellement pour les raisons suivantes (trois réponses maximum) :

- ☐ des raisons techniques et matérielles liées à la prestation
- ☐ la fréquence nécessaire des rencontres avec le client
- ☐ la condition pour capter certains marchés en s'affichant comme un local
- ☐ la nécessité de créer des relations de confiance en participant à la vie locale
- ☐ être compétitif en limitant les coûts de déplacement
- ☐ être présent sur un marché où la concurrence est vive
- ☐ être près du donneur d'ordre principal
- ☐ Autre raison (précisez) :

⇒ *Si la proximité n'est pas fondamentalement nécessaire* à votre activité, c'est essentiellement pour les raisons suivantes (trois réponses maximum) :

- ☐ produit standard ou facilement adaptable aux besoins du client
- ☐ déplacement du personnel chez le client
- ☐ utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et Télécommunications
- ☐ travail en réseau avec d'autres partenaires
- ☐ les coûts de déplacement pèsent peu dans le prix de la prestation
- ☐ Autre (précisez) :

9- Evaluation de votre localisation par rapport à votre marché

9.1- Si, à la pratique, votre localisation actuelle ne vous donne pas toute satisfaction par rapport à vos attentes initiales, les raisons essentielles en sont (quatre réponses maximum) :

- ☐ inadaptation de vos locaux
- ☐ le marché que vous visiez s'est avéré insuffisant ou inexistant
- ☐ l'image de la ville où vous vous trouvez est trop négative pour la clientèle
- ☐ vous êtes trop éloigné de « là où ça bouge » dans votre métier
- ☐ la concurrence est trop forte dans votre spécialité
- ☐ les taxes locales sont trop élevés et pèsent fortement sur votre compétitivité
- ☐ les coûts fonciers ou locatifs sont trop élevées et pèsent fortement sur votre compétitivité
- ☐ la division administrative entre le Nord et le Pas-de-Calais est un frein au développement de votre marché
- ☐ vous ne pouvez accéder à certains marchés de collectivités locales faute d'avoir une agence dans cette circonscription administrative
- ☐ Autre raison (précisez) :

ANNEXE N° 13

QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DE LA DEMANDE EN SERVICES AVANCÉS

Salon ATOUT – Arras – 28 et 29 avril 1999

Remarque : le questionnaire est ici présenté selon une mise en forme réduite afin de diminuer son encombrement dans l'annexe. Certains tableaux sont de ce fait en chevauchement sur deux pages.
Méthodologie de l'enquête : l'enquête a été réalisée avec l'accord des organisateurs du Salon, et avec leur appui pour la communication auprès des entreprises participantes.
Résultats : nombre de participants beaucoup plus réduit que prévu. Aucun questionnaire récupéré !

CINQ MINUTES POUR COMPRENDRE VOS BESOINS EN SERVICES AVANCES

OBJECTIF : **Mieux comprendre**
- ⇒ **vos besoins** en services avancés
- ⇒ **vos préférences** dans le choix d'une société de services
- ⇒ **vos appréhensions** face au recours au conseil ou autres services avancés.

NOM DE L'ENTREPRISE :
ADRESSE :
ADRESSE DU SIEGE (si différente de la précédente) :
CODE APE et/ou TYPE D'ACTIVITE :
EFFECTIF :
VOTRE NOM :
VOTRE FONCTION DANS L'ENTREPRISE :

1- Vous avez déjà eu recours à des sociétés de services aux entreprises :

1.1- Dans quel(s) domaine(s) d'intervention ?

Veuillez cocher le ou les cases qui vous concernent

- ☐ innovation des produits
- ☐ ligne de production
- ☐ qualité
- ☐ certification
- ☐ environnement (normes, DIB, énergie...)
- ☐ système d'information
- ☐ finances et gestion
- ☐ organisation de l'entreprise
- ☐ stratégie d'entreprise
- ☐ politique commerciale
- ☐ étude de marché
- ☐ communication
- ☐ réalisation publicitaire
- ☐ conseil en propriété industrielle, marque
- ☐ formation
- ☐ recrutement, out-placement
- ☐ Autre (précisez ci-contre)

1.2- Quelle est l'origine géographique des sociétés de services choisies pour répondre à votre demande dans les domaines cochés ci-dessus ?

Veuillez indiquer par une croix à quelles zones géographiques appartiennent les sociétés de services auxquelles vous avez eu recours.

	Région parisienne	Métropole lilloise	Nord-pas-de-Calais hors métropole lilloise	Autre lieu
innovation des produits				
ligne de production				
qualité				
certification				
environnement (normes, DIB, énergie...)				
système d'information				
finances et gestion				
organisation de l'entreprise				
stratégie d'entreprise				
politique commerciale				
étude de marché				

communication				
réalisation publicitaire				
conseil en propriété industrielle, marque				
formation				
recrutement, out-placement				
Autre				

1.3- Dans quelle mesure l'origine géographique de la société de services a-t-elle joué un rôle dans votre décision ?

Veuillez cocher les *raisons principales* qui vous ont amené à privilégier, dans les cas cités ci-dessus, l'une ou l'autre des zones géographiques.

⇒ Quand vous choisissez une *société de services « parisienne »*, c'est essentiellement pour les raisons suivantes :

- ☐ recommandation d'un collègue
- ☐ recommandation d'un fournisseur
- ☐ contact établi lors d'un salon
- ☐ réputation
- ☐ démarchage de la société de services
- ☐ votre siège social est dans la région parisienne
- ☐ vous y connaissez un (des) consultant(s) en qui vous avez confiance
- ☐ les compétences nécessaires n'existent pas dans le Nord-Pas-de-Calais
- ☐ la taille de votre entreprise nécessite un effectif de consultants qu'une société du Nord-Pas-de-Calais ne peut mobiliser
- ☐ Autre (précisez) :

⇒ Quand vous choisissez *une société de services de la métropole lilloise*, c'est essentiellement pour les raisons suivantes :

- ☐ recommandation d'un collègue
- ☐ recommandation d'un fournisseur
- ☐ recommandation d'un organisme
- ☐ contact établi lors d'un salon
- ☐ démarchage de la société de services
- ☐ vous ne connaissez pas ce qui existe en dehors de la métropole lilloise
- ☐ votre siège social est dans la région lilloise
- ☐ vous y connaissez un (des) consultant(s) en qui vous avez confiance
- ☐ les compétences nécessaires n'existent pas dans le Nord-Pas-de-Calais en dehors de la métropole lilloise
- ☐ la taille de votre entreprise nécessite un effectif de consultants qu'une société d'une ville moyenne ne peut mobiliser
- ☐ vous choisissez Lille plutôt que Paris pour faire travailler un local
- ☐ Autre (précisez) :

⇒ Quand vous choisissez *une société de services du Nord-Pas-de-Calais, en dehors de la métropole lilloise*, c'est essentiellement pour les raisons suivantes :

- ☐ recommandation d'un collègue
- ☐ recommandation d'un fournisseur
- ☐ recommandation d'un organisme
- ☐ contact établi lors d'un salon
- ☐ démarchage de la société de services
- ☐ vous y connaissez un (des) consultant(s) en qui vous avez confiance
- ☐ les prix des services sont moins élevés qu'à Lille
- ☐ vous avez eu un contact avec une société dans un club d'entreprises ou autre groupement local
- ☐ vous voulez favoriser le développement de sociétés de services sur l'ensemble de la Région Nord-Pas-de-Calais
- ☐ vous ne connaissez que les sociétés de services géographiquement proches de votre entreprise
- ☐ Autre (précisez) :

⇒ Quand vous choisissez *une société de services en dehors de la région parisienne ou du Nord-Pas-de-Calais*, c'est essentiellement pour les raisons suivantes :

- ☐ recommandation d'un collègue
- ☐ recommandation d'un fournisseur
- ☐ contact établi lors d'un salon
- ☐ démarchage de la société de services
- ☐ vous y connaissez un (des) consultant(s) en qui vous avez confiance
- ☐ c'est la région où se trouve votre siège social
- ☐ compétences très pointues qui n'existent pas ailleurs

1.4- Dans quelle mesure la <u>proximité géographique</u> joue-t-elle un rôle dans votre choix d'une société de services ?

⇒ Vous considérez qu'une société de service est proche de votre entreprise quand elle est dans un rayon de (en temps passé dans les transports, ou en kilomètres) :

⇒ Quand vous choisissez une société de services proche de votre entreprise, c'est essentiellement pour les raisons suivantes ?

- ☐ vous voulez faire travailler un local
- ☐ la proximité est nécessaire au bon déroulement de la mission
- ☐ vous supposez être mieux compris par un local
- ☐ vous avez besoin de travailler ensemble très souvent
- ☐ relations de confiance établies lors de manifestations locales
- ☐ les prix sont moins élevés
- ☐ Autre raison (précisez) :

2- Vous envisagez le recours à certains services :

2.1- Dans quels domaines ?

- ☐ innovation des produits
- ☐ ligne de production
- ☐ qualité
- ☐ certification
- ☐ environnement (normes, DIB, énergie...)
- ☐ système d'information
- ☐ finances et gestion
- ☐ organisation de l'entreprise
- ☐ stratégie d'entreprise
- ☐ politique commerciale
- ☐ étude de marché
- ☐ communication
- ☐ réalisation publicitaire
- ☐ conseil en propriété industrielle, marque
- ☐ formation
- ☐ recrutement, out-placement
- ☐ Autre (précisez ci-contre)

2.2- Pour quelles raisons n'avez-vous pas encore eu recours à ces services ?

- ☐ votre entreprise était trop jeune
- ☐ votre secteur d'activité ne le nécessitait pas
- ☐ votre donneur d'ordre ne l'exigeait pas
- ☐ vous avez de la difficulté à définir vos besoins
- ☐ vous ne connaissez pas les sociétés compétentes
- ☐ vous craignez que le coût en soit trop élevé
- ☐ vous ne savez pas à quel type de société vous adresser

ANNEXE N° 14

ENQUETE SUR LES SERVICES AUX ENTREPRISES

GUIDE D'ENTRETIEN

Nom de l'entreprise - Adresse

1- Origine

> Date :

> Indépendant, filiale, antenne, agence d'une société internationale, nationale ou lilloise

> Antécédents si créateur

- vers petite structure + cf chômage + de grande agence + où
  + cf indépendance + agence moyenne
  + cf compétences + quitter associés
  à développer
- vers plus grande structure
  par association avec partenaires complémentaires
  ou en simple augmentation de capacité

> Effectif
- nombre
- qualifications
- localisation

2- Localisation

> si créateur
- originaire de la localité, du NPC… « hasard » (parents mineurs)
- stratégie de conquête de marché loin de Lille
- stratégie d'évitement d'une certaine concurrence
- proximité de partenaires de l'activité principale

> si antenne
- lié au lieu de vie du responsable de l'antenne
- stratégie de la maison – mère / laquelle :

> bâtiment
- domicile personnel
- locaux : neufs – anciens / loués – achetés / adaptés – inadaptés
- déménagement : réalisé – envisagé = où :
  raison :

>> recherche de centralité et image à travers la localisation dans l'agglomération ?

>> handicap en terme d'image pour clientèle de ne pas être sur Lille ?

3- Activité

> si je suis un client, quels produits avez-vous à me vendre ?

>> code NAF-INSEE :

> Proposez-vous :

- la réalisation par vos soins de toutes les étapes ?
- la réalisation d'une partie du produit par des partenaires-sous-traitants que vous choisissez ?
- la réalisation d'une partie des étapes par des sociétés connues ou choisies par le client ?

> vous vendez-vous comme un spécialiste ou comme un généraliste ?

> Diversification des activités

> Acquisition des compétences nécessaires
- sur le tas
- par formation complémentaire
- par embauche

> Sous-traitance classique
> Travail avec partenaires en réseau
> Extension géographique du réseau ou des sous-traitants :
> Extension spatiale de l'entreprise réalisée – envisagée
> filiales – agences

4- Marché – clientèle

> type :
> branche :
> localisation :

sinon dans un rayon de 10 – 20 – 100…/ ½ h, 1h, 2h, …
critère de localisation : proximité géographique, relationnel, nécessité technique, coût à tenir, géopolitique, spécialisation pointue, marché peu abordé par la concurrence, suit un client dans ses filiales, marché émergent cf nouvelle technique (produit ou cf réglementation…)

> stratégie commerciale
+ clientèle fidèle ou fort renouvellement
+ par bouche à oreille – démarchage commercial – salons – CCI – comme sous-traitant d'une autre société…
+ comment ne pas se faire oublier par un client démarché mais dont le besoin ne s'exprime pas immédiatement ?

> ce qui peut décider, moi client, à vous préférer à vos concurrents ?
+ la présentation de la gamme de produits
+ l'aspect conseil
+ le prix moins élevé que la concurrence
+ le prestige d'une grande enseigne ou d'une localisation à Lille – Paris
+ ISO 9000, appartenance à association des Agences Conseil en communication
+ confiance
+ les modalités de rétribution selon les phases du travail

>> y-a-t-il une différence de comportement entre GE et PME ?
>> quelle parade adoptez-vous face au risque de détournement de vos concepts ou projets ?

5- **Organisation de la profession à l'échelle régionale** ?

>> faudrait-il un groupement pour plus de transparence du marché ou pour permettre aux clients potentiels peu avertis de s'adresser à la profession ?
OU vaut-il mieux garder une certaine opacité pour protéger les petites sociétés vis à vis des grandes agences parisiennes ou lilloises ?

NOM de l'interlocuteur :
Fonction éventuellement :

ANNEXE N° 15

SYNTHESE DES DISPOSITIONS DU FUTUR DECRET DE PAT

<table>
<tr><th colspan="3">ZONES PAT INDUSTRIELLE</th><th>HORS ZONES PAT INDUSTRIELLE</th></tr>
<tr><td colspan="3">PROJETS INDUSTRIELS
(Section D nomenclature NAF)</td><td>PROJETS INDUSTRIELS</td></tr>
<tr><td>Désignation</td><td>Zones 15 %</td><td>Zones 20%</td><td rowspan="4">NEANT</td></tr>
<tr><td>CREATION
• Emploi
• Investissement</td><td>15
2,5 M €</td><td>15
2,5 M €</td></tr>
<tr><td>EXTENSION
• Δ Emploi
• Investissement</td><td>50% ou 30
2,5 M €</td><td>50% ou 30
2,5 M €</td></tr>
<tr><td>PAT
(Industrielle emploi)</td><td>↗ 8000 €</td><td>↗ 10000 €</td></tr>
<tr><td colspan="3">PROJETS DE SERVICE (à l'Industrie)</td><td>PROJETS DE SERVICE
(LIMITÉS AUX PME)</td></tr>
<tr><td colspan="3">• Pas de critères d'investissement
• Limitation de la prime au total du haut de bilan
• Critères d'emploi identiques à PAT Industrielle</td><td>• Pas de critères d'investissement
• Limitation de la prime au total du haut de bilan
• Critères d'emploi identiques à PAT Industrielle</td></tr>
<tr><td>PAT Service à l'Industrie dans la limite du coût de l'emploi crée calculé sur la période de 2 ans</td><td>↗ 10000 € limité à 15% du coût moyen</td><td>↗ 10000 € limité à 20% du coût moyen</td><td>10000 €/E,

limité à 15% du coût moyen de l'emploi crée</td></tr>
<tr><td colspan="4">PROJET DE R ET D DANS L'ENSEMBLE DE LA REGION</td></tr>
<tr><td colspan="4">• Pas de critères d'investissement
• Limitation de la prime au total du haut de bilan
• Critères d'emploi identiques à PAT Industrielle</td></tr>
<tr><td colspan="4">↗ 10000 €/E dans la limite des plafonds autorisés par Bruxelles</td></tr>
</table>

Félix GERARD *02/05/2000*

Source : Nord-Pas-de-Calais Développement, Lille

ANNEXE N° 16

Aides aux investissements immatériels et à l'embauche de cadres dans le Nord-Pas-de-Calais en 1993

Programmes soutenus par activité

	Investissements immatériels		Technologie				Investissements matériels		Total prog.
	FRAC	ARCHS	FRATT	PUCE	PUMA	LOGIC	PPR	PI	
Textile-confection	42	28	3	2	-	6	27	7	115
Métallurgie - travail des métaux	84	47	4	3	7	7	34	3	189
I.A.A.	41	8	-	-	-	1	12	-	62
Matériaux - verre - chimie	14	9	2	1	1	2	4	1	34
Travail du bois - ameublement	19	10	1	1	1	3	11	-	46
Plastique - caoutchouc	16	7	1	-	4	2	4	-	34
Papier - carton	10	5	-	-	-	5	1	1	22
Imprimerie	19	4	-	-	-	1	20	-	44
Matériel électrique - Electronique - Bureautique	18	8	3	5	3	2	3	4	46
Services	22	26	-	3	1	-	10	2	64
Divers	4	-	3	5	10	8	4	-	34
	289	152	17	20	27	37	130	18	690

1) Ce sont les secteurs traditionnels (travail des métaux/métallurgie) et les secteurs dits porteurs (imprimeries, papier - carton et plastique - caoutchouc) qui ont été le plus largement soutenus.
2) Ce sont les secteurs du travail des métaux et du textile qui sont les plus gros "consommateurs" d'aides aux investissements immatériels et à la diffusion des technologies.
3) L'industrie agro-alimentaire et le secteur du travail du bois font une progression importante au point de vue taux de pénétration des aides.

Aide au recrutement de cadres hautement spécialisés (ARCHS)

ACTIVITES	NOMBRE DE CADRES	NOMBRE D'ENTREPRISES
Textile – Confection	28	22
Métallurgie / Travail des Métaux	47	42
Imprimerie	4	4
Papier Carton	5	5
Matières Plastiques / Caoutchouc	7	6
I.A.A.	8	8
Travail du bois / Ameublement	10	9
Matériaux / Verre / Chimie	9	9
Matériels électroniques / Informatiques	8	7
Services à l'Industrie	26	19
TOTAL	152	131

Source : DRIRE, 1994, Aides aux PMI du Nord-Pas-de-Calais, L'année 1993 en chiffres

ANNEXE N° 17

30 décembre 1993

LES PROPOSITIONS D'ACTIONS DE LA MISSION FERROVIAIRE NORD - PAS DE CALAIS

- Extraits de rapports de réunions avec les responsables d'entreprises -

Les propositions d'actions concertées entre les responsables de la Mission ferroviaire et ceux des entreprises sont les suivantes :

1 - A très court terme, aménager certaines commandes de la SNCF et de la RATP pour passer un creux conjoncturel grave

La période mi 1994-fin 1995 montre un creux conjoncturel très important aussi bien pour les matériels voyageurs que pour le wagonnage, qui contraste avec les bonnes années 1991 et 1992 et avec les perspectives favorables dès 1996. Ce creux est dû à la fois à l'absence de contrat à l'exportation et d'une contraction du marché français.

La Mission propose qu'un minimum de commandes soient assurées ou aménagées sur cette période, ce qui nécessite des décisions à très court terme. Cette proposition fait l'objet depuis novembre 1993 d'un travail spécifique des deux Ministères de l'Industrie et des Transports.

2 - A moyen terme, développer un pôle régional d'ensembliers et de sous-traitance

Une action collective regroupant l'ensemble des partenaires pourrait être montée sur l'ensemble des sujets suivant au profit des PMI sous-traitantes. Elle serait soutenue financièrement par l'Etat et le Conseil Régional, dans le prolongement de la Mission Ferroviaire :

a) Organisation et performance industrielle

. Sur la base d'expériences dans le domaine Automobile telles que "Performance +" (Sevelnord 1992), ou du "Guide de la Performance Industrielle" (opération nationale initiée par RENAULT, PEUGEOT, le Ministère de l'Industrie, et cinq grands syndicats professionnels), il est proposé de faire travailler en partenariat les sous-traitants d'AFR, d'ANF et de GEC-ALSTHOM sur leur organisation interne, notamment dans le domaine de la production, afin d'aboutir à une meilleure performance (coût, qualité, délais) au profit de l'ensemble de la filière ferroviaire. Les outils du Contrat de Plan Etat-Région en matière de développement économique pourraient être mobilisés à cette occasion (FRAC, Action Collective, ...).

.../...

ANNEXE N° 18
INSCRIPTION SPATIALE DES BUREAUX DES COMPAGNIES MINIERES
dans le bassin houiller du Nord

Grands Bureaux et ateliers centraux de la compagnie des Mines d'Aniche, à Auberchicourt en 1949

Maison d'administration

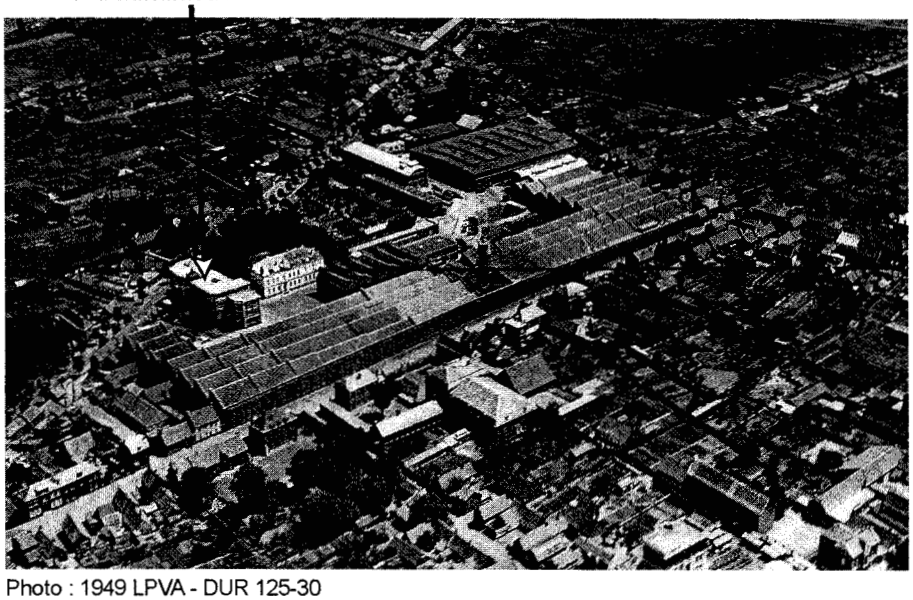


Photo : 1949 LPVA - DUR 125-30

Ateliers centraux de l'ancienne Compagnie des Mines d'Anzin

Situation en 1971 — Bureaux

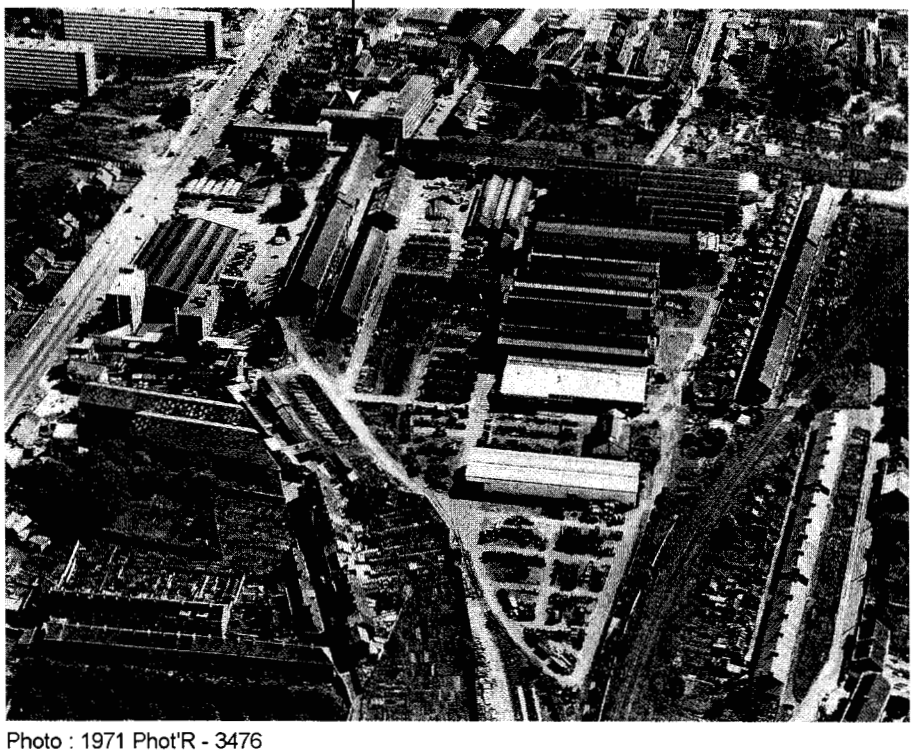


Photo : 1971 Phot'R - 3476

Source : Kourchid o., Kuhnmunch A., 1990, Mines et cités minières du Nord et du Pas-de-Calais, PUL

Photographies recadrées par Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

ANNEXE N° 19

INSCRIPTION SPATIALE DES BUREAUX DES COMPAGNIES MINIERES au centre du bassin houiller (Pas-de-Calais)

Grands Bureaux des Mines de Lens

Reconstruction de 1920-1930 - Situation en 1984

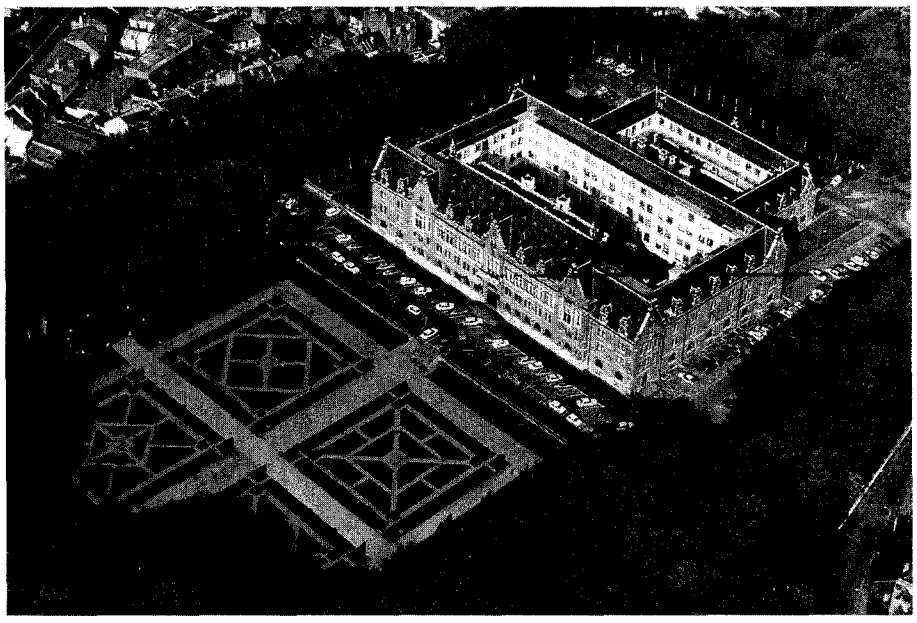


Photo : 1984 Phot'R - 32739

Ateliers centraux et Grands Bureaux à Billy Montigny

Situation en 1986

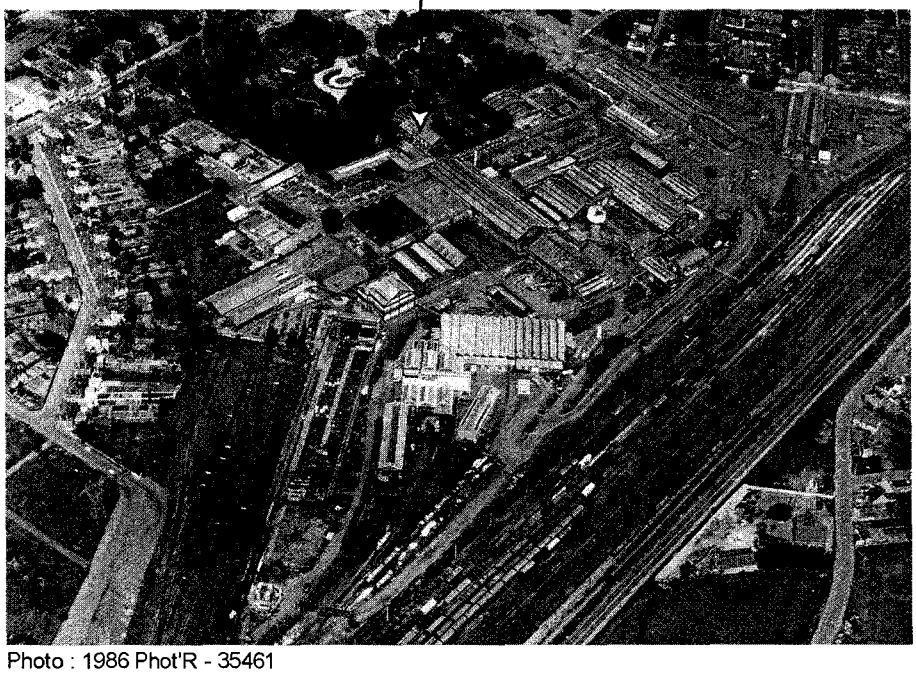


Photo : 1986 Phot'R - 35461

Source : Kourchid o., Kuhnmunch A., 1990, Mines et cités minières du Nord et du Pas-de-Calais, PUL
Photographies recadrées par Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

ANNEXE N° 20

INSCRIPTION SPATIALE DES BUREAUX DES COMPAGNIES MINIERES de l'ouest du bassin houiller du Pas-de-Calais

Ateliers centraux et Grands Bureaux de la Compagnie de Noeux

Fosse 1 et 1 bis (1851-1914, arrêt total en 1961) - Situation en 1949

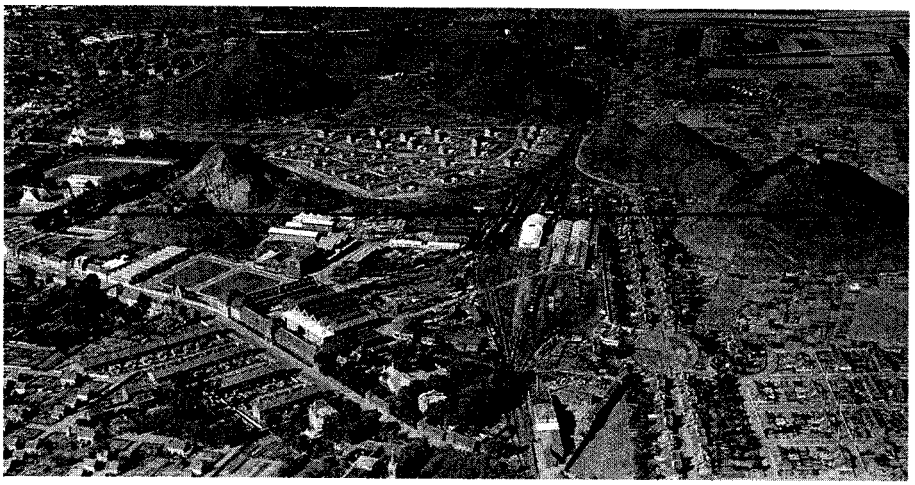


Photo : 1949 LPVA - DUR 125-473

Grands Bureaux des Mines de Marles

puis du Groupe d'Auchel - situation en 1989

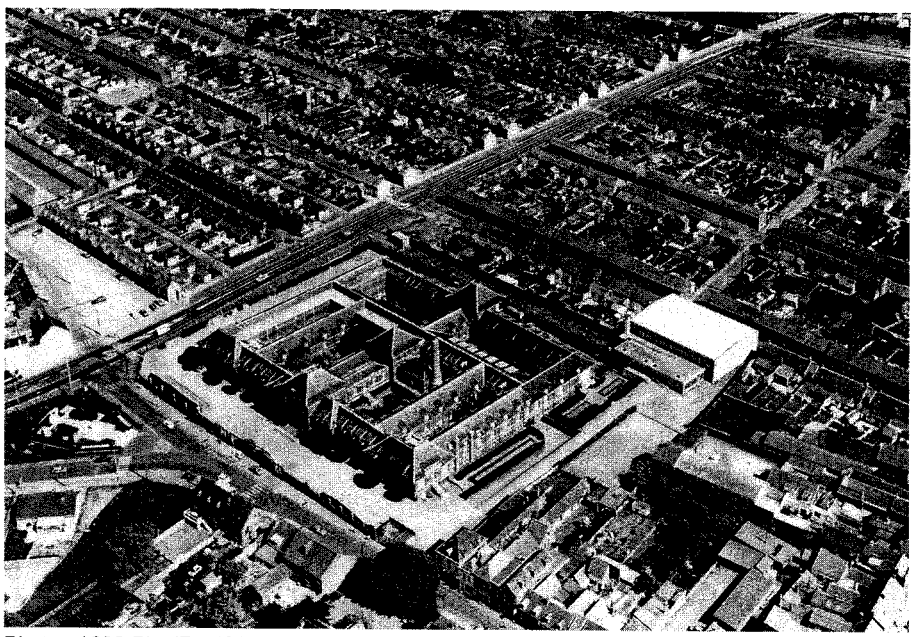
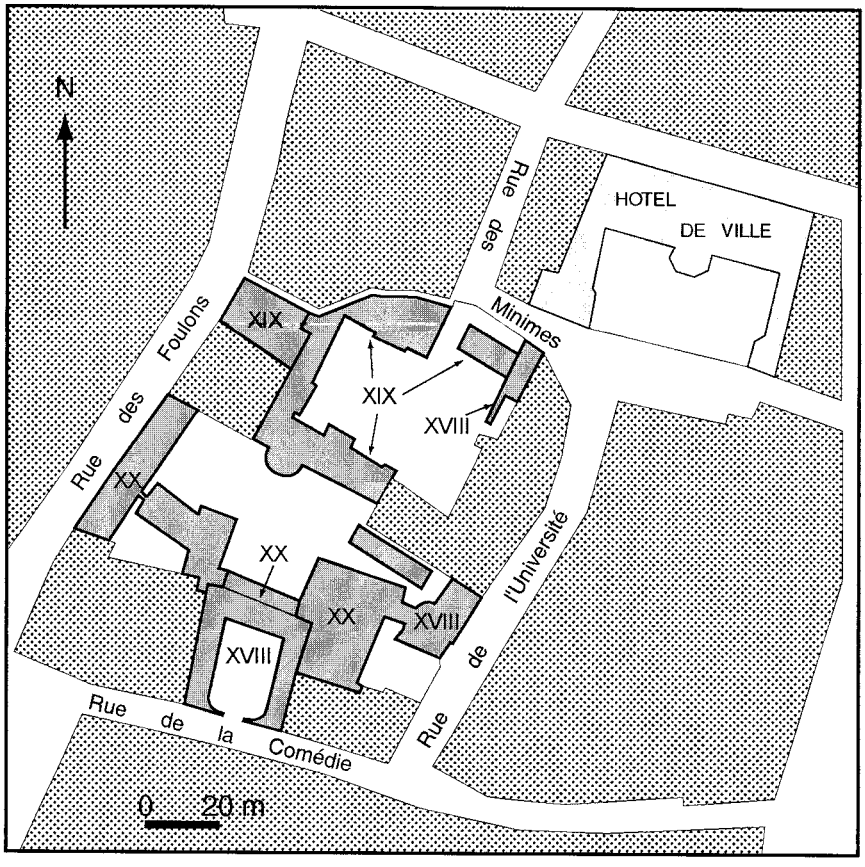


Photo : 1989 Phot'R - 43154

Source : Kourchid o., Kuhnmunch A., 1990, Mines et cités minières du Nord et du Pas-de-Calais, PUL
Photographies recadrées par Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000

ANNEXE N° 21

LE SIEGE SOCIAL DES HBNPC A DOUAI AVANT 1992
EPOQUE DE CONSTRUCTION DES BATIMENTS



maisons et immeubles en front de rue, jardins en coeur d'îlot

bureaux du siège social des Houillères du Bassin du Nord-Pas-de-Calais

XX époque de construction des bâtiments

Conception et réalisation : Ch. Liefooghe, Laboratoire de Géographie Humaine, USTL, 2000

Sources : Monsieur Saudemont, adjoint au maire à l'urbanisme, Douai

Fond cartographique : extrait du cadastre au 1/1000

ANNEXE N° 22

Aides de l'Etat et prêts en faveur du traitement des friches industrielles

AIDES DE L'ETAT EN FAVEUR DES FRICHES INDUSTRIELLES

AIDES A L'AMENAGEMENT DES FRICHES	FINALITE	OPERATIONS FINANCEES	AIDES SPECIFIQUES	BENEFICIAIRES	REGIONS CONCERNEES	MONTANT GLOBAL DES SUBVENTIONS
Contrat de plan Etat-Région	Aide aux opérations publiques d'aménagement de friches	Remise à zéro	Aide directe (chapitre spécifique du contrat de plan)	Collectivité publique ayant la maîtrise foncière (exclusif des subventions FIBM ou GIRZOM)	Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Champagne-Ardenne	41 MF Etat 41 MF Régions pour 1984-1985
GIRZOM (Groupe Interministériel pour la Restructuration des Zones Minières)	Remise en état des équipements publics des houillères avant transfert dans le domaine public	- Remise à zéro réalisée par les Houillères du Bassin Nord-Pas-de-Calais - Aide aux opérations d'espaces verts sur friches industrielles	Aide directe aux programmes d'aménagement sur maîtrise d'ouvrage communale (actions sur l'environnement)	Maître d'ouvrage : - Collectivité locale intégrant dans son patrimoine celui des HBNPC (Houillères du Bassin Nord-Pas-de-Calais) - HBNPC	Bassins miniers Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Centre-Midi	204 MF 1984 194 MF 1985 174 MF 1986
FIBM (Fonds d'Industrialisation des Bassins Miniers)	Réindustrialisation des bassins miniers	Opérations de développement économique (centres de formation, actions commerciales, bâtiments relais, etc.)	Aide directe possible	Maître d'ouvrage : collectivités locales	Bassins miniers Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Centre-Midi	
FIAT (Fonds d'Intervention pour l'Aménagement du Territoire) au titre des programmes de développement des pôles de conversion (FSGT)	Modernisation des pôles de conversion	Aménagement de friches (comprenant subventions aux bâtiments industriels)	Aide directe (chapitre spécifique sur les friches)	Collectivité publique	Les 15 pôles de conversion *	190 MF pour 1984-1985 100 MF pour 1986
FEDER Fonds Européen de Développement Economique Régional	Réhabilitation rapide des friches industrielles (dossier en cours d'étude)	Remise à zéro et aménagement de friches (hors foncier)	- Aide spécifique (opérations intégrées de développement) - FEDER hors quota (textile + sidérurgie)	En cours d'étude : - Collectivité publique - Entreprise propriétaire de la friche	Régions comprenant un pôle de conversion	

* POLES DE CONVERSION : Decazeville, Albi-Carmaux, Roanne, Sud-Loire, Montluçon, Le Creusot, Montceau-les-Mines, Chalon-sur-Saône, Sidérurgie Sud-Lorraine, Sidérurgie Nord-Lorraine, Vallée de la Meuse (Ardennes), Calais-Dunkerque, Bassin minier valenciennois, Vallée de la Sambre, La Seyne, La Ciotat, Fos-sur-Mer, Caen.

PRETS CDC, CAECL, CE*

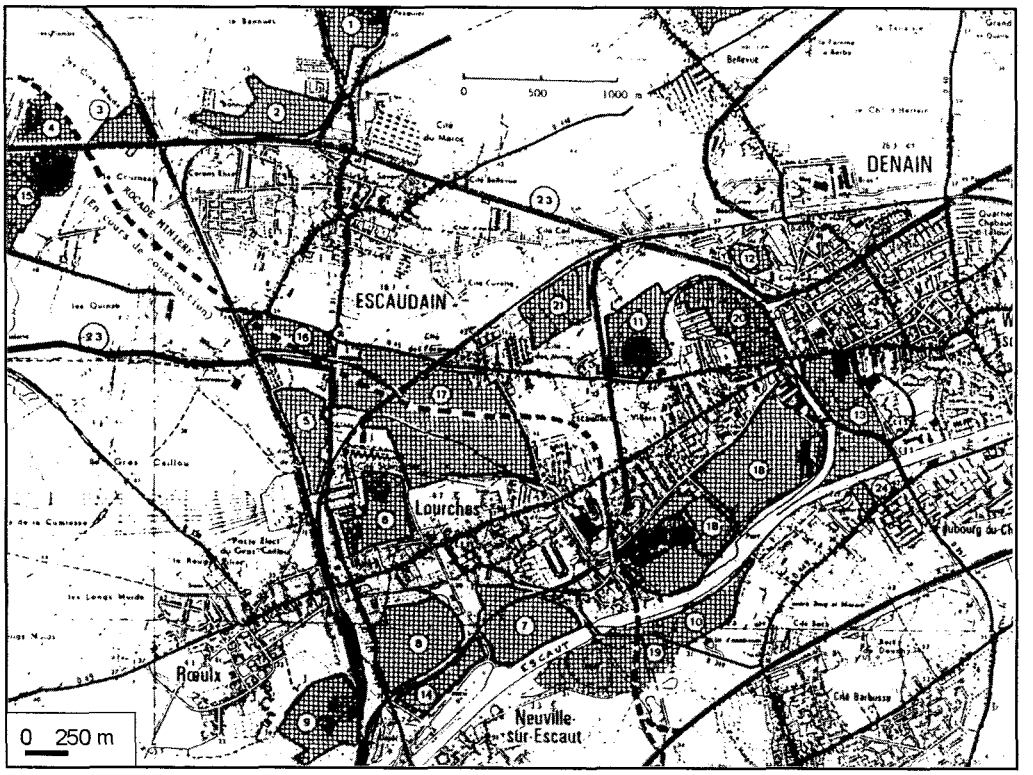
Pour réemploi de friches industrielles							
	Opérations financées	Conditions d'octroi	Emprunteurs concernés	Taux actuels		Durée	Différé d'amortissement
Prêts fonciers opérationnels	Acquisitions terrains nus ou bâtis Travaux d'aménagement dans le cas de ZAC Lotissements opérations centre-ville en vue d'implantation	Montant déterminé par les documents financiers de l'opération	• Collectivités locales • Groupement de CL compétents en matière d'urbanisme • CCI • HLM à compétences élargies • Etablissements publics fonciers et d'aménagement • AFUde remembrement autorisées	10,50 % taux fixe 9 % taux révisable		6 ans maximum Possibilité d'allonger le délai. 9 ans maximum	3 ans maximum 4 ans maximum
Prêts fonciers préopérationnels (1984)	Etudes et premières acquisitions			CAECL 10,75 % taux fixe			
Prêts pour réserves foncières	Acquisition de terrain avec mise en réserve de 1 an minimum	Montant accordé au vu des coûts (avis des Domaines au-dessus de 100 000 F)	• Collectivités locales • Groupement de CL compétents en matière d'urbanisme • Etablissements publics fonciers à ressources propres	CDC/CE	CAECL		
					taux fixe	de 6 à 12 ans	
				10,5 % TF 9 %TR	10,75 % TF	1re tranche de 6 à 10 ans	
				11 % TF 9,25 % TR	11,25 %	2e tranche de 11 à 15 ans	
Prêts généraux (pouvant être utilisés pour des friches)							
Prêts pour l'aménagement d'espaces verts et bases de plein air dont possibilité de préfinancement du FCTVA	Toutes opérations d'aménagement	Pas de condition particulière	• Collectivités locales de + de 5 000 hab.	Assiette : 70 % du coût de l'investissement		15 ans en règle générale de 1 à 3 ans	Possible suivant dossier
Prêts pour études préalables (prêts CAECL)	Etudes préalables	Pas de condition particulière	• Collectivités locales	5 %		de 3 à 5 ans	

* CDC : Caisse de Dépôts et Consignations. CAECL : Caisse d'Aide et d'Equipement des Collectivités Locales. CE : Caisse d'épargne.

Sources : Wachter S. (dir), 1992, Redéveloppement des zones en déclin industriel, DATAR / La documentation française, p. 88-89

ANNEXE N° 23

L'emprise des friches industrielles dans le Denaisis à la fin des années 80



N°	Désignation	Propriétaire originel	Utilisation originelle	Surface au sol (Ha)	Etat actuel ou réutilisation	Utilisation future ou prévue	Organisme aménageur ou propriétaire
1	Fosse Audiffret-Pasquier	HBNPC	Fosse et terril	5,21	1 terril exploité, 1 terril conservé, reste du carreau nivelé	Rien de prévu, sauf quelques logements	
2	Ermitage	HBNPC	Lavoir	29,13	Démantelé, terrain nivelé	Rien de prévu	HBNPC
3	Voies ferrées	HBNPC	Voies ferrées	?	Déposées. Site nivelé	Rien de prévu	
4	Fosse St Marck	HBNPC	Fosse et terril	4,27	Carreau nivelé, terril en cours d'exploitation (schistes)	Aménagement à l'étude, couplé à 15	SIVOM
5	Fosse de Roeulx	HBNPC	Fosse et terril	5,06	Carreau nivelé, terril arasé	Parc d'activités (1ère tranche en cours) village d'entreprises	SIVOM
6	Fosse désirée	HBNPC	Fosse et terril	1,68	Terril en cours d'exploitation, carreau nivelé. 1 partie construite en logements		HBNPC v. Lourches
7	Fosse Naville	HBNPC	Fosse et terril	14,74	Carreau nivelé; terril exploité pour fines	Discussions en cours SIVOM	HBNPC
8	Cokerie de Lourches	HBNPC	Cokerie	23,23	Démantelée; terrain vague	Rien de prévu	HBNPC
9	Terril de Roeulx	HBNPC	Terril	?	Exploité pour fines, remodelé, en partie replanté		HBNPC
10	Fosse de Douchy	HBNPC	Fosse et terril	?	Démantelé, nivelé, terrain vague	Rien de prévu	
11	Fosse Renard	HBNPC	Fosse et terril	6,70	Carreau nivelé, terril conservé	Demande de classement du terril en périmètre sensible	HBNPC
12	Fosse Turenne	HBNPC	Fosse	?	Carreau nivelé; aménagement sommaire	Remis à la v. de Denain pour terrain d'aventures	v. Denain
13	Gare d'eau	HBNPC	Ancienne gare d'eau, fosse et terril	23,00	Aménagements en parc de loisirs et espaces verts		v. Denain
14	Centrale de Douchy	EDF	Centrale électrique	6,00	Centrale démantelée; terrain vague	Rien de prévu	EDF
15	Carrières d'Abscon	USINOR	Carrières de chaux	28,00	Abandonnées	Aménagement à l'étude; CF4	SIVOM
16	Fours à chaux	USINOR	Concasseurs		Démantelés, terrain vague	Aménagement en cours	SIVOM
17	Hauts fourneaux	USINOR	Hauts fourneaux, agglomération, annexes	102,25	Démantelés, terrain vague	Aménagement en cours	SIVOM
18	Aciéries	USINOR	Aciéries, fours Martin, Laminage continu, Moulin à scories	55,00	En cours de démantèlement	Aménagement en cours pour zone d'activité des Pierres Blanches	SIVOM

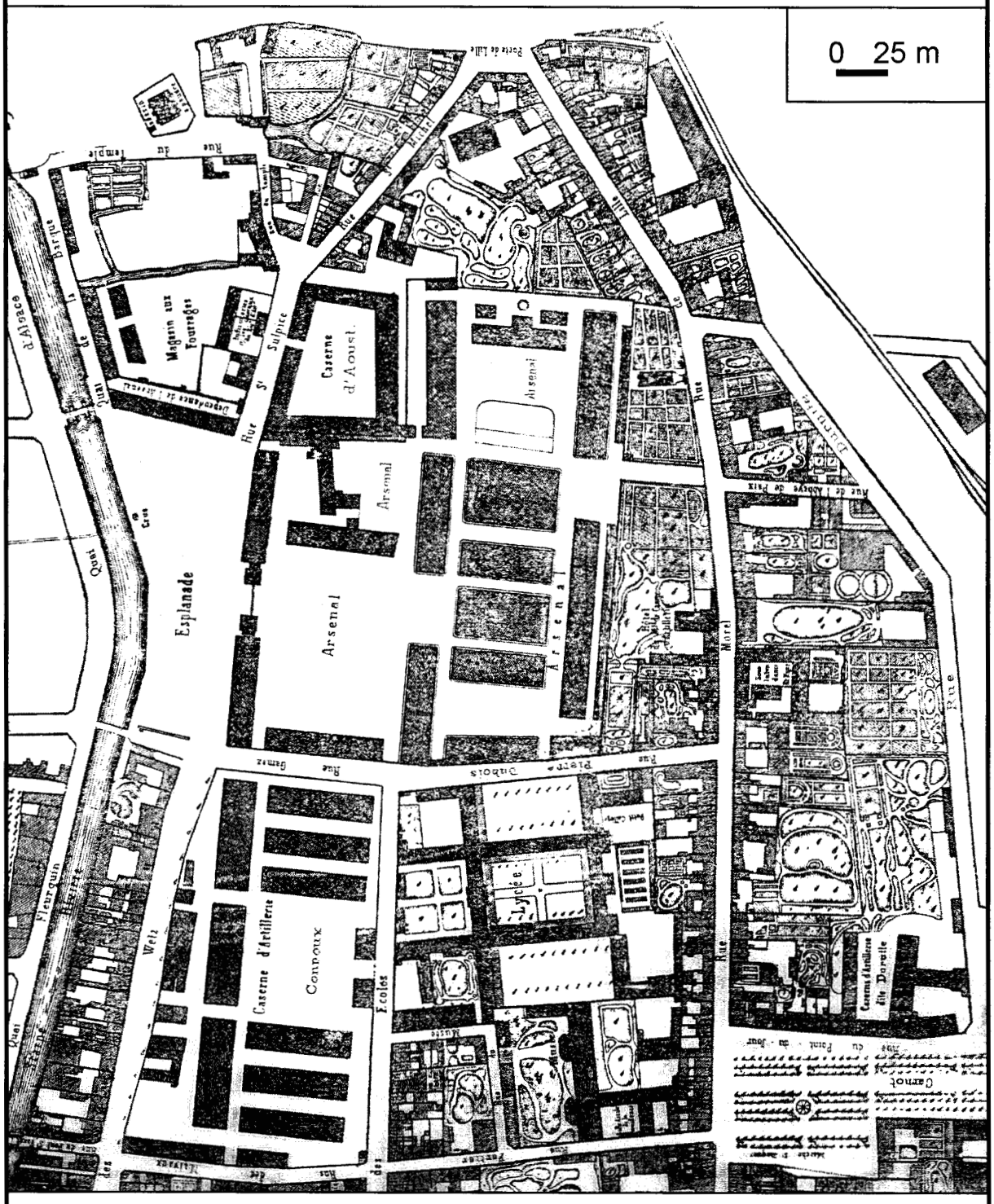
HBNPC : Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais
SIVOM : Syndicat Intercommunal à vocation multiple du Denaisis, 8 communes, 57.000 habitants.

Source : Bruyelle P., Merenne B., 1992, Revue belge de géographie, n° 1- 4

ANNEXE N° 24

LE QUARTIER DE L'ARSENAL VERS 1865 /1870

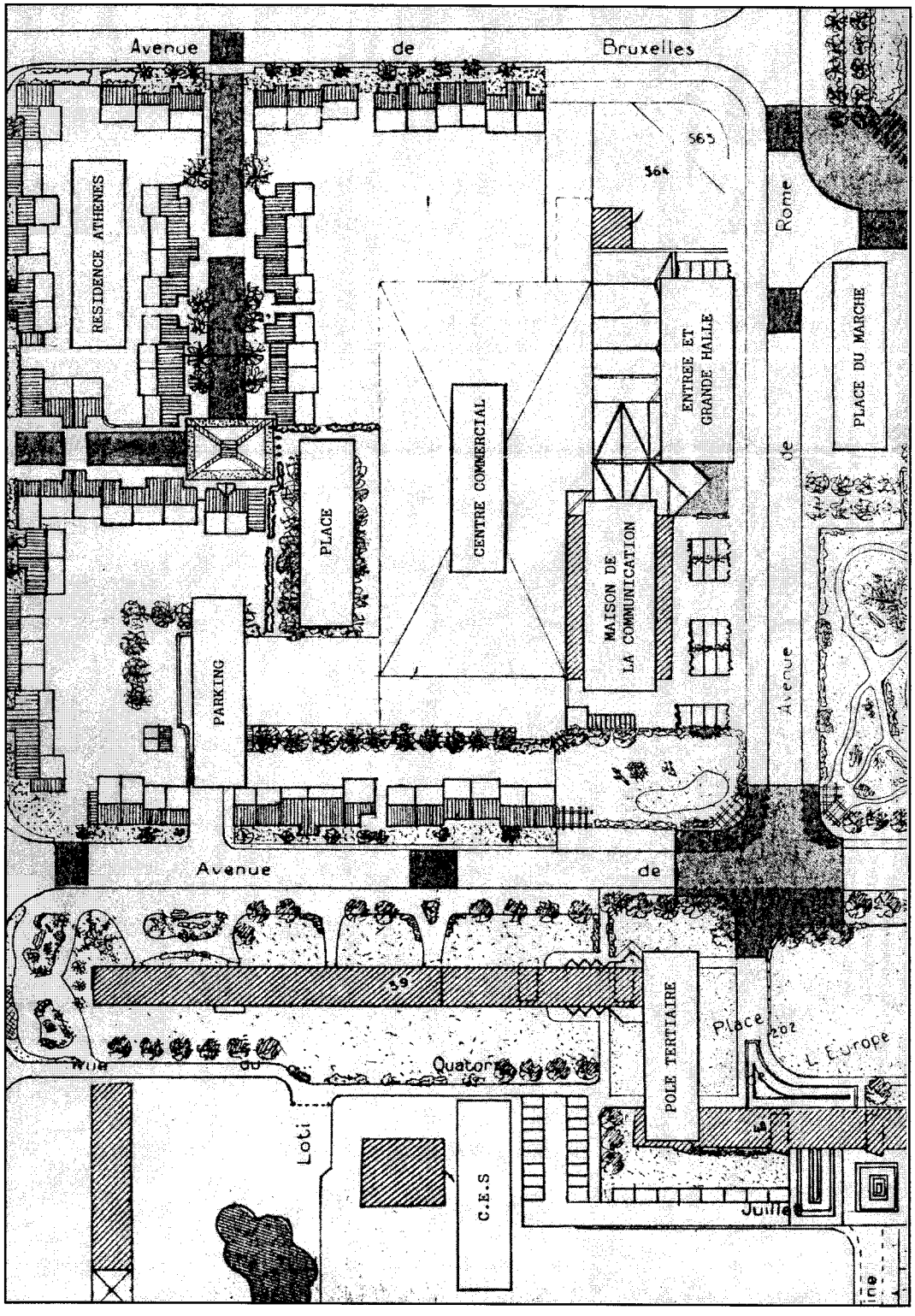
Extrait du plan cadastral de Robaut au 1/2500e



Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000
Sources : service urbanisme de la mairie de Douai

ANNEXE N° 25

Projet de restructuration de la ZUP du Mont Liébaut à Béthune en 1987



Conception / réalisation : Ch. Liefooghe, LGH, USTL, 2000
Sources : archives de la mairie de Béthune, projet de restructuration de la ZUP du Mont Liébaut, DSQ 1987

ANNEXE N° 26

Aides en vigueur en 1998 pour la construction de bâtiments d'entreprises dans le Nord-Pas-de-Calais

Nom de l'Aide	Objectif de l'Aide	Conditions de l'Aide	Modalités d'intervention	Gestionnaire
Bâtiments Industriels et Artisanaux - Pépinières d'Entreprises	Permettre aux entreprises de disposer de locaux de qualité correspondant à leurs besoins. Aider la création de pépinières d'entreprises.	Cette aide s'adresse aux entreprises industrielles, artisanales ou de service à l'industrie qui ont un projet de développement créateur d'emplois. Cette aide indirecte est versée au maître d'ouvrage public.	20 % du coût total HT du bâtiment, VRD et frais techniques dans la limite de 800 KF et à parité avec les autres collectivités locales (plafond porté à 25 %, 1 MF et au double des autres collectivités locales pour certaines communes).	Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais (DAE) Région : 29,9 MF en 1997
Bâtiments Industriels et Artisanaux - Pépinières d'Entreprises	Permettre aux entreprises de disposer de locaux de qualité correspondant à leurs besoins. Aider la création de pépinières d'entreprises.	Cette aide s'adresse aux entreprises industrielles, artisanales ou de service à l'industrie, situées soit en zone objectif 1, soit en zone objectif 2 qui ont un projet de développement créateur d'emplois. Cette aide indirecte est versée au maître d'ouvrage public.	25 % du coût total HT du bâtiment, VRD et frais techniques plafonnés à 40 000 F par emploi.	Direction Régionale de l'Equipement (DRE) Fonds Feder :
Bâtiments Industriels et Artisanaux - Pépinières d'Entreprises	Permettre aux entreprises de disposer de locaux de qualité correspondant à leurs besoins. Aider la création de pépinières d'entreprises.	Cette aide s'adresse aux entreprises industrielles, artisanales ou de service à l'industrie, situées dans le bassin minier éligible au fonds FIBM, qui ont un projet de développement créateur d'emplois. Cette aide indirecte est versée au maître d'ouvrage public.	25 % du coût total HT du bâtiment, VRD et frais techniques plafonnés à 50 000 F par emploi.	Direction Régionale de l'Equipement (DRE) Fonds Fibm : 23,5 MF en 1997
Bâtiments Industriels - Pépinières d'Entreprises	Permettre aux entreprises de disposer de locaux de qualité correspondant à leurs besoins. Aider la création de pépinières d'entreprises.	Cette aide s'adresse aux entreprises industrielles ou de service à l'industrie qui ont un projet de développement créateur d'au moins 10 emplois. Cette aide indirecte est versée au maître d'ouvrage public.	10 % du montant des travaux plafonnés à 400 000 F (plafond porté à 800 000 F si création d'au moins 50 emplois).	Conseil Général du Nord (DAE)
Bâtiments Industriels et Artisanaux - Pépinières d'Entreprises	Permettre aux entreprises de disposer de locaux de qualité correspondant à leurs besoins. Aider la création de pépinières d'entreprises.	Cette aide s'adresse aux entreprises industrielles, artisanales ou de service à l'industrie, situées dans le bassin minier éligible au fonds FIBM, qui ont un projet de développement créateur d'emplois. Cette aide indirecte est versée au maître d'ouvrage public.	12,5 % du bâtiment, VRD et frais techniques plafonnés à 2 000 F du m² et à 2 500 m² (plafond porté à 25 % pour les bâtiment artisanaux).	Conseil Général du Pas-de-Calais Dépt 62 : 16,5 MF en 1997

Source : Région Nord-Pas-de-Calais, Une grande région économique en Europe : orientations stratégiques, séance plénière du Conseil régional du 17 décembre 1998, annexe au rapport.

TITRE DE LA THESE

LA DIFFUSION SPATIALE DES SERVICES AUX ENTREPRISES : APPLICATION A L'ANCIEN BASSIN MINIER DU NORD-PAS-DE-CALAIS

RESUME

L'étude géographique des services aux entreprises dans l'ancien bassin houiller du Nord-Pas-de-Calais relève du paradoxe : d'une part, la métropolisation croissante de ces activités se confirme dans la décennie 90 ; d'autre part, la nébuleuse urbaine du pays minier constitue le négatif des espaces privilégiés par les services aux entreprises. Si l'on s'en tient au cadre théorique des travaux sur la localisation, alors le développement des services aux entreprises, et notamment des services de haut niveau, dans un espace de tradition industrielle non métropolitain relève de l'anomalie. Quant à l'analyse empirique sur les facteurs de localisation, elle nie l'ancien bassin minier dans sa spécificité géographique. Ces deux approches mènent à une impasse car elles s'inscrivent dans une conception du monde fondamentalement statique. La théorie de la diffusion spatiale des innovations permet au contraire d'aborder la dynamique spatiale des services aux entreprises sous l'angle d'une diffusion d'idées, de pratiques et d'activités nouvelles et innovantes. Les cycles d'innovation favorisent tantôt la diffusion spatiale des services aux entreprises, tantôt leur concentration sur les plus grandes villes, foyers de l'innovation. Les représentations des chercheurs, des politiques et des entrepreneurs constituent tantôt des vecteurs, tantôt des freins à la diffusion des services aux entreprises. L'espace de la diffusion n'est plus alors un simple support mais un système territorial, ouvert ou réfractaire au changement. Si les travaux de géographie quantitative mettent en évidence les formes de la diffusion spatiale des services aux entreprises, une approche qualitative, dans la ligne des travaux pionniers sur la diffusion des innovations, permet de saisir comment inertie du système spatial, stratégie des entrepreneurs, politiques de développement ou de régénération urbaine font système pour freiner le développement des services aux entreprises dans un ancien bassin minier.

DISCIPLINE : Géographie

MOTS-CLES : Innovation - diffusion / Services (activités tertiaires) / Polarisation (économie politique) / Aide au développement économique régional / Perception géographique / Bassin minier - Nord-Pas-de-Calais

Laboratoire "Hommes, villes et territoires"

U.F.R. de Géographie
Boulevard Langevin, Cité scientifique, USTL-Université de Lille 1
59655 Villeneuve d'Ascq